

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

La loi et l'homme
 A la recherche de compensations
 L'abbé de Tourville, directeur de conscience
 Un grand apôtre : le Père Lebbe
 Les mille et une voix
 Le Père Delattre
 La reprise de la persécution mexicaine
 Pourquoi il faut être optimiste
 M. Winston Churchill et le front oriental

Pierre Ryckmans
 Comte Louis de Lichtervelde
 Hyppolite Hemmer
 Léopold Levaux
 Francis Ambrière
 Gonzague Ryckmans
 Giovanni Hoyois
 Jean Maxence
 Comte Perovsky

Les idées et les faits : Chronique des idées : Histoire militaire des Belges, par le vicomte Charles Terlinden, Mgr J. Schyrgens.

La Semaine

Il y a, dans LA GUERRE EST POUR DEMAIN, de Ludwig Bauer, — ce livre passionnant dont nous avons parlé déjà il y a quinze jours — un chapitre central et capital intitulé : *Le Danger allemand*, qui est bien ce que nous avons lu de plus fort, sur l'Allemagne, depuis la guerre.

Savourez d'abord ce « portrait » :

L'Allemagne apporte beaucoup d'éléments indispensables à la [future] catastrophe : sa faculté illimitée de croire aux mensonges qu'on lui raconte, sa passion pour l'organisation, son génie de l'obéissance, son penchant à verser dans les extrêmes, à procéder, à l'égard de chaque fait, comme un crayon que l'on taille si fin, si fin que la pointe casse inévitablement, ses aptitudes, qui la font toujours remonter à la surface, son absence de compréhension de la mesure et des possibilités, qui la repousse toujours dans les profondeurs, un contenu bouillonnant et indéfinissable, qui cherche constamment à prendre forme. A la fois répulsive et attirante, inquiétante et pleine d'intérêt, déliquescence et concentrée, elle est pleine de contrastes, appelée par le destin mais non élue, réclamant la tranquillité et la troublant elle-même. On découvre, avec terreur, un peuple qui unit les plus hautes réalisations à un manque d'instinct total, qui marche toujours dans la mauvaise voie et toujours avec la dernière énergie, qui croit là où il devrait recuser, qui recuse là où il devrait croire, et qui arrive toujours au point où il ne veut pas en venir : spectacle grotesque et tragique.

* * *

Ludwig Bauer examine successivement les mailles « du monstrueux filet de mensonges » que l'Allemagne s'est jeté sur la tête.

« Ce sont les autres qui ont fait la guerre de 1914 ! » Comme Förster, Bauer proclame que : l'intérêt et le devoir germaniques, bien plutôt, étaient et sont encore de reconnaître la faute grave qui a été commise et de prouver, par des actes, qu'une autre Allemagne est née, qui ne saurait être chargée de la responsabilité de l'ancienne.

« Plus de tributs ! »

Il est faux, écrit Bauer, que les Réparations ruinent l'Allemagne. « On peut dire, au contraire, que la charge imposée à l'Allemagne est modeste en comparaison de celles de la France et de l'Angleterre. »

Si le peuple allemand souffre, il ne souffre pas du fait de quelques trente marcs par tête qu'il est obligé de verser chaque année : sa bureaucratie hypertrophiée, sa propagande, ses dépenses de prestige, sa Reichswehr qui, à en juger d'après toute la situation politique, ne peut être qu'une arme d'attaque, en bref le gaspillage et le gonflement du budget, lui coûtent sensiblement plus cher que les TRIBUTS.

* * *

Une forte page mérite d'être citée tout entière :

Premier fait : ce ne sont pas les paiements du plan Young qui sont responsables de la misère de l'Allemagne. La situation est encore plus inquiétante dans les Etats victorieux, en Angleterre par exemple, et l'appauvrissement y est également indéniabie.

Second fait : le montant des paiements n'est pas seulement infiniment inférieur aux dommages de guerre, ce qui va d'ailleurs de soi, puisque même l'ensemble de tous les peuples serait incapable de les rembourser, et à bien plus forte raison l'Allemagne seule, mais encore il ne représente qu'une légère compensation.

Troisième fait : l'Allemagne elle-même, quand elle a été victorieuse, n'a renoncé aux indemnités de guerre ni à Brest-Litovsk, ni à Buitte, ni, antérieurement, à Francfort. Les conditions qu'elle a posées ont été plus brutales et plus dures que celles du plan Young : les cinq milliards-or de Bismarck couvraient abondamment toutes les dépenses de guerre de l'Allemagne et lui permettaient, par-dessus le marché, d'emprunter un trésor de guerre, tandis que les paiements du plan Young ne comprennent qu'une minime fraction des frais de guerre de l'Entente.

Quatrième fait : le plan Young n'est pas responsable de l'aggravation de la crise allemande. Même si l'on passait l'éponge sur tous les paiements de l'Allemagne, aucune amélioration ne pourrait se produire, si la situation générale du monde n'enregistrait pas une détente, si l'Allemagne continuait à administrer ses finances comme elle l'a fait jusqu'à présent et à vivre au-dessus des moyens d'une époque appauvrie. Tous les jours que nous vivrons désormais contribueront à nous le prouver.

Cinquième fait : les réparations, dans la série des maux qui provoquent la détresse allemande, viennent très loin derrière. L'Allemagne est touchée d'une façon particulièrement grave parce qu'elle s'est sabotée elle-même par l'inflation au lieu de saboter les vainqueurs, comme c'était son plan. Par là, elle a été sa propre dupe. Ensuite parce que, après la guerre, elle a continuellement vécu au-dessus de ses moyens. Ensuite parce que, en qualité de principal Etat industriel, elle devait infailliblement, en période de crise industrielle, être affectée d'une façon toute spéciale. Ensuite parce que, dans sa tendance à tout pousser à l'extrême, elle a exagéré la rationalisation et accru par là son chômage. Ensuite parce que ses capitaux se sont évadés. Ensuite parce qu'elle est un élément de trouble et un danger de guerre.

A ceux auxquels les concessions faites depuis plus de dix ans n'ont pas encore ouvert les yeux, Bauer affirme :

L'expérience que la France a faite de l'évacuation anticipée de la Rhénanie ne permet pas de douter que, dans l'Allemagne actuelle, l'annulation des réparations ne soit interprétée comme un signe de faiblesse de la France et ne conduise purement et simplement à de nouvelles revendications allemandes. Le but de ces revendications est le rétablissement du militarisme allemand et la satisfaction complète donnée à l'impérialisme allemand.

* * *

Autre mensonge : « L'Allemagne a droit au désarmement des autres. » L'Allemagne n'y a aucun droit juridique ni aucun droit moral, explique Bauer.

Et notre auteur, qui connaît bien Dame Germanie, remarque :

On ne saurait impunément mettre tous les actes et toutes les paroles d'un peuple entier sous le signe du non-sens et du mensonge, sans empoisonner ce peuple de fond en comble ; et c'est pourquoi, aujourd'hui, l'Allemagne constitue le pire danger de guerre. Car elle ne veut pas qu'on l'éveille de cette illusion où elle est enfoncée, et quels que soient les hommes qui la gouvernent, ils sont contraints d'aller encore plus loin, toujours plus loin : du fait que tous les Allemands croient être cernés et dépouillés, ne rien devoir, posséder un droit tant à la récupération des territoires perdus qu'au désarmement des autres, la politique allemande est condamnée à ne jamais paraître remporter de succès. Car, bien entendu, ceux qui se trouvent menacés ne peuvent céder, et quels que soient les sacrifices qu'ils fassent à l'apaisement, ces sacrifices paraissent ridiculement minimes aux Allemands.

* * *

Et maintenant, quelques citations sur lesquelles nous engageons ce bon M. Struye à méditer longuement :

La revendication allemande relative au désarmement flatte naturel-

lement les esprits simples : elle correspond au plus profond désir de paix de chacun, et c'est pourquoy ce moyen de propagande est aussi dangereux qu'efficace. Cependant l'Allemagne, se refusant à payer le prix du désarmement, qui s'appelle sécurité, c'est-à-dire garantie de paix et renonciation à la revision, devient elle-même l'obstacle le plus considérable qui s'oppose au désarmement. Elle établit un lien logique entre sa demande de revision et sa revendication tendant au désarmement des autres, mais cette logique-là, c'est la logique de l'assaillant.

Le désarmement sans sécurité conduit nécessairement à la guerre. Il favorise l'assaillant... [...] La seule chose que l'agresseur avait à craindre : la puissance de ceux qui étaient menacés, n'existe plus. L'entreprise, pour lui, est devenue presque sans danger, et c'est précisément cela qui constitue une prime à la guerre, et ce sont justement les plus faibles, les petits Etats, qui seraient les plus menacés, eux qui sont les premiers à réclamer le désarmement.

Et voilà pourquoi la propagande pacifiste, chez nous, est, comme dit Bauer, une chose monstrueuse, car elle favorise la guerre.

Comment, en face de cette propagande, ne pas se souvenir des paroles de Bossuet : « Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient, et non parce qu'on a vu qu'elles sont en effet » ?

Le plus grand dérèglement de l'esprit...

* * *

« Egalité de droits pour l'Allemagne ! » Plus de vainqueurs ni de vaincus.

Il ne peut y avoir à la S. D. N. des Etats de première classe et des Etats de seconde classe, des Etats ayant le droit d'armer à leur gré et d'autres qui soient obligés de désarmer et qui restent exposés à toutes les attaques et à toutes les menaces.

N'est-ce pas que l'on croit entendre MM. Rolin, Struye et consorts ?

Bauer répond :

Il n'existe pas d'argument sérieux à opposer à cela, mais à une condition : c'est qu'il y ait une S. D. N. véritable, qui ne soit pas seulement un nom et une apparence, et qui garantisse à tous les pays la protection contre les attaques.

Or, nous sommes loin de compte... Et pourtant : « tant que la S. D. N. sera incapable d'y réussir, la revendication d'égalité restera, elle aussi, sans valeur ».

* * *

Nous avons été particulièrement heureux de trouver chez Ludwig Bauer des arguments que nous avons invoqués souvent dans ces colonnes, arguments de simple bon sens, d'ailleurs, que nous nous étonnions de ne pas voir invoquer plus souvent. Citons :

Qui donc, aujourd'hui, aurait l'intention de prendre à l'Allemagne un seul pouce de territoire ? Mais, en revanche, il y a en Allemagne, inévitablement, une écrasante majorité populaire dont la volonté est que des territoires polonais, belges et autres reviennent à l'Allemagne. Ainsi se trouve créée une inégalité que les pays menacés cherchent à compenser par des armements.

La paix dépend de l'Allemagne, n'avons-nous cessé de répéter. Si le Reich la voulait sincèrement, que pourraient lui faire les armements des autres ? Bauer donne à cette idée un relief saisissant :

Imaginons que l'Allemagne déclare qu'elle donne le bon exemple, qu'elle n'a ni armée ni flotte, qu'elle invite le monde à se convaincre qu'il n'y a nulle part, chez elle, d'armements secrets, qu'elle donnera une prime à tous ceux qui découvriront des dépôts d'armes et des préparatifs belliqueux. Quelle en serait la conséquence ? Peut-on concevoir, dans ces conditions, que la France et la Pologne continuent à transformer leurs frontières en forteresses, s'arment jusqu'aux dents, fassent peser sur leurs populations une charge fiscale écrasante, rien que pour se protéger contre une attaque allemande ?

L'Allemagne peut à tout instant obtenir le désarmement et l'égalité, pourvu qu'au lieu de les réclamer, elle prenne les devants...

A ceux qui voudraient nous faire croire qu'armements = armements — aux juristes de toute langue, de toute race et de toute tribu — Bauer répond :

On ne peut mettre sur le même pied des armements qui ne sont manifestement destinés qu'à la défense et d'autres armements dont le but ne peut être que l'attaque. Une pareille assimilation est un non-sens, et si le peuple allemand s'accorde, d'une façon absolue, à ne pas vouloir s'en rendre compte, les pays menacés s'en rendent compte fort exactement, et plus l'Allemagne met de passion à réclamer le désarmement, plus ils redoutent son attaque, et plus ils s'armeront puissamment.

C'est l'évidence même...

* * *

Complétons le portrait de l'Allemagne reproduit plus haut par ces lignes :

L'Allemand est actif : c'est son bonheur ; il verse dans l'outrance : c'est son malheur, et, ainsi, il marche dans la mauvaise voie avec un effroyable esprit de suite. Parmi les peuples, il demeure celui qui, en proie à une errance sauvage qui n'est pas une menace que pour lui, se cherche éternellement, depuis les migrations des peuples jusque dans des lointains encore obscurs, en passant par les Hohenstaufens et les Hohenzollerns, et qui, jusqu'à présent, ne s'est pas encore trouvé. Du fait qu'il cherche, ce qu'il obtient ne lui suffit jamais ; enfermée en elle-même comme dans un cocon, l'Allemagne n'a pas encore découvert l'être voisin, le peuple voisin. Les Français et les Anglais ont en eux leur propre mesure ; ils sont transparents ; on peut prédire la façon dont ils se comporteront dans des situations déterminées. Les Allemands sont indéterminés et indéfinis ; on pourrait dire qu'ils sont à l'état gazeux ; ils peuvent prendre n'importe quelle forme. Cela, chez eux, s'allie à la passion des choses en devenir. L'aventure les tente. Plus le but est nébuleux, plus ils y aspirent avec amour. Or, ils ont le goût forcené de se soumettre, de se grouper, d'exclure l'élément personnel ; ils ont le don inégalé de prendre rapidement la place qui leur est assignée, de faire un plan ; la capacité, ce faisant, de renoncer entièrement à l'impédimentum de leur moi, et par-dessus le marché ils ont pour eux leur nombre, leur situation géographique en plein milieu de l'Europe, l'absence de toute entrave provenant de l'esprit critique, la passion d'ajouter foi à n'importe quel mensonge qu'ils tiennent pour nécessaire, une susceptibilité toujours en éveil, les portant à se croire constamment regardés de travers, comme un étudiant avide de se battre en duel qui souhaite de venger des offenses. C'est ainsi que, courroucés et imprévisibles dans leurs réactions, ils se tiennent dans le fragile univers d'aujourd'hui.

Dupe-toi toi-même ! C'est le fin fond de toute la maladie allemande, écrit Bauer : en essayant de convaincre les autres, se persuader soi-même au lieu de les persuader. Il en a été ainsi pendant la guerre, lorsque l'Allemagne a démontré le droit qu'elle avait d'entrer en Belgique ou la légalité de la guerre sous-marine sans restriction et qu'elle s'est indignée quand le monde s'est détourné avec dégoût. Il en va de même aujourd'hui, de ces trouvailles baptisées mensonges de la responsabilité de la guerre, oppression par le plan Young, appel à la revision pacifique, « droit au désarmement des autres ».

On ne se lasse pas de citer, et nous voulons croire que nos lecteurs nous sauront gré de leur mettre sous les yeux les passages les plus forts de l'exposé de Ludwig Bauer.

C'est avec ahurissement — écrit-il encore — que les historiens de l'avenir se diront : Il était une fois un peuple, un peuple qui avait des dons naturels et de la force, qui avait accompli de grandes choses, mais qui ne comprenait rien au monde ni à ses nécessités. Il croyait que sa misère provenait uniquement d'une guerre perdue, et tout autour de lui, il voyait cependant souffrir ses vainqueurs. Une tâche formidable l'attendait, qui consistait à collaborer à un monde rénové, et pourtant il ne songeait à rien d'autre qu'à s'assurer un peu plus de territoire pour ses drapeaux, pour ses allas et pour ses disputes. Il se dressait contre ses compagnons de souffrance, alors qu'il aurait pu, avec leur aide, se relever rapidement. Il répétait comme un perroquet les absurdités les plus évidentes, sans même essayer une seule fois d'y réfléchir. Il était victime de la plus effroyable psychose collective, qui prenait les formes caractérisées de la folie de la persécution. Il voulait reviser ses frontières, oubliant que le remède et le salut ne pouvaient précisément résulter pour lui que de sa propre revision, et cette revision, dirent les historiens de l'avenir — si toutefois il leur est donné, en se réfugiant dans des grottes, d'échapper aux gaz — cette revision, oui, c'eût été la paix.

* * *

Et la conclusion ? demandez-vous. C'est que * l'Allemagne se dresse contre tout le monde, à la fois malheureuse et préparant

un malheur, nuage terrible, sombre, gros de détresse et de ruines accumulées ».

Pour Ludwig Bauer, il n'y a qu'un remède :

Créer un monde nouveau, l'arracher à la force, à la menace et à l'Etat particulier, reviser l'Etat lui-même, au lieu de vouloir modifier ses frontières. Liberté de mouvement pour les gens et les marchandises; lutte commune contre la crise; sécurité pour tout le monde et, avec la sécurité, désarmement; administration autonome des minorités; démembrement des Etats en régions administratives; abolition de ce fétiche : la frontière, qui a coûté plus de sang humain que n'importe quel autre fétiche...

Si Bauer a raison, si l'Europe et le monde se trouvent devant le dilemme : cela ou la guerre, oui, vraiment, LA GUERRE EST POUR DEMAIN!...

Comment, en effet, par quels moyens, imposer à l'Allemagne le retour au bon sens, la fin de la psychose, la compréhension de son véritable intérêt? Comment écarter le danger allemand que les concessions consenties depuis la signature des traités de paix n'ont cessé d'accroître? On ne voit, en gros, qu'un seul moyen : tous les Etats s'engageant solennellement à ne faire qu'une Société, à punir sévèrement et rapidement tout agresseur, à organiser la production au mieux de l'intérêt général du monde et en supprimant les barrières douanières... Et l'Allemagne, contrainte moralement, sous la menace de sanctions économiques et financières, sinon militaires, de subir ce monde nouveau, finissant par l'accepter et par en être...

Quel rêve!... Bauer parle de Super-Etat; ce serait une super-chrétienté, ce mot se référant à la chrétienté qui exista déjà. La peur, la hantise de la prochaine guerre, la crainte qu'elle ne porte à la civilisation occidentale le coup de grâce, suffiront-elles pour obliger l'humanité à édifier ce monde nouveau?...

Parcille réforme est-elle d'ailleurs possible sans une rechristianisation? Les passions humaines peuvent-elles être contenues, les peuples sont-ils capables de fraterniser réellement en dehors d'un Christ reconnu Sauveur du monde, Roi des rois et Seigneur des puissants : *Salvator mundi, Rex regum et Dominus dominantium?*...

Une nouvelle revue internationale va paraître, à Paris, sous le titre : ESPRIT. Elle groupera toute une équipe d'intellectuels parmi lesquels des catholiques éminents, prêtres et laïcs. Devant les menaces mortelles qui pèsent sur nous, l'union de tous ceux qui veulent empêcher que la matière ne tue l'esprit est bonne et salutaire. Isolés, les catholiques sont impuissants dans un monde déjà très déchristianisé. Qu'ils s'associent donc à ceux qui travaillent dans la ligne du catholicisme et qui le servent, peut-être à leur insu, en aidant à sauver cette « nature » que la grâce ne supprime pas mais élève.

Du prospectus qui annonce *Esprit*, nous détachons ces lignes :

Comment ne pas être en révolution permanente contre les tyrannies de cette époque? Nous y détestons : une science trop souvent détachée de la sagesse, bloquée dans des soucis utilitaires; une philosophie honteuse, ignorante de son rôle et des problèmes qui nous importent, mendiant à la science une vérité qu'elle annonce par avance relative, et tout juste capable de démontrer que la science n'y peut atteindre; des sociétés gouvernées et fonctionnant comme des maisons de commerce; des économies qui s'épuisent pour adapter l'homme à la machine et ne tirer de l'effort humain que de l'or; une vie privée déchirée par les appétits, désaxée, conduite à toutes les formes d'homicide et de suicide; une littérature que ses complications et ses artifices séparent de notre nature ou qui s'enlise dans le siècle qu'elle devrait inspirer; l'indifférence, jusqu'à nos côtés, de ceux qui ont charge du monde et l'avilissent, le gaspillent ou le méprisent. Il n'est pas de pays, pas de forme de la pensée ou de l'activité qui ne soient asservis à un matérialisme propre. Partout s'imposent à l'homme des systèmes et des institutions qui le négligent : il se détruit en s'y pliant.

Nous voulons le sauver en lui rendant la conscience de ce qu'il est. Notre tâche capitale est de retrouver la vraie notion de l'homme, de restituer toutes choses en elle ou à travers elle. Nous nous trouvons d'accord pour l'établir sur la suprématie de l'esprit. Notre premier regard sera celui de l'homme sur l'homme, un regard d'amour.

Requisitoire trop fondé, hélas!, et programme auquel on ne peut qu'applaudir.

Citons encore :

Certains d'entre nous ont une foi religieuse. Ils insèrent nos convictions dans une vision de l'univers qui les transfigure sans les détruire. Ils l'apporteront sans restriction. Ils pensent que leur foi n'autorise pas l'abstention, leur crée au contraire des devoirs spéciaux quant à l'organisation de la terre; mais ils n'entendent la lier à aucune des solutions provisoires qu'ils y pourront apporter.

Soulignons enfin la partie sociale du manifeste :

Notre hostilité est aussi vive à l'égard du capitalisme, de sa pratique actuelle et de la doctrine qui s'en dégage, qu'à l'égard du marxisme ou du bolchévisme. Le capitalisme réduit une foule croissante, par la misère ou par le bien-être, à un état de servitude inconciliable avec la dignité de l'homme; il oriente toutes les classes et la personnalité tout entière vers la possession de l'argent; tel est le seul désir dont est gorgée l'âme moderne. Le marxisme est un fils rebelle du capitalisme dont il a reçu la foi dans la matière. Insurgé contre une société mauvaise, il porte bien en lui quelque justice, mais seulement jusqu'à ce qu'il triomphe. Quant au bolchévisme, seul parmi les entreprises nées dans le monde moderne, il atteint à une ampleur de doctrine et à un héroïsme qui ne sont pas inférieurs à l'événement. Mais il établit sa grandeur sur une simplification des données humaines, dans un règne et avec des moyens qui ne relèvent que de la tyrannie de la matière.

Voilà un langage qui nous plaît beaucoup... Aussi attendrons-nous avec une curiosité très sympathique les premiers numéros d'*Esprit*.

Le même courrier qui nous apportait le manifeste d'*Esprit*, mettait sous nos yeux un article de notre collaborateur et ami le baron Snoy d'Oppuers dans le *Rappel* de Charleroi, répondant à la question : *le capitalisme est-il condamné?*

Vivons-nous en régime capitaliste? commence par se demander le baron Snoy. Et il répond :

Absolument pas : le capitalisme est, en effet, un régime idéal dans lequel l'activité individuelle s'exerce en dehors de toute entrave et de toute immixtion de l'Etat; M. Georges Dovine nous en a donné une définition concise et claire dans la *Revue Hebdomadaire* : c'est le système d'activité économique « où la création de la richesse est laissée à l'initiative du producteur (qu'il soit isolé ou constitué en groupe), où joue en toute liberté et avec la plénitude de sa force, le ressort de l'intérêt personnel... » Ce système est de toute évidence, moins celui que nous connaissons, que celui de toute autre période de l'histoire.

Evidemment, comme dit Aristote, les définitions sont libres : il suffit d'être logique avec celle que l'on établit. Se basant sur la définition donnée, le baron Snoy conclut son article par ces lignes assez paradoxales :

Il faut donc conclure comme G. Dovine : « Ce n'est pas, en vérité, la faillite du capitalisme que consacrent la longueur et l'acuité de la crise actuelle; mais tout au contraire, la faillite du socialisme. Il serait bon de ne pas inverser les responsabilités. »

Soit, mais nous nous permettons de penser que le vrai problème se trouve esquivé. Le régime économique moderne — appelez-le comme vous voulez — a conduit à la dictature de l'or en éloignant l'humanité de ce que Leplay appelait les conditions normales de la vie en société. Prenez le cas-type de l'Angleterre : plus de petite propriété, plus d'agriculture, un prolétariat immense, l'Etat Providence et la nation servile, le retour à l'esclavage. La misère imméritée des masses, dénoncée par Léon XIII, était le produit direct de l'économie contemporaine. Le primat de l'économique, du financier plutôt, a polarisé toute l'activité humaine dans le sens de ce qui donnait la possibilité de tout avoir : l'argent!

Ne nous payons donc pas de mots. Peut-être existe-t-il un capi-

talisme idéal; ce qui est certain, c'est que le capitalisme, tel que la pratique le monde actuel, « s'il n'est pas intrinsèquement mauvais, a été vicié », pour reprendre les paroles du Pape dans l'Encyclique *Quadragesimo Anno*.

Remettons encore sous les yeux de nos lecteurs le passage capital de cette Encyclique :

Ce qui à notre époque frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui, d'ordinaire, ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré.

⊠ Tout de même, ce n'est pas le socialisme qui nous a conduit à une pareille dictature, mais UN CERTAIN capitalisme — vicié, c'est entendu — qui a fait de l'homme un *facteur*, alors qu'il est le *but*.

Le Pape continue :

Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que sans leur consentement nul ne peut plus respirer.

Cette concentration du pouvoir et des ressources, qui est comme le trait distinctif de l'économie contemporaine, est le fruit naturel d'une concurrence dont la liberté ne connaît pas de limites; ceux-là seuls restent debout qui sont les plus forts, ce qui souvent revient à dire, qui luttent avec le plus de violence, qui sont le moins gênés par les scrupules de conscience.

A son tour, cette accumulation de forces et de ressources amène à lutter pour s'emparer de la Puissance, et ceci de trois façons: on combat d'abord pour la maîtrise économique; on se dispute ensuite le pouvoir politique, dont on exploitera les ressources et la puissance dans la lutte économique; le conflit se porte enfin sur le terrain international, soit que les divers Etats mettent leurs forces et leur puissance politique au service des intérêts économiques de leurs ressortissants, soit qu'ils se prévalent de leurs forces et de leur puissance économiques pour trancher leurs différends politiques.

...la libre concurrence s'est détruite elle-même; à la liberté du marché a succédé une dictature économique. L'appétit du gain a fait place à une ambition effrénée de dominer. Toute la vie économique est devenue horriblement dure, implacable, cruelle. A tout cela viennent s'ajouter les graves dommages qui résultent d'une fâcheuse confusion entre les fonctions et devoirs d'ordre politique et ceux d'ordre économique: telle, pour n'en citer qu'un d'une extrême importance, la déchéance du pouvoir: lui qui devrait gouverner de haut, comme souverain et suprême arbitre, en toute impartialité et dans le seul intérêt du bien commun et de la justice, il est tombé au rang d'esclave et devenu le docile instrument de toutes les passions et de toutes les ambitions de l'intérêt. Dans l'ordre des relations internationales, de la même source sortent deux courants divers: c'est d'une part le nationalisme ou même l'impérialisme économique, de l'autre, non moins funeste et détestable, l'internationalisme ou impérialisme international de l'argent, pour lequel là où est l'avantage, là est la patrie.

Ces fortes lignes décrivent admirablement les conséquences néfastes de l'économie telle que la pratiquèrent le XIX^e siècle d'abord et le XX^e après lui. De quelque mot en *isme* que vous appelez cette économie, il reste qu'elle conduisit aux monstrueux abus actuels: des hommes livrés à de cruelles privations parce qu'il y a, en ce moment, dans le monde, trop de produits pour les nourrir, les vêtir et les chauffer!...

M. Fernand Baudhuin serait-il ironiste? Chez les économistes et les grands manieurs de chiffres, il n'est pas facile de faire la part de l'humour et celle de la naïveté. Toujours est-il qu'il vient d'écrire une des choses les plus drôles que nous ayons jamais lues. Dans un article sur la « Maison Rothschild » (dernier numéro

de la *Revue générale*), le distingué professeur à l'Université de Louvain écrit bien tranquillement :

En somme, les Rothschild ont tenu il y a un siècle un rôle infiniment plus actif que ne peut en jouer de nos jours la Haute-Finance. On ne voit pas celle-ci, dans nos pays du moins, dicter sa politique ou imposer ses ministres.

M. Baudhuin, qui circule beaucoup dans les ministères et dans les grandes banques, qui donc connaît pas mal de dessous et sait ce qui se passe dans les coulisses, ne peut certes pas avoir voulu dire que, dans nos pays (?), la Haute-Finance ne dicte pas sa politique et n'impose pas ses ministres. « On ne voit pas... »! Sans doute, le délicieux emploi du petit mot *voit* — une vraie trouvaille, cette formule: on ne voit pas... — cache-t-il la fine ironie de l'auteur. En effet, cela ne se voit guère... Toutefois, entre l'être et le paraître il y a toute la différence qui sépare la réalité des apparences. Laissons là, pour aujourd'hui, la question de savoir si, chez nous, en Belgique, en 1932, l'influence décisive de notre Haute-Finance sur notre vie politique et sur la nomination de nos ministres est bienfaisante ou malfaisante pour la collectivité nationale. Nous ne disons pas du tout, pour l'instant, qu'elle soit regrettable. Il s'agit uniquement, en l'occurrence, de savoir si cette influence, mettons prépondérante, existe ou n'existe pas...

Quelle peut bien être la raison pour laquelle M. le professeur Baudhuin, admirablement informé en ces matières, semble vouloir faire croire qu'il n'y croit pas?...

Nous avons rappelé plus haut l'enseignement du Saint-Père: le pouvoir politique devenu l'esclave de la Haute-Finance. Cela ne serait-il pas vrai « dans nos pays », pour reprendre l'expression de M. Baudhuin? Mais alors, où est-ce vrai?... En Angleterre, peut-être, encore que, là aussi, il doit se trouver des économistes pour le nier, et, qui sait, peut-être aux Etats-Unis ou... au Congo.

La Sûreté Publique s'y est prise bien maladroitement pour empêcher que parlent, à Louvain, à l'Association en faveur de la paix mondiale, des étudiants flamands de Louvain, le R. P. Strattmann, dominicain allemand, le R. P. Kors, dominicain hollandais, ainsi, paraît-il, qu'un ecclésiastique français. Les orateurs annoncés comptaient traiter « du rôle des intellectuels dans la propagande pour la paix ». Si nous déplorons la campagne pacifiste qui se mène actuellement en pays flamand, et qui accumule des nuées de plus en plus épaisses, allant jusqu'à cacher aux consciences les notions les plus claires et les réalités les plus évidentes, nous n'en regrettons pas moins le manque de doigté du Ministre de la Justice qui a sévi bien mal à propos et pris des mesures que rien ne justifiait. De notre Sûreté Publique, il ne faut attendre ni trop d'adresse ni beaucoup de flair, mais quand donc certains milieux bruxellois cesseront-ils de faire le jeu des extrémistes?

M. Pierlot, sénateur luxembourgeois et une des réserves du parti catholique, a commenté, au Sénat, de façon magistrale, son remarquable rapport sur notre défense nationale. Nous reviendrons longuement sur cette discussion quand les *Annales parlementaires* nous auront apporté les textes complets des discours prononcés. Soulignons toutefois, dès aujourd'hui, ces paroles de M. Pierlot: « Personne parmi nous n'oserait prendre l'initiative du désarmement, qui laisserait notre pays sans défense devant l'agresseur. [...] Si les socialistes revenaient au Gouvernement demain, ils auraient, comme nous, le souci de la défense du pays ». Ce qui n'empêcha pas M. de Brouckère de lui répondre par un discours d'un idéalisme affolant...

La loi et l'homme⁽¹⁾

Au cours de notre offensive de 1916 dans l'Est Africain, l'évacuation de Kigoma par les Allemands avait valu à nos troupes un butin immense : matériel, outillage, approvisionnements à n'en plus finir. Tout cela était parqué aux fins d'inventaire dans une enceinte de barbelés, sous la garde de recrues à peine dégrossies qu'on n'osait pas encore conduire au feu.

Une nuit, je faisais ma ronde d'officier de semaine, escorté d'un vieux sergent qui portait la lanterne, quand à un coin de rue le bruit caractéristique d'un fusil empoigné à deux mains pour la mise en garde m'annonça le voisinage d'une sentinelle. J'attendais le réglementaire « Gwatara kiwif » Halte-là ! Qui vive ? — Au lieu de cela, ce fut une mince petite voix apeurée qui vint à moi du fond de la nuit : « Nini kuna ? ». — Puisqu'on le prenait sur un ton si peu militaire, je répondis paternellement : « Rien, un blanc de chez-vous ». — Ah ! Bo ! fit la voix rassurée ; et le jeune guerrier se rangea pour me livrer passage. Je m'avançai vers l'enceinte, il me laissa faire. Je franchis le barbelé sans être inquiété. Il fallait voler quelque chose, quelque chose de visible, d'exemplaire, de frappant... C'est cela : une enclume ! Une petite enclume prétendument portative ; mais ce qu'elle était lourde ! A grand effort, je la soulevai ; je parvins à la porter jusqu'à l'enceinte et à la faire tomber dehors par-dessus les fils. Puis je la traînai au milieu du chemin. Le vol était consommé, la preuve faite.

Le petit soldat me regardait faire, bouche bée, n'y comprenant goutte.

J'allai vers lui, je touchai son fusil.

— C'est ton fusil, ça.

Son visage s'éclaira.

— Oui, mon fusil.

— Montre ?

Il me le donna sans difficulté.

— Et des cartouches ? Tu as des cartouches aussi ?

Il ouvrit une cartouchiere aussi large que son sourire. Un seul chargeur ; mais enfin c'étaient de vraies cartouches.

— Donne !

Je le dépoillai de ses munitions.

— Et comment fait-on pour les introduire dans le canon ?

Il m'aïda à glisser le chargeur.

Le moment était venu de tirer la morale de l'aventure.

— Eh bien, mon garçon, tu ne m'as pas demandé le mot. Tu m'as laissé voler dans un parc dont tu avais la garde. Tu m'as livré tes armes... Si maintenant j'étais un Allemand, si je te tuais.

Un Allemand ? Le pauvre conscrit comprenait de moins en moins et se mit à trembler.

Le sergent n'avait rien dit jusque-là. C'était un vieux briscard qui en avait vu de toutes les couleurs. Je me tournai vers lui comme pour le prendre à témoin de ce que valent aujourd'hui les recrues... Il eut un haussement d'épaules désabusé, puis, amer, méprisant comme les spectateurs du cirque quand ils abaissaient le ponce, laissa tomber :

— Èè, buma, ye ! C'est ça, tue-le !...

C'est ainsi qu'il concevait l'autorité du chef, les droits de l'homme qui dicte la loi.

Au fond de la brousse, chez les sauvages non évolués, on va plus loin.

En temps de famine, dans l'Urundi, les voleurs de récoltes n'étaient livrés à la justice qu'après plusieurs jours de torture. On traînait à la prison des épaves humaines, des malheureux mourant de faim, couverts de plaies, garottés comme des bêtes,

qui succombaient souvent malgré tous les soins. Quelquefois même, on ne nous les amenait pas du tout : les habitants exaspérés rendaient eux-mêmes une atroce et sommaire justice.

Un jour, je réunis les chefs pour mettre fin à ces pratiques. Je leur fis une théorie ponctuée de froides menaces : « Les voleurs de récoltes ici, et intacts. C'est le Blanc qui punit, et les voleurs seront punis. Mais si on les torture, si on les mutilé, si on les tue — vous, les chefs responsables. Donnez des ordres. »

Ils s'en allèrent tenir conseil. C'est facile à dire, donner des ordres ! Mais s'ils ne sont pas obéis ? Les Barundi sont fous de rage quand on pille leurs champs... Comment empêcher ces explosions de colère collective ? Il fallait prévoir des excès malgré tout ; et alors ? Payer le prix du sang, sept vaches, pour de misérables voleurs ?

Ils discutèrent longtemps. Quand ils revinrent, je vis à l'air épanoui de leur vieux porte-parole, qu'ils avaient trouvé la solution.

— Vraiment, — me dit-il, — vous ne voulez plus qu'on torture les voleurs de récoltes ? Alors, c'est bien simple : décidez que dorénavant vous les ferez tous pendre. Proclamez-le partout. Et nous vous garantissons qu'on vous les amènera intacts !

J'aurais édicté cette loi, là, sur le champ, de ma seule autorité, — on m'acclamait comme le sauveur du peuple...

Cela malgré l'existence bien connue du Gouverneur et du Ministre, malgré les portraits du Roi présidant au mur des salles d'audience, malgré les jugements rendus au nom de la loi, malgré le Code ostensiblement feuilleté avant le prononcé, malgré les réserves même dans les sentences de mort : vous serez pendu — à moins que le Roi n'en décide autrement...

La Loi !... On nous l'a définie à l'Université comme la règle juridique établie par un acte exprès de l'autorité. Cette définition vaut pour la Brousse aussi, si l'on entend par « autorité » l'Européen qui porte au casque un insigne officiel. La Loi, c'est « l'ordre de Boulamatari ». Mais qu'il s'agisse d'une règle fondamentale solennellement proclamée dans la Charte de notre indépendance, qu'il s'agisse d'une loi votée par les deux Chambres et revêtue de la sanction royale ; qu'il s'agisse d'un décret, d'un arrêté royal, d'une ordonnance du gouverneur, d'une décision du commissaire de district ou d'une fantaisie de l'administrateur, — c'est toujours un ordre de Boulamatari, transmis aux populations suivant les mêmes formes, publié par proclamation sommaire dans le même jargon. Il est impossible à l'indigène de rétablir la hiérarchie des valeurs. Il réagit de même à tous les ordres, quels qu'ils soient ; il leur réserve à tous une égale obéissance, — à moins que ce ne soit un égal mépris. Et vous voyez d'ici la tentation qui s'annonce : l'infraction la plus facile à commettre en brousse, avec le plus de chance d'impunité, c'est l'abus de pouvoir des fonctionnaires ; parce que si nul n'est censé ignorer la loi, personne ne la connaît ; si nul indigène n'est censé ignorer ses devoirs, aucun n'est capable de connaître ses droits ; parce que l'administré ne peut pas ne pas confondre les ordres qu'un chef transmet avec ceux qu'il donne, la loi qu'il applique avec la loi qu'il fait.

Ajoutez à cela que dans les circonstances graves de sa vie, le Code ne tracera pas au fonctionnaire de brousse la conduite à suivre.

Condamner un homme à mort est une lourde responsabilité, une responsabilité qu'on n'assume pas sans angoissants débats de conscience — plus encore peut-être qu'en Europe, dans cette Afrique où les choses sont d'une simplicité terrible, où quelquefois celui qui a rendu la sentence devra présider à son exécution. Mais cette sentence, le juge ne l'a pas voulue. Un jugement, c'est un acte d'intelligence, non un acte de volonté. Quand il

(1) Discours prononcé à la séance de rentrée de la section de Droit colonial et maritime du jeune Barreau le 16 janvier 1932.

a reconnu que les faits évoqués devant lui constituent l'infraction qualifiée par la loi, le juge s'abrite derrière cette loi qu'il a fait serment de servir. Il prononce, sous peine de forfaiture il *doit* prononcer, — mais c'est la loi qui condamne. S'il se prépare peut-être des cauchemars, du moins est-il sûr de ne pas se préparer des remords.

Dans la carrière de tout chef territorial, même du plus humble, il y a le souvenir de décisions autrement redoutables que des condamnations à mort. Des nœuds gordiens qu'il a fallu trancher — et trancher sur-le-champ — et trancher d'un coup, en jouant à la fois non seulement sa carrière et sa vie, mais d'autres vies humaines avec la sienne.

Je me souviens d'un jour... oh, rien de sensationnel, rien d'extraordinaire : une révolte, comme il en éclate quelquefois, comme il y en a plus d'une aujourd'hui même, dont personne ne parle, dans cet immense Congo... J'étais en route sur les confins de la zone révoltée, avec quatre soldats d'escorte, pour un voyage annoncé depuis longtemps. Pendant mon absence, la situation s'était brusquement aggravée. A l'appel du prophète, des foules d'indigènes se soulevaient contre les chefs fidèles, pillaient et brûlaient leurs kraals. Chaque jour des chefs partaient en dissidence; d'autres hésitaient, prêts à voler au secours de la victoire. Sur les rapports qui m'étaient parvenus, j'avais appelé des troupes. Un matin, comme je me préparais à lever le camp, un messager m'apporte une lettre. Nouvelles alarmantes : mon adjoint, surpris sans munitions, a dû se replier vers le chef-lieu; les rebelles enhardis l'ont suivi et menacent le poste. Chaque nuit des flèches enflammées sont lancées sur les toits de chaume; les grands tambours sauvages battent du crépuscule à l'aube.

Que faire? Le messager attend. Les indigènes accroupis autour de moi attendent, et guettent sur mon visage l'effet des nouvelles que sans doute ils connaissent déjà. Retourner en arrière? Poursuivre ma route? — Vite, il faut décider. — Les miens sont là-bas. Y courir? Mais je suis annoncé ailleurs. — Vite, il faut décider. Poursuivre? Alors si la révolte s'étend, je suis un homme perdu. Retourner? C'est confirmer, dans la région où l'on attendra en vain ma venue, les bruits les plus sinistres; et la révolte ne pourra manquer de s'étendre. — Vite, il faut choisir. — Les nouvelles sont vraies; mais si je poursuis tranquillement mon chemin, je prouve qu'elles sont fausses, ou tout au moins je démens leur gravité. Le fait seul que je sois là, sans troupes, suffira peut-être à rassurer tout le monde, à maintenir tout le Nord du pays dans l'obéissance. — Vite, il faut choisir. — Les ordres sont donnés depuis plusieurs jours, les renforts sont en route. En attendant, le poste peut se défendre... Quatre soldats de plus au chef-lieu n'y changeront rien. Cent mille révoltés de plus dans la brousse pourraient faire une rude différence... Le messager attend. Je replie la lettre : « C'est bon, cela va bien. En avant!... »

De l'autre côté de la vallée, là-bas, sur le Kihinga, les lourdes fumées des incendies roulent lentement dans le ciel... En route!...

Sur mon passage, la révolte ne s'est pas étendue.

Des incidents comme celui-là ne sont pas quotidiens; mais tout broussard en a vécu de pareils; et même dans sa vie de tous les jours, le représentant de la loi a autre chose à faire que de trancher des difficultés juridiques. Le recensement. L'impôt. L'étude de la langue et des coutumes. Des routes à tracer, des maisons à construire. Des conseils à donner pour les cultures — des haines entre tribus à éteindre — une épidémie inconnue qui soudain éclate... La famine qui menace par ici — et par là des colons qui se plaignent de manquer de main-d'œuvre. Un grand chef qui meurt et ses héritiers se disputent. Il faudrait achalander ce marché que les indigènes désertent. Là-bas un féticheur s'agit; nous allons à la révolte si l'on n'intervient pas à temps. Tel marais à ponter où les caravanes s'embourbent. Et les porteurs qui abandonnent leur charge et les contribuables absents et les criminels en fuite à qui tout le monde donne asile!... Civiliser les noirs, on ne le fait pas à coups de décrets; ce n'est pas dans les Codes qu'on trouve les formules d'action. Certains au contraire, disons-le tout bas, y trouvent parfois des prétextes pour ne pas agir.

Voici une chefferie en état d'insoumission collective. Pas de révolte violente; mais on refuse l'impôt, on chasse les messagers, on fait rebrousser chemin aux caravanes. Il faut manifester l'autorité de l'Etat; et l'administrateur ordonne sa première opération de police. Il va se servir des armes que la loi lui met entre les mains. Quelles sont ces armes, au juste? Quels sont les pouvoirs exceptionnels dont dispose dans des circonstances exceptionnelles un com-

mandant d'opération de police? Fébrilement, il compulse le Code et les circulaires; mais c'est en vain qu'il interroge la Sibylle : la Sibylle demeure muette. Avant de commencer les opérations, il devra faire une proclamation; après les avoir terminées, il devra faire un rapport. Et entre les deux? Entre la proclamation et le rapport? Rien. Si : il pourra faire usage des armes en cas de légitime défense. Cela, on n'avait pas besoin de le lui dire. Mais le Code n'ajoute pas qu'après le rapport il y a l'enquête. Toutes les initiatives — aucun droit — toutes les responsabilités. Comme le fusil de Joseph Prud'homme, dont il jurait de se servir pour défendre les institutions ou au besoin pour les combattre, la Loi menace celui qui s'en sert au moins autant que ceux contre qui on la brandit. Ordonner une opération de police, c'est attirer l'attention sur les erreurs que l'on va peut-être commettre. Le succès ne justifie pas les moyens — mais l'insuffisance des moyens ne fera pas pardonner l'échec.

Et alors? Ou bien l'Administrateur ferme son Code et va de l'avant. Faut-il s'étonner si une autre fois il néglige de le rouvrir? Ou bien il s'installe dans sa chaise-longue, laisse les indigènes se moquer de lui et rosser ses messagers; ses rapports idylliques ne parleront de rien jusqu'à ce qu'un jour, brutale, sanglante, la révolte éclate.

Il y a plus encore. La loi est violée et on ne voit pas comment dans certaines circonstances elle ne le serait pas. Un agent territorial sans pouvoirs spéciaux est détaché en petit poste. Survient une rixe au marché, ou un menu larcin. Avec des vociférations qui feraient croire à un assassinat, le coupable est traîné devant le Blanc. Que va faire celui-ci? Envoyer prévenu et témoins devant l'administrateur, à six jours de là? Renvoyer les plaignants pour avoir au marché du lendemain des batailles rangées? Si le chef indigène est présent, la chose sera vite réglée :

— Chef!

— Oui Blanc! Capita, six coups.

Mais si le Blanc n'a pas de chef sous la main, le châtement nécessaire qu'il n'a pas le droit d'infliger comme représentant de l'Etat, il l'infligera peut-être bien quelquefois comme... disons comme gérant d'affaires pour le compte du chef...

C'est là un très grave danger. Une bonne loi n'est bienfaisante que dans la mesure où elle est appliquée; une loi mauvaise est toujours mauvaise, aussi bien lorsque certains l'appliquent en se lavant les mains que lorsque d'autres la violent d'une conscience tranquille : car la violation d'une loi entraîne au mépris de la loi. Et quand on voit d'autre part quelle triste marchandise le pavillon du respect de la loi peut couvrir, on comprend, si on ne l'excuse pas, que les broussards fassent quelquefois bon marché des codes. « Le culte du parapluie », comme on dit en argot congolais. La terreur des responsabilités. Le malheureux pour qui un problème est redoutable non quand il est grave, mais quand il est nouveau; qui préférera toujours un mauvais précédent à une initiative heureuse; qui compulse au lieu de réfléchir; qui n'a que des dossiers comme expérience et comme principes que des circulaires; qui n'agira jamais sans être couvert par un ordre, une lettre, un petit papier — fût-ce au crayon, à la rigueur, mais il lui faut son petit papier. Et il se pare de sa veulerie comme d'une gloire, comme d'une conscience : moi, je ne connais que le règlement.

Le pis est qu'on finit par le prendre au sérieux. D'honnêtes gens finissent par croire que vraiment son respect de la loi est la tare secrète qui explique son incurable faiblesse. De là à faire du mépris de la loi une vertu, il n'y a qu'un pas vite franchi. Des formules lapidaires, si lapidaires qu'elles ne veulent plus rien dire, sont détournées de leur sens. « Il faut savoir désobéir », s'interprète « il faut ne pas savoir obéir »; et à force de se convaincre que les hommes ne sont pas faits pour les règlements, on en vient à croire que les règlements ne sont pas faits pour les hommes. Les « hommes », les « anciens » sont ceux qui ont secoué cette routine légale; tant qu'on n'a pas su s'en affranchir, on n'est qu'un « légiste », un « Code-en-main », un « porte-plume »; une fois même, j'ai entendu dire « un Poincaré » : l'interlocuteur se croyait Mussolini. « Mépris de la loi », devient synonyme de « soif des responsabilités »; on l'érige en dogme premier de la grande école. On se réclame d'un nom prestigieux, de Lyautey.

* * *

Lyautey est le plus grand des coloniaux vivants, notre maître à tous; que ceux qui l'égalent l'imitent. Mais le Ciel nous préserve

de ses pastiches! C'est une noble passion que la soif des responsabilités; mais à l'étancher sans mesure on sombre — si on n'a pas la tête bien solide — dans une irresponsable ivresse qui s'appelle tyrannie. Les Lyautey au petit pied, les « bons tyrans » ne sont trop souvent que des tyrans tout court, de pauvres petits tyrans, des malades, victimes de la plus pernicieuse des fièvres tropicales : l'hypertrophie du moi.

Comment des fonctionnaires territoriaux peuvent-ils succomber à cette fièvre, eux qui devraient trouver dans leur métier l'antidote de quotidiens rappels à la modestie? Je ne vois point de carrière où l'homme qui pense puisse souffrir davantage de l'écart sans mesure entre sa force et son fardeau, entre sa valeur et sa responsabilité. Civiliser les autres! Il faudrait commencer par être soi-même le civilisé total. Il faudrait tout savoir et avoir tout compris.

En Europe, chacun tient sa petite partie et fait de son mieux en comptant sur les autres pour lui donner la réplique. Le Blanc d'Afrique est seul en scène et doit regretter chaque jour de ne pas savoir tous les rôles. Le cuisant souvenir de ses fautes et de ses maladresses d'hier lui enlève jusqu'à l'espoir d'éviter les erreurs de demain.

Que peuvent changer à cela grades, galons, rosettes et le salut de la garde qui sort au son des clairons, — automatique hommage à l'ancienneté grisonnante, triste annonce de la vieillesse qui vient? Que peuvent changer à cela les flatteries des indigènes prosternés devant la force dont vous n'êtes que l'image? Mais non. La vanité humaine se grise des plus vulgaires encens, elle veut croire aux protestations d'amour que prodigent de sournois esclaves; et tout le monde connaît le type du vieux colonial qui fait un détour pour passer devant le corps de garde — comme s'il avait besoin de ce que les règlements appellent les « marques extérieures du respect » pour retrouver l'estime de soi-même et démentir la secrète conscience de sa nullité...

Maladie coloniale, cette hypertrophie du moi? Nullement; le virus existe partout, en Europe aussi. Ce virus, c'est la Force — la dangereuse, la trompeuse Force. La Force qui finit par affaiblir parce qu'elle commence par aveugler; qui aveugle parce qu'elle dément l'expérience, parce qu'elle fausse les leçons de la vie, parce qu'elle donne le succès sans mérite et permet les erreurs sans sanction. La Force qui prétend tenir lieu de sagesse, la Force qui égare la raison; pierre de touche où se dénoncent les grands curés de peu sincère aloi, piège où se sont perdus tant d'illustres destins. Mais ce qui est colonial, c'est l'atmosphère, le milieu, bouillon de culture qui favorise une monstrueuse prolifération de l'orgueil. Rares sont après tout, en Europe, les hommes à qui tombent en partage l'autorité sans discussion, la force sans contrepoids, le pouvoir sans frein. Tandis que là-bas! En bangala ou en kiswahili, « quia nominor leo » se traduit : « parce que je suis Blanc! »

L'hiver dernier, j'étais au Congo, en brousse. J'avais été amené par mes recherches démographiques à examiner la situation légale des familles nombreuses. Le décret sur l'impôt indigène exempte les contribuables monogames qui ont au moins quatre enfants en vie. Mais il y a certaines difficultés d'interprétation. D'un poste à l'autre, je cherchais vainement les comptes rendus du Conseil Colonial, dont les travaux préparatoires auraient pu m'éclairer. Un jour je trouvai dans un village quatorze pères de famille qui tous, sans discussion possible, livrés bien en règle, devaient être exempts d'impôt. Tous avaient payé. Je leur demandai pourquoi ils n'avaient pas réclamé l'exemption. Ils répondirent en chœur : « Nous n'oserions jamais. Donne-nous un papier ». — « Mais vous n'avez pas besoin de papier, Boulamatari ne veut pas de votre argent! C'est un ordre général! C'est la même chose partout! » — « Ailleurs, peut-être, dit le chef; mais pas chez nous! Tu ne connais pas notre commandant. Ici, l'ordre est que tout le monde paye... » Et je ne pouvais m'empêcher de me dire : pendant ce temps la lourde machine tourne, le législateur légifère, les rapporteurs amendent les textes, corrigent les termes impropres, déplacent les virgules mal mises... A quoi bon si l'homme refuse d'appliquer la loi? A quoi bon si la machine tourne à vide, si à l'autre bout l'exécutif n'exécute pas?

Ne parlons pas des grands abus, des abus criminels : ils sont si rares, si vite réprimés! S'il n'y avait qu'eux, le Congo serait un pays charmant. Mais parlons des petits abus commis chaque jour de bonne foi par de braves gens, quand les grise la volupté du pouvoir et qu'à cette passion dévorante entre toutes ils ne savent pas poser comme limite infranchissable le respect des droits et de la liberté d'autrui.

La supériorité du Blanc sur le monde où il règne est si évidente dans bien des domaines qu'il est tenté de la considérer comme un dogme, de croire que dans ses rapports avec l'indigène il ne pourrait pas ne pas avoir raison. Et de fait, comme il est le maître, il finira toujours par avoir raison, même quand il a tort. Aucune expérience n'est là pour entamer sa foi; au contraire, une inflexible réussite couronnée à tout coup ses entreprises, parce que bon gré mal gré les indigènes doivent bien obéir à ses ordres et se plier à ses fantaisies. Qui mieux que le Blanc dans sa sagesse jugera de ce qui convient aux noirs pour assurer leur bonheur? Et le Blanc travaille au bonheur des noirs. C'est cela qui le rend redoutable; car la méchanceté peut se laisser fléchir, mais le fanatique est inflexible, parce que sa conscience l'approuve. De là, chez certains administrateurs, ces interventions maladroites, vexatoires, saugrenues quelquefois, qui lassent les indigènes au point de leur empoisonner l'existence — toujours pour leur bien, toujours pour les rendre heureux. Les huttes légères en rameaux de palmier sont vraiment par trop primitives : on va construire un beau village en pisé. Dans six mois, la récolte faite, les huttes auraient été brûlées pour en élever d'autres près des nouveaux champs. Dans cinq ans, le beau village neuf devenu vieux sera toujours là, lépreuses masures aux toits percés, infestées de vermine, inhabitables? Qu'importe, le bon Blanc aura eu son jouet. — Ce village perdu au fond de la brousse, loin des communications, loin de tout, nous allons l'aligner au bord de la grand'route où vous serez si bien. Sur la crête battue par les tornades, chaque coup de foudre fera des victimes? Qu'importe, le bon Blanc aura eu son jouet. — Et les routes qui demeureront vierges de toute ornière parce que jamais rien qui roule n'y pourrait passer! Et les digues qui s'enfoncent parce que malgré les avertissements des indigènes on les a jetées sur des marais mouvants! Et les cultures d'essai mal faites dans des terrains mal choisis où pas une herbe ne prend racine! Et pour tant d'autres tentatives vouées d'avance à l'échec, tant de milliers de travailleurs toujours bénévoles, toujours résignés, toujours prêts... Rien n'échappe à l'importune Providence. Sa sollicitude tracassière s'étend à toute la vie. Elle s'occupe de la date d'une chasse; elle impose le choix d'une résidence; elle réglemente la mode; elle arrange des fiançailles; elle se mêle des menus... J'ai connu un administrateur qui luttait contre la criminalité en décourageant la culture du sorgho, plantation trop haute propice aux embuscades; et un autre qui prétendait introduire dans le harem d'un grand chef polygame... un tour de mouchoir plus équitable!...

C'est ainsi que l'on devient un tyran.

Ecoutez l'anecdote que m'a contée un médecin. Il arrive un soir, à l'improviste, dans un petit village-doublure, une de ces succursales que les villages déplacés le long des grand'routes entretiennent en brousse à proximité des plantations et où demeurent les vieillards avec quelques gardiens. En passant devant une hutte, il entend des caquetages assourdissants; il se fait ouvrir la porte et trouve la hutte... pleine de coqs! Il demande le pourquoi de ce bizarre rassemblement — et on lui explique : l'Administrateur, le « Commandant », loge ce même soir au village officiel à deux heures de là; et le chef a fait évacuer tous les coqs. Leur chant trop matinal pourrait troubler le sommeil olympien du maître!... — Vous riez? Mais dans la hutte voisine, on avait rassemblé de même tous les petits enfants!... Bien entendu, l'Européen à qui les noirs faisaient cette réputation d'odieuse tyrannie était étranger à la mesure; peut-être un jour, énévéré par les pleurs d'un bébé, avait-il donné ordre de « faire taire ce moutard », et avec son renom de sévérité, il n'en avait pas fallu davantage. Mais songez à la haine des mères!

* * *

Nous nous plaignons, et à juste titre, de l'incompréhension, de l'inertie, de la paresse, de la mauvaise volonté des noirs. N'ont-ils, eux, jamais à se plaindre de nous, de notre zèle maladroit, de notre agitation fébrile, de notre inconscience, de nos à-coups? Quelles leçons si le maître pouvait entendre ce qu'ils disent de lui, le soir, autour des feux! L'arrivée d'un nouvel administrateur est pour les indigènes une date aussi importante que l'était pour les peuples, au temps des dynasties absolues, l'avènement d'un nouveau souverain. Comme on épie ses premiers gestes! Comme on commente ses premières paroles! Comme on discute les moindres indices révélateurs de son caractère! C'est qu'on y voit des présages de bonheur ou d'infortune pour tous. Un changement de ministre,

une volte-face de la politique métropolitaine ont sur les villages indigènes une répercussion moins profonde qu'une simple mutation dans le personnel territorial... Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, c'est un fait : en pays neuf, en brousse, l'homme pèse plus que la loi.

Ce déséquilibre entre la loi et l'homme est dans une large mesure inévitable. Nous pouvons concevoir, dans nos pays, des lois si exactement adaptées aux hommes et aux circonstances, des lois si bien faites que pour les appliquer sagement il suffise de les bien connaître sans qu'il soit besoin de sagesse. En Afrique, non. Pour cette poussière de peuples aux stades les plus divers de leur évolution, les lois générales se révèlent trop rigides. Ou elles brûlent les étapes pour les uns, ou elles marquent le pas pour les autres. La loi qui est bonne ici, par cela même qu'elle est bonne ici doit être mauvaise ailleurs; et quand elle est mauvaise elle est violée, avec tout l'arbitraire que sa violation entraîne. Au lieu d'une règle à suivre, le législateur ne peut proposer qu'un idéal à poursuivre. D'un échelon à l'autre, depuis le Parlement jusqu'à l'administrateur territorial, les autorités doivent consentir à l'échelon inférieur de larges délégations de pouvoirs.

Décentraliser... Encore une de ces étiquettes dont chacun couvre les produits de sa firme. Pour le fonctionnaire, quelle que soit sa place dans la hiérarchie, cela veut dire : faire descendre la coupe du pouvoir jusqu'à ce qu'elle passe à portée de sa propre main, — et puis arrêter la descente. Quand le ministre élargit l'initiative des préfets, les sous-préfets trouvent qu'il centralise. Le dernier biographe du maréchal Lyautey rappelle avec finesse qu'avant d'accepter le commandement du cercle d'Aïn-Sefra, le colonel Lyautey demanda son indépendance absolue vis-à-vis de la division d'Oran. Mais le premier geste du général Lyautey, divisionnaire à Oran, fut de revendiquer son autorité sur le cercle d'Aïn-Sefra. Et quelques années plus tard, devenu Résident-général au Maroc, il soutiendra les prétentions de l'Empire chérifien sur ce territoire contesté. — Illogisme? demande Maurois. — Non; simple conscience de sa valeur : l'autorité au plus capable; et le plus capable, il savait bien que ce serait toujours lui. Encore une fois, que ceux qui l'égalent l'imitent; mais le Ciel nous préserve de ceux qui l'imitent sans l'égaler...

Répartir les rôles entre celui qui commande sur place et ceux qui à tous les degrés dirigent de loin n'est pas tout. Après avoir dosé ce qu'il faut chez l'exécutant d'onces d'initiative et de grains d'obéissance, il s'agit de faire respecter le dosage : de maintenir l'obéissance et diriger l'initiative. Dans la stratégie civilisatrice, le problème du contrôle est un des plus graves et peut-être le plus difficile à résoudre. On ne le résout pas avec les recettes d'Europe.

Ne comptons pas trop sur la justice. Sans doute, l'action de la magistrature est-elle indispensable pour sanctionner les infractions, les grands abus; mais quand elle se mêle des petits, elle est inadéquate. Car ce n'est pas contre l'illégalité que le noir a besoin de protection, c'est contre l'injustice; et si le magistrat peut réprimer — s'il réprime quelquefois, on lui en fait grief, — une illégalité bienfaisante, il demeure désarmé devant une injustice légale. Une détention de vingt-quatre heures peut être arbitraire, salubre et punie; dix convocations coup sur coup sous des prétextes futiles sont infiniment plus vexatoires, mais elles sont légales et le juge n'a rien à dire.

Quant au contrôle de l'opinion, tout-puissant en Europe, il s'exerce au Congo par la voie discrète et bienfaisante de la Commission de Protection des indigènes, et par la voix moins discrète de la Presse.

* * *

Messieurs, quand on porte notre robe, on ne fait pas bon marché de la Liberté. Et pourtant! Il faut bien reconnaître que la question de la liberté de la Presse se pose autrement en Afrique qu'ici. Ici nous sommes entre nous, entre Blancs, on peut s'entendre, chacun sait ce que parler veut dire. Qu'un journaliste se borne à traiter un adversaire politique d'« homme néfaste », c'est qu'il le considère comme un excellent homme au fond — et tout le monde comprendra. Mais là-bas? Quand on a surpris les regards furtifs, les sourires sournois, les gestes de cachotterie coupable avec lesquels des noirs à demi-civilisés se passent sous le manteau tel article corrosif attaquant un gouverneur ou un haut magistrat, on songe aux responsabilités de la Presse avant de songer à sa liberté. Car si le journaliste se frotte les mains devant un papier bien fait, qui a du

mordant, qui a de la griffe; s'il oublie que derrière le Blanc pour lequel il écrit, il y a les Noirs pour lesquels il n'écrit pas, mais qui le lisent par-dessus l'épaule du Blanc, et si pour l'avoir oublié il récolte un jour la tempête, il n'aura pas le droit de jeter les bras au ciel et de dire : je n'ai jamais voulu cela, je n'avais semé que le vent!...

Reste l'action du chef, le contrôle que l'administration exerce sur ses propres organes par sa propre hiérarchie. Action efficace parce que totale; le chef surveille tout, dirige tout; il répare et ne se borne pas à punir. Contrôle qui ne porte pas atteinte au principe d'autorité : car si l'indigène ne peut admettre, ne peut comprendre la séparation des pouvoirs, il connaît depuis toujours la subordination hiérarchique.

Quelqu'un l'a dit un jour — et depuis, hélas, trop de gens l'ont répété : « C'est en apprenant à obéir qu'on apprend à commander ». Formule creuse, évidemment, recours suprême des « supérieurs » qui ne sont pas des « Chefs », qui achètent le respect de leur galon par la promesse de tardives revanches. Mais quand même elle serait vraie, elle ne nous fournirait pas encore la recette pour susciter des chefs. Car donner des ordres n'est pas l'essentiel du commandement. Ce n'est pas parce que l'on parvient à se faire obéir qu'on a l'âme d'un chef : on peut y réussir fort bien et n'avoir que l'âme d'un caporal. Le chef a mieux à faire que d'asservir les volontés pour forcer des obéissances maussades. Il doit être au contraire un éveillé d'énergies. Il doit gagner à ses desseins et consacrer au service de son œuvre un faisceau d'adhésions sans réserves et de dévouements passionnés. Après les dernières notes d'un chef-d'œuvre, quand l'auditoire conquis éclate en applaudissements, on voit parfois les musiciens eux-mêmes se lever tous ensemble, comme sortant d'un rêve, pour acclamer leur chef. Ils lui doivent l'orgueil de s'être sentis transportés hors d'eux-mêmes, au-dessus d'eux-mêmes, d'avoir donné plus qu'ils n'auraient jamais cru pouvoir donner; ils l'en remercient en lui renvoyant les bravos de la foule, parce que c'est à lui que les bravos sont dus. Voilà le chef; on ne dira pas pour son éloge qu'il a « su se faire obéir ».

Faire obéir? — Non, faire agir. — Punir? — Oui ou non; mais corriger : que le coupable regrette la faute non pas seulement parce qu'elle a été découverte, mais parce qu'elle a été commise. Ce magnétisme créateur d'énergies, redresseur de volontés, c'est cela le don du commandement. Qui ne l'a pas reçu ne l'aura jamais; il peut se révéler, il ne s'enseigne pas. Il ne s'exerce pleinement que dans le contact personnel. L'action du chef rayonne, pourrait-on dire, comme la lumière, suivant l'universelle loi : en raison directe de sa force, mais en raison inverse du carré de sa distance... distance dans le temps ou dans l'espace, peu importe, le résultat est pareil : immobile et lointain, le chef n'est plus qu'une loi, il a perdu sa valeur humaine. Un journal citait naguère tel territoire congolais où il s'écoula sept ans entre deux inspections du commissaire de district! Sept ans... la durée d'un règne! pendant lesquels l'administrateur livré à lui-même a connu toutes les tentations de la force, de l'isolement et de l'orgueil. Sept années de lumière! Il ne faut pas cette distance pour qu'un astre soit devenu lumignon...

Des chefs mobiles supposent des chefs-lieux sans paperasses. Les verrons-nous jamais? Mais même un chef mobile ne peut être partout; et y fût-il, que sous ses yeux des fautes se commettent contre lesquelles il demeure impuissant. J'ai reçu un jour plainte en bonne forme d'un administrateur qui se jugeait diffamé parce qu'un notable avait interjeté appel de sa décision... A ce compte, que de diffamations en ce palais, contre ces Messieurs du Tribunal devant ces Messieurs de la Cour!... La leçon me servit; et plus d'une fois, par la suite, je conseillai la résignation à un plaignant plutôt que de l'exposer, en lui donnant raison dans une petite affaire, à des repréailles que je ne serais pas toujours là pour empêcher. *De minimis non curat praetor*. Triste maxime, et fautive, si l'on veut dire que les petites iniquités laissent le chef indifférent : au contraire, elles le privent souvent de sommeil. Mais amèrement vraie si l'on entend qu'il doit quelquefois s'interdire de les redresser pour éviter un plus grand mal. Le chef lui-même ne peut rien contre la carence ou l'incapacité de ses collaborateurs.

Ainsi le cycle de nouveau se réferme. Où qu'on se tourne, en pays neuf on est toujours ramené à l'homme. Quels que soient les doctrines, les programmes et les lois, toute l'œuvre coloniale repose en fin de compte sur la valeur des exécutants. Chiffons de papier que les Codes les plus parfaits s'ils sont mal appliqués

par des hommes médiocres. Mieux vaudraient des lois mauvaises et un personnel de choix; car les bonnes lois n'améliorent pas les hommes qui les appliquent, tandis que les hommes peuvent améliorer les mauvaises lois qu'ils doivent appliquer. La loi ne fait que traduire une doctrine; et comme les règlements militaires se dégagent de l'expérience des combattants, la doctrine coloniale se crée chaque jour par les observations et les rapports des colons.

Des lois, sans doute. Mais des hommes d'abord. Et l'on pourrait souhaiter que la Colonie, pour le recrutement du grand métier territorial, fit un plus large appel aux jeunes hommes qui ont été formés par les disciplines du Droit, si fortes à la fois et si profondément humaines. Ils ont appris, suivant la belle formule du vieil auteur, « l'art de discerner ce qui est équitable et bon ». Ils ont été nourris non pas dans le culte d'une légalité étroite, mais dans le respect du droit qu'ils n'oublieront jamais. Beaucoup d'entre eux — la guerre l'a prouvé — n'en conservent pas moins le goût du risque, de l'aventure, de l'action virile. Plus que des lois, ce sont des hommes comme ceux-là que notre Congo demande : des hommes complets, qui sachent voir clair, juger droit, et quand il le faut, vouloir — dur.

PIERRE RYCKMANS.

CHRONIQUE POLITIQUE

A la recherche de compensations

Visiblement, l'Amérique ne veut rien entendre. Elle s'en tient à la théorie qui veut que Dettes et Réparations soient deux choses distinctes, et le gouvernement de Washington qui n'ignore rien de la réalité se trouve, pour des raisons de tactique électorale, dans l'impossibilité de dire la vérité au pays. On ne peut se défendre de croire qu'en somme les Etats-Unis veulent mettre leurs anciens alliés dans la position toujours humiliante de débiteurs défaillants. Toutes les suggestions tendant à obtenir l'accord préalable de l'Amérique à une réduction parallèle des dettes et des réparations se heurtent à la consigne bien arrêtée de séparer les deux questions.

Les Etats-Unis auraient-ils l'intention de pressurer les vainqueurs après avoir aidé les vaincus à s'affranchir de leurs obligations? Nous ne le pensons pas. Nous croyons que le Congrès de Washington sera obligé de faire aux puissances créditrices de l'Allemagne des remises analogues à celles qui seraient consenties au Reich. L'opinion publique qui paralyse en ce moment la bonne volonté de M. Hoover se retournerait le jour où l'Allemagne ne pourrait plus se dire obligée de payer tribut et l'on verrait passer sur le territoire de l'Union une de ces vagues de fond qui emportent toutes les résistances. Mais les Etats-Unis pensent également à eux-mêmes et c'est là peut-être le véritable secret de leur attitude.

La décision de ne pas causer avec la France mais de tâcher de l'acculer à devoir dire elle aussi : « Je ne puis plus payer » ne s'inspire-t-elle pas de l'idée d'avoir barre sur elle? C'est bien probable. Le mythe d'une France belliqueuse, militariste, armée jusqu'aux dents a été propagé dans le nouveau monde par les soins des Germano-Américains et il ne faudrait pas s'étonner de voir les Etats-Unis utiliser leur position de créancier lors de l'une ou l'autre conférence réunie pour discuter du désarmement.

D'autres hypothèses plus intéressées ne peuvent être négligées non plus, malgré le silence de la presse officieuse. On sait que la France possède aux Antilles les îles de la Guadeloupe et de la Martinique. Ces vieilles colonies n'ont pas une très grande importance économique, mais elles constituent des points d'appui précieux dans le voisinage du fameux canal de Panama. Or les Etats-Unis poursuivent depuis trente ans une politique d'expansion aux Indes Occidentales; ils ont dépossédé l'Espagne par la force; ils ont en 1917, acheté au Danemark, pour 25 millions de dollars, la souveraineté de trois petites îles voisines de Porto Rico. Leur politique bien arrêtée est de multiplier les précautions pour tenir fortement les débouchés du canal qui relie l'Atlantique au Pacifique. Dès lors, on peut se demander si les Etats-Unis ne cherchent pas en ce moment à mettre la France en posture de mauvais payeur afin de pouvoir lui proposer tout simplement le troc de ses colonies des Antilles contre un quitus général de ses dettes. Des sénateurs de Washington ont déjà fait allusions directes à une combinaison de ce genre. On n'ose pas parler trop haut d'un marché qui rappelle les tractations de l'Ancien Régime, on n'ignore pas que l'opinion française se cabrerait contre la cession de ses dernières possessions américaines, mais on escompte sans doute la dépression que produirait une déclaration partielle d'insolvabilité. Il ne faut pas oublier que la perspective de renforcer la sécurité de l'isthme de Panama et celle d'enlever au vieux monde quelques restes tangibles de son ancienne hégémonie sont bien de nature à enflammer à la fois le réalisme des Américains et le puissant orgueil qui les possède. Des transactions de cette nature sont dans leur tradition politique. Ils ont acheté à la France même la souveraineté de la Louisiane; ils ont dédommagé l'Espagne pour une partie de ce qu'ils lui ont pris et l'opération conclue récemment avec le Danemark prouve que la méthode reste en honneur malgré le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Il ne faudrait pas s'étonner de voir prochainement les experts qui jusqu'ici ont occupé le devant de la scène faire place à des personnages qui parleraient franchement de changer quelques petites choses à la coloration de la mappemonde...

Plus on y réfléchit, plus on constate l'absurdité de la prétention qu'ont eue certains hommes d'Etat de l'après-guerre de cliquer à jamais les frontières dans le moule existant. Des changements dans l'étendue des possessions territoriales des diverses puissances sont inévitables puisque le rapport des forces politiques et économiques ne demeure pas constant. L'art de la politique consiste à réaliser les adaptations nécessaires avec le minimum de trouble. S'il y a quelque chose de cruel de voir que l'appauvrissement de l'Europe a pour conséquence de surexciter l'appétit de ceux-là même qui ont le plus bénéficié des efforts accomplis par les victimes de l'agression allemande, il convient de songer à l'avenir et de se dire que des colonies que l'on ne pourrait plus défendre risquent bien de tomber un jour — gratuitement — dans la main de ceux qui les convoitent. De quelque côté que l'on se tourne, on entrevoit que la faillite de la paix financière, de la paix par traités à long terme, exigera des compensations substantielles. Si la France ne doit pas fermer les yeux devant l'éventualité désagréable d'une revendication de l'Amérique créancière, elle peut de son côté affirmer sa volonté de lier, comme nous le disions l'autre jour, la question des dettes à celle de la démilitarisation du Rhin. Cette démilitarisation pourrait être considérablement élargie, non point dans l'intérêt de la France seule, mais dans l'intérêt commun de toutes les nations qui souffrent des méfiances réciproques qui empoisonnent l'atmosphère. Des formules nouvelles pourraient mieux ménager l'amour-propre de ceux qui auraient à supporter la servitude internationale créée à une heure de détresse pour restaurer la confiance. Tout cela revient à dire que le champ ouvert à l'imagination des négociateurs est considérable et qu'il

faut s'attendre prochainement à tout autre chose qu'à un nouvel aménagement des créances avec création d'une catégorie inédite de Bons. Le jour, d'ailleurs, où les Etats-Unis mettraient la conversation sur le terrain d'un marchandage sans élégance, la position des Puissances qui cherchent moins leur intérêt direct que l'intérêt du Continent serait singulièrement renforcée. L'injuste mépris dont on a accablé toutes les combinaisons basées sur la recherche d'un équilibre politique ne peut durer indéfiniment. A mesure que la sécurité apparaîtra davantage comme la condition du désarmement moral et matériel et comme un facteur indispensable dans la reprise de relations commerciales normales, l'idée des pactes régionaux acquerra plus de force. L'on en reviendra à proclamer le droit de la communauté européenne à imposer à certains territoires particulièrement menacés la charge de constituer une barrière et l'on s'efforcera de renforcer celle-ci par des garanties précises. La politique après avoir plané dans les hauteurs reviendra sur terre. Réserve faite sur la légitimité des ambitions américaines, les peuples dégrisés n'auront pas à s'en plaindre.

Comte LOUIS DE LICHTERVELDE.

L'abbé de Tourville

directeur de conscience

Piété confiante, c'est le titre qu'ont donné les éditeurs à un recueil de lettres écrites par Henri de Tourville à deux religieuses qui lui avaient confié le soin de les diriger. Adressées à des personnes cloîtrées, ces lettres seront lues avec fruit par les personnes du monde, j'entends les laïques les moins disposés à se gouverner par les méthodes en usage dans la direction intérieure des communautés religieuses. Ceux qui ont connu M. de Tourville y retrouveront son âme tout entière : sa pensée ferme, hardie, mesurée, sa parole nette et précise, son cœur incroyablement bon, son esprit de foi vive mise à la pratique usuelle de la vie. C'est à ceux qui ne l'ont pas connu, mais qui liront ses lettres que je voudrais donner une clef qui leur ouvre un accès plus facile dans l'âme et le cœur d'un penseur et d'un vrai prêtre.

I

Ce qui frappe, à première vue, le lecteur le plus superficiel, c'est que les lettres de M. de Tourville sont débordantes d'optimisme. On ne devrait pas s'en étonner, car optimisme et christianisme, au moins en théorie, vont de compagnie. Un chrétien étant par définition un homme qui croit en la Providence, et à cette Providence spéciale et particulière et pleine de sollicitude qui a compté les cheveux de notre tête, il semble qu'il devrait aussi être, sans effort, l'homme du monde qui s'avance vers l'avenir le plus joyeusement, avec le plus de sérénité et de confiance. Tous mes lecteurs savent qu'en fait il n'en est point ainsi. Par je ne sais quelle contradiction intime entre leur foi et leur conduite, les chrétiens forment aujourd'hui, en France, la catégorie la plus nombreuse des découragés; ils vont l'oreille basse, tandis que ce sont les croyants du progrès humain, les fervents du socialisme, les partisans de l'internationalisme qui déploient un enthousiasme quasiment religieux. Serait-ce peut-être que M. de Tourville se rangeait au nombre des belles âmes naïves qui passent à côté du mal sans le voir et qui marchent toute la vie comme dans un rêve? Mais, justement, ce qui distingue M. de Tourville, c'est une aptitude particulière à noter et à décrire avec beaucoup de précision les faits les plus achevés de la vie et de la société humaines. Disciple de Le Play, son continuateur et son émule, il avait créé un instrument de précision pour l'observation sociale, en rangeant les phénomènes auxquels donnent lieu tous les groupements humains dans l'ordre naturel de leur succession, et, pour chaque

catégorie de faits, dans l'ordre de leur complexité croissante. Or c'est par l'application exacte de la méthode d'observation à la connaissance des faits sociaux qu'il avait acquis des vues très personnelles, très lumineuses sur la marche de nos sociétés contemporaines, sur les lois de leurs transformations présentes, sur le terme de leurs évolutions, en apparence si décousues et si capricieuses.

Ce n'est pas le lieu ni le moment d'exposer ici les théories sociales qui se dégagent des travaux de M. de Tourville. Je me contente de renvoyer ceux qui seraient curieux de s'en instruire au volume qui vient de paraître et qui renferme une *Histoire des Races particularistes*, écrite par lui, ou encore à la préface mise par lui au remarquable volume de M. de Rousiers sur la *Question ouvrière en Angleterre*. Mais ce qu'il importe de remarquer ici, c'est que l'optimisme de M. de Tourville se fonde non seulement sur des convictions chrétiennes dont nous verrons assez la vivacité généreuse, mais principalement sur les conclusions d'une étude suivie, ardente, passionnée des sociétés humaines et des lois qui président à leurs transformations. De là vient le ton tranquille et magnifiquement assuré avec lequel, malade et réduit à l'inaction, il parle du renouvellement qui se fait dans notre monde en travail :

« La première chose à savoir pour vous, ma chère enfant, c'est que le monde marche bien dans le sens auquel vous aspirez. Il se fait, au fond des choses, un renouvellement qui élimine invinciblement toutes les méthodes antiquaillées conçues sur une autre situation et qui tombent juste à faux sur les réalités, les besoins, les avantages et les devoirs actuels. Si vous ne jouissez pas de votre action à vous-même, vous continuez à jouir d'esprit de la poussée que Dieu ne cesse d'opérer actuellement dans le monde pour le mener à un état nouveau et incomparablement plus intelligent et meilleur. Voilà ce qui fait ma joie dans mon incapacité. Que d'heures inutiles et inactives avec ma pitieuse santé! Que de choses prennent un sens à rebours! Que ne ferais-je pas, si j'avais seulement une santé vulgaire! Mais tout cela ne m'attriste pas, parce que, tandis que le mal ou la fatigue me tiennent étendu comme un passager dans son étroite cabine, dans son obscur réduit, je sens sous la machine qui me porte, et qui est le monde, les puissantes pulsations du moteur qui l'anime et qui est Dieu, et qui lui fait faire un chemin prodigieux. Je jouis alors, simplement, de faire partie, même à titre passif, à titre de spectateur, de ce majestueux transatlantique où beaucoup ne savent voir que la fumée, l'abîme sans horizon et l'écoulement de mille oscillations, mais où je vois une marche en avant, telle que n'en ont pas vu nos pères, et dont un œil exercé peut marquer le point, tous les jours, avec enthousiasme ».

A toutes les pages de sa correspondance, tantôt en passant, tantôt dans de magnifiques envolées lyriques, reviennent ces idées familières, que la vie est *bonne*, et *très bonne*, qu'il « ne faut pas gémir sur l'état du monde comme s'il était perdu. Il y a tout simplement une crise entre le vieil esprit et le nouveau, et elle se révèle d'autant plus que le vieil esprit se voit plus vieux et s'aperçoit que rien n'est plus à son point de vue. C'est une bonne bataille, dont l'issue n'est pas douteuse, en faveur de ce qui vient contre ce qui a été ».

La justification très solide de cet optimisme, ce n'est pas à la foi chrétienne que M. de Tourville envoie la demander, car la foi peut, à la rigueur, subsister dans les âmes pendant une période de décadence, mais bien aux travaux de *Science sociale*, exécutés avec le plus de rigueur possible à l'aide de la méthode d'observation. Les lumières qu'il en tire pour juger de notre état présent et pour déterminer les conditions renouvelées de l'action moderne, religieuse ou autre, lui attirent des consultations de personnes qu'il n'a « jamais connues ». Nombre de jeunes hommes emportent de leurs entrevues avec lui ces convictions définitives qui permettent d'asseoir une vie et de se développer dans la joie d'une action féconde : « Quelle sérénité! Quelle jubilation! Quel plaisir de vivre! Quelle limpidité dans les questions religieuses! Comme on comprend bien les conditions dans lesquelles on agit; ce qu'on peut s'en promettre; ce qui ne peut réussir à aucun titre; ce à quoi cela se relie dans le monde; ce qui vient inévitablement à notre suite; de quel côté il faut diriger les jeunes qui sont destinés non à notre temps, mais à des temps tout nouveaux; ce qu'il ressort du bien et du mal; ce qu'il y a de mal inaperçu dans les choses encore tenues pour bonnes! Enfin, c'est la lumière! Elle en a le charme et l'utilité ».

Bien souvent en ses conversations familières, M. de Tourville

m'a fait la comparaison entre le labeur effrayant du confessionnal qui avait ruiné sa santé, à Saint-Augustin, et la fonction de docteur consultant qu'il remplissait de façon intermittente, depuis que la maladie le retenait loin de Paris, chez ses amis de Calmont ou à Tourville. Au point de vue du bien produit, il donnait la préférence à ce deuxième ministère. Au confessionnal, disait-il, s'accomplit un bien réel, mais trop souvent transitoire; on y améliore les dispositions de l'âme, mais on ne bouleverse pas de fond en comble les conditions naturelles de la vie du pénitent, et, par suite, l'on a peu de prise sur les causes lointaines, mais puissantes, de ses écarts de conduite, parfois de ses égarements. Au contraire, en consacrant un peu de temps à de jeunes hommes dans le recueillement de la campagne, afin de les familiariser avec les aperçus les plus assurés de la *Science sociale*, on a la joie d'agir profondément sur leurs esprits, et il arrive qu'on les dirige vers un genre de vie occupée, utile, dégagée de préjugés, qu'on les fixe dans une atmosphère morale singulièrement favorable à l'éclosion des sentiments les plus nobles et des habitudes de vie les plus chrétiennes :

« Cela tient ferme au beau milieu de n'importe quel entourage et de n'importe quelle condition de vie. C'est compris, c'est vu, et cela ne sort pas plus de la tête que la vue de la mer ou de la montagne quand une fois on les a aperçus. Oh! que cet ordre du monde social est beau! Et que sa connaissance en est pratique! C'est aussi grand que le monde astral et aussi usuel que de savoir faire le feu ».

Comme on peut le voir par ces quelques passages choisis à dessein dans l'unique livre de *Piété confiante*, comme on le verrait bien davantage par d'autres parties de sa correspondance, M. de Tourville joint à une splendide faculté de s'élever aux grands horizons, l'aptitude à voir les détails précis des phénomènes sociaux et leurs effets positifs. Il avait suivi, dans sa jeunesse, les cours de l'École des Chartes; plus tard, à l'école de Le Play, dans le travail d'assimilation qu'il avait fait sur les monographies des *Ouvriers européens*, il avait pratiqué les méthodes scientifiques les plus positives; il en avait le goût, il en avait l'estime poussée jusqu'à l'enthousiasme. Dans ses dernières années, lorsque le bruit des controverses religieuses était arrivé jusque dans ses ermitages de Calmont et de Tourville, il avait cherché une voie de démonstration des vérités religieuses dans l'accord parfait du fait religieux, tel qu'il est déterminé dans le monde par la prédication et par les prérogatives essentielles de l'Église, avec les résultats acquis des sciences positives, et avec les conditions du progrès des sociétés les plus prospères. Quand, dans sa correspondance, il parle de science, c'est ordinairement la science sociale qu'il a en vue, c'est assez souvent les sciences physiques et naturelles, quelquefois, les sciences historiques, mais ce n'est jamais la philosophie moderne, ni la critique, ni rien de ce qui ressemble au subjectivisme ou à l'idéalisme. Il se montrait sévère pour la philosophie contemporaine, qu'il tenait pour inconsistante et construite à force d'hypothèses, et pour la critique à laquelle il reprochait surtout de n'être pas scientifique, de se servir du flair, plutôt que d'une méthode rigoureuse, enfin d'abuser des conjectures. Aussi les jeunes gens qui trouvaient leur réconfort dans l'optimisme scientifique et religieux de M. de Tourville n'étaient pas ceux que la philosophie contemporaine avait troublés dans leur foi, mais ceux qui demeuraient désorientés devant les problèmes sociaux, devant l'apparente incapacité de l'Église à s'accommoder des conditions modernes du progrès, enfin ceux qui s'arrêtent au seuil de l'âge mûr, hésitants, incertains, dépourvus de fil conducteur pour découvrir *le sens de la vie*.

II

Il semble, à première vue, qu'un optimiste doive être, de toute nécessité, un homme heureux. De fait, M. de Tourville, qui savait, à certaines heures, parler si bien du « sacrement de la souffrance », ne cessait d'exhorter les âmes à « étendre le don de *voir heureux* en Dieu, à toute rencontre ». Cependant, l'on a beau se cuirasser d'optimisme parfaitement raisonné, il est une épreuve, au moins, à laquelle on ne peut, en aucune façon, se soustraire quand on a pour société habituelle des « gens décontenancés, désorientés, désespérés, qui ne voient plus clair à rien et ne savent que se dire : Où allons-nous? » En un mot, l'on est condamné à l'isolement. Grande épreuve pour les âmes qu'une certaine formation sociale a trop habituées à voir les autres s'inquiéter obligamment de nous à propos de tout, se mêler de nos affaires et de notre conduite et, mues par la charité ou l'affection, nous envelopper doucement

d'un réseau d'habitudes et de convenances dites traditionnelles. L'extrême sociabilité des Français, leur façon de comprendre l'esprit de famille et de parti les prédisposent à subir la tyrannie de l'entourage, à ne pas oser prendre conscience de leur nature propre ou affronter le blâme silencieux ou déclaré de leur classe sociale, de leurs coreligionnaires, de leurs amis politiques.

Ici encore, la science sociale, procédant à l'étude des phénomènes sociaux par voie d'observation, venait en aide à M. de Tourville pour signaler le remède à cette débilité des âmes. Elle lui avait révélé, chez les Anglo-Saxons, des hommes qui savent beaucoup mieux que les Français, d'une part, secouer le joug des conventions mondaines et sociales peu justifiées et s'affirmer dans l'indépendance de leur vie individuelle; d'autre part, se ranger à la discipline d'un camp de football, ou d'un parti politique, ou d'une confession religieuse, une fois qu'ils les ont acceptés par choix délibéré, par élection personnelle. Si, en France, nous sommes si facilement révolutionnaires, c'est que, dans notre vie privée, nous manquons de cette hardiesse d'initiative et de cette légitime confiance en soi qui nous affranchiraient, par notre action personnelle, de la plupart des jougs que nos amis, — disons, si vous voulez, nos préjugés collectifs, — mettent sur nos épaules. Faute de savoir s'affranchir par ses moyens particuliers, on est tenté de rompre d'un coup avec son milieu et l'on se jette alors dans un clan opposé, où l'on accepte avec la même faiblesse tout un ensemble d'idées, de préjugés, de façons d'agir également pesantes et intolérables. Pour se tenir dans un juste équilibre, il convient d'apprendre à juger par soi-même et à se conduire soi-même, sachant bien que nous avons un droit à être nous-mêmes, et qu'il n'y a aucune nécessité à ce que nous pensions, et à ce que nous agissions comme les autres. Il y a, sans doute, des précautions à prendre contre soi, surtout dans la jeunesse. L'homme de bon sens ne se refuse ni le bienfait de l'éducation, ni le secours d'une direction prudente, ni la sécurité d'un conseil spécial, en certaines circonstances délicates; mais, en définitive, il travaille par là à acquérir la maturité d'esprit, de cœur, de jugement, il se met en état d'être pleinement lui-même et de suivre sa voie individuelle. « Il n'y a pas d'orgueil à penser et à sentir qu'on a raison. Il est même absolument nécessaire de s'habituer à cette énergie d'esprit : autrement on perd toute clarté d'intelligence et on est détraqué ».

La plupart des gens ne savent pas combien l'Église est large envers ses enfants, pourvu qu'ils acceptent de plein cœur les limites que l'expérience du cœur humain et la connaissance des lois morales l'ont obligée de tracer pour notre sauvegarde. Faisant l'application à la vie spirituelle des vues fécondes que lui fournissaient ses études sociales, M. de Tourville mettait plus de fermeté que les directeurs ordinaires à reconnaître l'extrême variété des âmes et à proclamer le droit que nous avons de choisir, parmi les moyens de sanctification admis dans l'Église, ceux qui conviennent à notre nature :

« Vous me parlez de saint Louis de Gonzague. C'est un saint merveilleux mais dans son genre; il n'a précisément connu que la période et la voie de l'élan et il n'en a pas passé l'âge, et je ne vois pas que la Providence l'ait appelé à la conduite des autres. Tous les saints sont des modèles, mais chaque saint n'est pas le modèle de toutes choses. La question pratique, pour nous, n'est pas de savoir s'ils se sont sanctifiés ou non : il est certain qu'ils se sont sanctifiés; mais la question est de savoir quels sont ceux qui ont eu, pour se sanctifier, la même voie que celle où Dieu nous met.

» C'est bien, ma chère enfant, une des choses les plus difficiles, mais les plus absolument nécessaires, que de garder sa voie particulière à côté de ceux qui en ont une tout autre et souvent tout opposée. Mais c'est précisément l'œuvre de l'âge auquel vous êtes. Il est naturel à la jeunesse de demeurer incertaine entre la présomption qu'elle craint d'avoir et la candeur qu'elle a de se croire inférieure à tout ce qui l'entoure. Cette incertitude doit cesser sous peine de demeurer dans l'enfance. Il faut savoir être ce qu'on est et ne pas chercher à entrer dans la peau des autres. David n'a rien pu faire sous l'armure de Saül; il l'a rejetée et a couru à sa fronde et aux pierres de son torrent, et il a tué Goliath, que les Saints Pères nous présentent comme le symbole du démon. Il faut encore moins chercher à être approuvé et goûté, comme un signe de justesse, dans la voie qu'on suit. Il n'y a pas tant juges que cela et le jugement commun est loin d'être le s de bons muns. Les bons juges sont une élite si rare que saint Sales dit : « Il faut, dit-on, chercher entre mille pour se diriger; moi je vous dis : cherchez entre dix mille ». Il faut donc complè-

tement s'affranchir de ce souci d'être à l'unisson avec les âmes d'ailleurs les plus exemplaires et les plus vénérables, de même qu'il faut les dispenser d'entrer dans la même manière de voir que soi. Il faut tenir sa voie comme si on était le seul au monde, n'ayant d'autre réserve à cela que de pratiquer la charité, sans se départir en rien de sa ligne en ce qui ne concerne que soi. »

Filialement soumis à l'Eglise en ce qui appartenait au dogme défini de l'Eglise et à sa doctrine morale, Henri de Tourville usait largement pour lui-même du droit de penser librement et de se tenir ferme dans sa ligne de pensée et de conduite. Ses jugements sur l'état présent du monde, sur le conflit dans le clergé, dans la vie religieuse, « entre ce qui convenait à d'anciens besoins et ce qui est impérieusement requis par des besoins nouveaux », sur la masse moutonnaire « qui se range encore, sans grande satisfaction, à ce qui s'est fait précédemment », et sur la minorité restreinte qui émerge « au milieu d'infinis ballottements et à l'encontre de misérables et imposantes contradictions », témoignent de la hauteur de sa pensée et de la liberté de son esprit. Aucun effroi chez lui s'il est, par hasard, seul de son avis; aucune émotion s'il ne parvient pas à changer d'un coup de baguette le monde autour de lui. Sa grande affaire, « c'est de rendre sa propre nature libre au-dedans, de s'habituer à être seul dans sa manière de voir, de s'y confirmer par l'insuccès des vœux et des efforts contraires et de trouver une grande paix dans cette possession personnelle de la vérité ».

Goûtez-moi encore cette définition de la maturité, où vous retrouverez le souci constant de l'observateur des sociétés humaines de se laisser guider par l'enseignement des faits réels, éprouvés, vécus : « Savoir se reposer tranquillement sur soi-même, aimer à être livré à soi-même, en choisissant ses appuis, ses exemples, sa doctrine, par le témoignage de l'accord qu'ils ont avec notre nature, par l'expérience du bien qu'ils nous font et du besoin que nous en avons. Et puis ne se soucier de rien autre chose, parfaitement assuré qu'étant ainsi dans sa vraie manière à soi, on cadrera de fait avec les règles convenues et avec les gens autant que la nature des choses le permet; car qui est dans son vrai, est dans les meilleurs rapports qu'il puisse raisonnablement espérer avec ce qui n'est pas soi ».

De même qu'une âme virile ne cherche pas dans le suffrage universel d'une classe ou d'une coterie la preuve qu'elle est dans le vrai, de même elle ne place pas sa plus grande satisfaction aux résultats extérieurs que l'on obtient. Il y faut du temps; les précurseurs sèment, et, le plus souvent, ceux qui les suivent moissonnent la récolte. « Les esprits qui sont les premiers à porter en eux une vérité la portent longtemps solitaire. Notre-Seigneur ne s'est pas dispensé de cette condition. Il a porté trente ans au moins, en dehors de tout résultat extérieur, et sans écho dans Nazareth, la plus étonnante nouvelle que le monde ait pu recevoir... »

Les plus grands maîtres de la vie spirituelle se sont rencontrés dans la recommandation d'éviter, au moment d'agir, l'empressement qui compromet la paix de l'âme et le sentiment tout humain qui nous fait désirer à l'excès l'éclat dans la réussite. *L'Imitation de Jésus-Christ* abonde en chapitres où le détachement du monde et du succès extérieur se rattache, tout naturellement, à la joie d'une bonne conscience et à la paix intérieure que procure la certitude de l'amitié de Dieu. Celui qui s'est élancé dans le chemin de la lumière ne s'en doit point retirer à cause du petit nombre de personnes qui l'y suivent : « Etre soi-même ce qu'il serait bon que les autres fussent, est plus que de les faire tels; on ne dispose bien que de soi-même et encore est-ce difficile. Finalement, on a plus d'action par ce qu'on est, par ce qu'on devient en soi que par ce qu'on s'efforce de faire directement sur les autres. Il faut partout des prototypes ». Voulez-vous donc conserver la paix de l'âme et la joie de l'esprit à travers toutes les contradictions? Vivez en pionniers, sachant que vous êtes des pionniers, soyez, « sauf le respect dû à autrui, comme des blancs au milieu des nègres, tant est grande la différence de conception des uns aux autres ». Vous êtes les premiers exemplaires d'un tirage fait d'abord pour les amateurs et destiné plus tard au public tout entier. « Vous vous consolerez sans peine, si besoin est, de votre impuissance relative par la pensée que la lumière fait toujours son chemin par la force des choses, et que, sans vous en douter, la force que vous êtes devenu en vous-même, par le soin que vous avez eu de vous constituer dans le vrai, agit autour de vous. Si vous marchez dans la lumière, elle rayonne de vous à votre insu et éclaire ceux qui, sans vous, seraient dans la nuit; si vous avez la vie, elle

se communique de vous à autrui comme la graine qui s'échappe de la main du semeur. Mais, pour faire ces grandes et belles natures selon la vérité simple des choses, « il nous faut, au milieu du monde » actuel, beaucoup d'ermîtes, sachant porter l'isolement d'idées nouvelles et d'une vie où l'on veut se suffire ».

III

Ces dernières paroles, les seules que je n'emprunte pas, aujourd'hui, aux lettres de *Piété confiante*, résumant si bien les vingt dernières années passées par M. de Tourville à la campagne, qu'elles ont fourni le texte de la sentence gravée au manoir de Calmont, à l'entrée de la chambre de malade où furent écrites un si grand nombre de lettres que nous venons de parcourir. Je me reprocherais pourtant de terminer cette petite étude sans rappeler à quel point l'on reconnaît dans la tendre piété de M. de Tourville envers la personne de Notre-Seigneur Jésus-Christ la marque de son ancien directeur de conscience, Mgr de Ségur : une affection qui n'a rien de mièvre, mais qui pénètre si profondément l'âme qu'il n'est plus possible d'imaginer dans son activité une ligne de séparation entre ce qui vient du fonds naturel ou de l'acquis chrétien. Cherchons, chacun de notre manière, l'expansion naïve et vraie de l'intimité du cœur avec Jésus-Christ. La vie visible du Sauveur, en montrant aux yeux et en faisant entendre aux oreilles les rapports qu'il a avec les âmes, ne nous présente pas l'exemple de deux personnes entretenant leur intimité avec lui de la même manière. Voyez saint Pierre et saint Jean, deux privilégiés, deux compagnons assidus du Seigneur depuis le Thabor jusqu'au Calvaire, jusqu'au tombeau, jusqu'à la confiance dernière que le Seigneur leur fait de leurs différentes destinées terrestres. Y a-t-il rien de plus semblable dans les dehors, dans la communauté de vie, dans la vocation? Et cependant y a-t-il quelque chose de plus évident que la différence de caractère de leurs deux amours incomparables pour leur Maître?

La façon particulière de M. de Tourville d'entretenir ses relations personnelles avec Jésus-Christ était de vivre dans le sentiment très habituel de l'amour immense que Jésus-Christ avait pour lui et d'en demeurer d'autant plus dans l'admiration qu'il sent mieux, par ailleurs, toutes ses misères de nature : « Allons, ma chère enfant, un peu de déférence pour Notre-Seigneur et laissez-le passer le premier. Laissez-le vous aimer beaucoup, mais beaucoup bien avant même que vous ne réussissiez à l'aimer un peu, comme vous le voudriez... Saint Jean, qui savait tout ce qu'il y a de sensible et de profond dans l'amour de Dieu, va s'exaltant sans cesse à cette pensée : « Il nous a aimés les premiers ». Il ne peut se représenter Notre-Seigneur, comme s'il était susceptible : « Je lui ai » fait telle misère, et alors il me doit telle *rancune* ». Il aime mieux faire banqueroute complète et laisser Notre-Seigneur l'aimer sans justice. Point d'arithmétique minutieuse : « Je l'aime à tort » et à travers, sans m'inquiéter de savoir si je mérite de l'aimer ». La Sainte Eucharistie l'enchantait d'un ravissement sans égal; il voyait, comme de ses yeux, Notre-Seigneur dans l'hostie consacrée, au point que, dans ses longues années de maladie, avec son système nerveux affaibli, il redoutait l'émotion profonde que lui causait la célébration de la messe. Aucune épreuve, aucune souffrance ne fut capable de le détacher un instant de l'amour d'un Dieu semblable « aux pères qui rêvent de rendre leurs fils très capables et qui jettent devant ces êtres chéris difficultés sur difficultés ».

Je crois avoir réuni dans ce court aperçu les grandes lignes de la direction de M. de Tourville. Si je ne craignais d'avoir abusé des citations, j'aurais transcrit tout au long les admirables pages 188 à 192, qui sont la perle du volume : « Ce qui est véritablement vital dans tout ce que nous faisons, c'est nous-mêmes. C'est en nous qu'est la vie et le trésor, le vivifiant et l'enrichissant... ». Mais je veux laisser à mes lecteurs la joie de les aller découvrir et j'espère leur avoir fourni toutes les indications nécessaires pour en saisir le sens dans toute sa plénitude.

HIPPOLYTE HEMMER.
curé de la Trinité, Paris.

Un grand apôtre : le Père Lebbe ⁽¹⁾

Le chapitre des épreuves du Père Lebbe, qui devra un jour être écrit en détail, est certainement un des plus mouvementés et des plus pathétiques de son histoire. On peut même aller plus loin, et penser qu'il en constitue la clef mystique. Car si « à ceux qui aiment Dieu tout tourne à bien » (saint Paul), ce n'est que par la souffrance et la tribulation que se prouve l'amour et qu'il se féconde.

Je voudrais, un instant au moins, mettre ici ceux qui me lisent, en contact en quelque sorte direct avec cette âme non seulement de feu, mais de lumière, en leur faisant lire la fin d'un long document que les circonstances ont mis en ma possession. Je sais bien ce que pareille publication, qui peut paraître prématurée, présente de délicat. Je sais bien que je risque, avant tout, de déplaire très vivement à l'humilité, à la réserve très grande et à la charité très pure du Père Lebbe.

Mais je sais bien aussi combien les âmes ont faim et soif de grandeur, d'amour, de vérité et de ferveur. Et l'on n'ignore pas combien est grandiose le drame — tant intérieur qu'extérieur — que vit l'Eglise sur cette terre, combien sanglante la sujétion de chaque prédestiné à son destin, et combien immenses les conséquences, pour l'avancement du monde, à travers le mystère du temps, de certains gestes et de certaines paroles inspirées à ses ouvriers par le Maître même de la vie!...

Dans le courant de 1917 — je ne préciserai pas davantage — le Père Lebbe eut l'occasion d'exprimer, dans un écrit adressé à un membre de l'épiscopat de Chine, le fond le plus essentiel, le plus vital de sa pensée, sur les points les plus brûlants de l'apostolat chinois : à savoir « le Patriotisme », « le Protectorat », « le Clergé national », « les Œuvres et les Sociétés », « le Port du costume chinois ou de la soutane »...

C'est la fin de ce document (2) que je veux citer :

« Ce qu'on ne me pardonne pas, — écrivait donc l'admirable apôtre —, c'est de croire que, pour sauver les Chinois, il faut, aujourd'hui surtout, aimer non seulement les Chinois, mais la Chine, comme on aime une patrie, comme un Français aime la France; et de travailler à répandre cet amour parmi les prêtres, les chrétiens, les païens. Ce qu'on me pardonne moins encore, c'est de croire le Protectorat nuisible à la Chine et à l'Eglise, et de le dire. Ce qu'on me pardonne plus difficilement encore, c'est de croire que l'établissement d'un clergé complet, est notre premier devoir, d'avoir travaillé à répandre cette idée autour de moi, et d'avoir déclaré que je mourrais heureux si je pouvais baiser l'anneau du deuxième évêque de Chine.

« ... Et voilà que... moi, pauvre ver de terre, cendre et poussière, j'ose écrire ceci. Pardonnez-moi, Monseigneur, mais du fond de ma misère, à genoux devant vous, j'ose plus encore, j'ose crier : *Opto apud Deum hodie fieri te talem qualis et ego sum, exceptis in vinculis his...*

« Ah! Monseigneur! Si vous croyez que cette prière est de Dieu; si vous y prêteriez une oreille bienveillante, Monseigneur, quelle gloire! Quel bonheur! Combien je me réjouirais de mes souffrances et des *vincula ista!* Mais ce serait la grande offensive, l'assaut décisif.

(1) Ces pages inédites sont extraites d'un volume qui paraîtra le mois prochain sous le titre : *La Chine et son Avenir*.

(2) Qui comporte vingt-sept pages de machine à écrire.

« Dieu sait que ce qui s'est passé à Tien-tsin ces dernières années était extraordinaire, que ce ne furent pas des vagues de surface sur la mer païenne, mais une grande lame de fond. Et, j'en rends témoignage devant Dieu et devant les hommes, le moyen humain qui a opéré ce prodige — oui, Monseigneur, c'est un prodige — est précisément celui auquel s'oppose la mentalité des missions d'Extrême-Orient... Vouloir les résultats tout en supprimant la cause, ce serait dire au pêcheur : Prenez toujours de gros poissons, mais longez les côtes plutôt que de vous aventurer en haute mer. Et l'on ne veut pas savoir que ces gros poissons ne fréquentent pas les côtes, et qu'il faut affronter la pleine mer pour en remplir les filets.

Monseigneur, *duc in altum, laxa retia!* Contre vents et marées, mais avec le vent de Dieu, et la grande maîée du sentiment profond, légitime, invincible des foules, donnez le grand coup de barre, menez au large : lancez votre barque à la suite de Pierre! L'hiver, le long hiver de nos missions de Chine est passé. L'heure est venue, croyez-le, de fonder l'Eglise nationale, vivante, féconde, qui sera le ferment dans la masse, chair de la chair du peuple, sang de son sang, sanctifiée *in Christo*, la seule viable et possédant les promesses de l'avenir. De cette Eglise, nous ne sommes plus aux préparations éloignées, mais au moment des préparations prochaines, concrètes, décisives (1). Si nous voulons la fonder, les moyens prudents, faciles, gradués, ne manquent pas : il suffit de vouloir. Avec de l'abnégation jusqu'au bout, pour l'amour du Christ béni, notre bien aimé Sauveur, on peut conserver tous les avantages de la situation actuelle, en en supprimant les inconvénients. *Tout est possible à l'amour de Dieu et des âmes* (2). Si, dans votre paternelle magnanimité, vous daigniez me permettre, moi *terra et cinis...* je vous proposerais certains moyens, par le détail, *in insipientia dico*.

« Ah! Monseigneur, encore une fois, si moi, misérable, pour avoir pensé et parlé dans cet esprit, j'ai pu sur un terrain ingrat amener la vie, que ne feriez-vous pas, si vous le vouliez, vous...

« Si, pour être apparu à ce peuple portant en mon cœur ses désirs, j'ai pu me faire suivre de lui, que ne pourriez-vous vous-même, vous qui tenez en main le pouvoir des réalisations!

« Je m'arrête ici, Monseigneur, sans avoir fini, loin de là, des livres n'y suffiraient point, vous suppliant de pardonner à ma téméraire audace, vous suppliant surtout de ne pas rejeter cette humble requête, que je voudrais écrire avec mon sang, vous suppliant aussi de la lire, non avec l'œil du juge, mais avec celui du père, me voyant vous l'écrire à genoux, les yeux sur mon petit crucifix, relique d'un martyr chinois de Tien-tsin, frémissant parfois d'espoir, et parfois tremblant de crainte, les larmes dans les yeux... Si dans cette humble requête, vous voyez des illusions, des erreurs, daignez me le dire ici, et me permettre de vous en reparler encore. Car quel que soit le résultat final de l'examen du sujet, il demeure certain que c'est le plus digne de l'attention d'un évêque de Chine...

« *Benedic, Domine, indignissimo filio tuo,*

» (S.) V. LEBBE. »

Suit alors ce post-scriptum que, pour ma part, je ne peux relire sans en être bouleversé :

« En me relisant, et au moment de vous remettre cette conversa-

(1) Je me permets de faire remarquer que ceci était écrit — non, pas écrit, mais prophétiquement crié — sept ans avant le premier Synode plénier de Shangai, présidé par le délégué apostolique (1924), neuf ans avant la consécration de six évêques chinois (1926), onze ans avant le message solennel de Pie XI à la Chine, treize ans avant le Concile de Shangai (1930). Qui ne perçoit ici la plus imposante assurance, au milieu du tremblement, de l'angoisse et de la crainte mêmes : signes contradictoires, mais accoutumés des grandes œuvres de Dieu...

(2) Voilà bien, dans son expression directe et dans sa sainte audace, le principe même de l'action prodigieusement féconde dont ce document est comme le manifeste splendide. (C'est moi qui ai souligné).

tion, je suis de nouveau effrayé de mon audace. Au fond de mon âme, je vous entends m'appeler et je vous réponde en tremblant :

— Mais je ne vous ai rien demandé... Que signifie cette lettre ?

— Oui, vous ne m'avez rien demandé, mais cette lettre est comme l'aumône du pauvre, qui vient d'où on ne l'attendait pas, et qui n'humilie point.

— Mais vous n'êtes pas mon admoniteur, ni mon conseiller !

— Oui, mais bien votre enfant et même votre benjamin, celui que vous avez reçu avec une bonté spéciale, et qui s'en fait un droit sur votre cœur. Il est bien permis à un enfant d'aimer son père, et de lui dire à genoux ce qu'il croit être pour son bien !

— Oui, mais vous êtes le dernier venu du vicariat.

— Oui, mais j'y suis, venu par une route longue et difficile, et j'ai laissé du sang à bien des ronces pour arriver jusqu'à vous.

— Mais vous parlez à un vétéran de l'apostolat, vous êtes bien jeune !

— Oui, et j'ai traversé des années longues comme des décades d'années, et puis, je ne suis pas plus jeune que l'enfant qui cria : Ambroise Evêque !

— Mais : *quod supra te, quid ad te?*

— C'est pour mes frères les païens de Chine que je parle à leur père.

— Enfin, *memor sis conditionis tuae*.

— On l'a dit à saint Bernard sortant de son cloître pour parler aux rois, aux évêques et au Pape.

— Votre lettre a tout l'air de me faire la leçon, à moi, votre supérieur.

— Oui, mais saint Paul l'a faite à saint Pierre, et saint Pierre le lui a pardonné !

— Alors, vous vous comparez aux saints ?

— Les saints ne mettaient pas tant de formes *coram omnibus*. Je ne suis pas même digne du nom de missionnaire. Mais peut-être daignerez-vous me recevoir comme l'ânesse de Balaam, ou comme les oies qui sauvèrent le Capitole. Mais Dieu me garde d'être jusqu'à la fin de ma vie *canis mutus non valens latrare*.

— Enfin, où est votre mission, pour vous obstiner ainsi ? Quel est votre signe ?

— Hélas, Monseigneur, c'est parce que je n'ai pas mission que je viens parler à qui l'a reçue de Dieu. C'est une belle chose de suivre la filière, mais ce n'est pas la seule, ni la plus grande. Si, en rompant la consigne, je puis espérer que l'Eglise de Chine existe cinquante ou dix ans plus tôt, et que par là soient sauvés plus d'âmes, j'ai confiance que Dieu ne me tiendra pas rigueur du défaut de forme et d'avoir dit ce qui ne se dit pas habituellement. Ce bourgeois de Rome, dont l'histoire n'a pas conservé le nom, n'a pas demandé la permission de crier : *Acqua alle corde!* Rome a sauvé son obélisque, et c'est ce qui est important.

» Et je n'ai pas de signe, si ce n'est celui de la contradiction, et que j'ai souffert et aussi que je ne crois pas avoir jamais, en tout ceci, agi dans des vues humaines, mais bien avec la certitude d'y laisser à jamais les consolations d'une vie honorée et tranquille — ce qui me donne le signe des témoins qui, en parlant, ont tout à perdre et rien à gagner... »

Ah ! s'il se pouvait que de tels accents se propagassent à travers les cœurs, pour les enflammer, d'un bout du monde à l'autre, à quels « prodiges » renouvelés des premiers temps apostoliques n'assisterions-nous pas !...

* * *

Dans un esprit d'obéissance irréprochable, dont rendent témoignage ceux qui sont les plus hautement qualifiés pour cela, mais

avec une ténacité, une abnégation, un esprit de sacrifice qu'il est bien permis d'appeler héroïques, le Père Lebbe continuera ainsi, contre vents et marées, à travailler près de vingt ans durant, en Chine même, et sept ensuite en Europe, à hâter la réalisation de ce qui était devenu, dès l'abord, sa raison d'être : *baiser l'anneau du second évêque de Chine*.

Après cela, il pourrait mourir ! En réalité, il n'espérait voir ce triomphe que du Ciel.

* * *

Mais le front de cette pathétique bataille pour l'extension du Règne du Christ allait se déplacer d'Asie en Europe.

La guerre venait de finir. Un ensemble de circonstances providentielles, d'où la croix était moins que jamais absente, amenèrent le Père Lebbe en France, avec, pour objectif, de briser l'entreprise extrêmement dangereuse des radicaux socialistes français, qui appelaient dans les universités françaises, sous les auspices de la *Fédération franco-chinoise d'études*, 20,000 étudiants chinois, futurs dirigeants qui retourneraient ensuite en Chine dûment initiés à l'art de rendre un peuple hostile à l'Eglise et de rejeter celle-ci juridiquement.

Des intellectuels chinois ont appelé « marées » ces exodes successifs d'étudiants. Après la marée américaine, dont le protestantisme tira tout le bénéfice, après la marée japonaise et la marée occidentale d'avant la guerre, qui profita surtout à l'athéisme et au matérialisme scientifique, on allait voir la marée française et, bientôt, la marée franco-belge, qui prolongerait en grand la précédente et serait un triomphe décisif pour les « Droits de l'homme » (1).

Différentes circonstances firent qu'il n'en vint guère que 2,000. Un certain nombre moururent épuisés par un rude travail, car la formule appliquée à cette frêle jeunesse d'Extrême-Orient était : « Aux études par le travail manuel » ; un certain nombre perdirent pied et rentrèrent en Chine ; un certain nombre encore furent attirés par les offres flatteuses de Moscou.

De la gare de Lyon où il débarquait, en 1920, sans même prendre le temps de déposer quelque part ses minces bagages, le Père Lebbe se rendit droit à Colombes, près de Paris, grand centre prolétarien et nid de bolcheviks, où il savait qu'il rencontrerait un fort groupe de Chinois. Une bagarre fut la conséquence de sa visite et du trop bon accueil qu'il y reçut de quelques-uns ! Puis, il se mit sans désespérer à la tâche, sans un sou vaillant, sans un appui effectif pour débiter.

Bientôt, c'est en Belgique que, de plus en plus, son œuvre s'installe, prend corps et se fonde définitivement, car c'est là que l'œuvre, encouragée par la bénédiction et la haute approbation du cardinal Mercier, a rencontré les sympathies les plus nombreuses et les plus effectives. Déjà en 1913, pendant un séjour du Père Lebbe en France, le cardinal Mercier, après une étude attentive de la question, avait approuvé et encouragé le merveilleux missionnaire. Ces deux grandes âmes s'étaient reconnues. Et, pendant la guerre, qui correspondit à un temps d'épreuve particulièrement rude pour le Père Lebbe, les lettres du saint

(1) C'est ainsi que l'Europe a formé « le père du socialisme chinois », Ly-Che-tseng, fils d'une très grande famille, extrêmement riche, qui apprit le socialisme chez un proviseur de collège français dont on pourrait citer le nom, et qui, rentré chez lui, consacra toute sa vie et toute son énorme fortune, avec un zèle étonnant, à répandre le socialisme en Chine.

Notons qu'en 1922, on comptait au Japon de 600 à 1000 étudiants chinois, aux Etats-Unis 4000, en Angleterre 500, en France 1200, en Belgique 200, en Allemagne 400, en Hollande 100 et en Russie, à Moscou chez les bolcheviks, 500. Les chiffres pour les autres pays sont insignifiants. (Cf. *Que sera la Chine de demain?* par V. LEBBE, jazariste, *Xaveriana*, Louvain, 11, rue des Récollets, 1925).

« Quel Viatique, demandait le professeur Louis Massignon du Collège de France, donnons-nous à nos jeunes étudiants orientaux, si nombreux à Paris depuis la guerre, quand ils repartent de chez nous ? » (*Appels de l'Orient*, Emile-Paul, Paris, 1925, p. 298).

Cardinal lui apportèrent souvent en Chine consolation et appui moral (1).

Voici, dans ce qu'ils ont de plus général et de plus palpable, les résultats atteints en Europe par un labeur apostolique terrible de sept années : le Père Lebbe a baptisé de sa main environ trois cents étudiants, dont plusieurs se préparent à la prêtrise; quatre millions de francs, à peu près, lui ont roulé entre les doigts, consacrés à l'entretien et aux études de « ses enfants ».

Mais qui dira les veilles innombrables, les nuits allant jusqu'à trois consécutives passées absolument sans sommeil, les repas faits par cœur, et surtout, les harassantes randonnées, littéralement sans fin, à travers plusieurs pays, jusqu'à la veille même du jour de son nouvel embarquement à Marseille, le 11 février 1927, en la fête de l'apparition de Notre-Dame de Lourdes... En vérité, l'évangile du jour de son premier embarquement prophétisait vrai, qui annonçait aux fidèles et aux infidèles : *Le Semeur sortit pour semer...*

Et il ne mentait pas, l'apôtre aux entrailles de tendresse, le jour où, à Liège, se séparant de « ses enfants », les yeux brûlés de larmes et le menton tremblant d'une émotion mal refoulée, il leur disait : « En conscience, mes très, très chers amis, quand j'examine ma conduite à votre égard pendant ces dernières années — et ces jours-ci, je l'examine souvent —, je puis bien dire que je vous ai beaucoup aimés... ». S'il était besoin de témoins, il s'en lèverait de partout, des jaunes et des blancs, pour l'attester, pour témoigner de ce magnifique exemple d'amour pour le Christ, qui donne sa vie heure par heure pour ses amis et pour qui le plus grand bonheur serait de la donner d'un seul coup, avec tout son sang.

Au surplus, par son travail incessant de prédication et de conférences, le Père Lebbe a éveillé dans l'élite et même dans la masse catholique de nos pays la préoccupation effective de cette vraie mission sur place « qui consiste à former catholique l'élite païenne qui est venue demander à l'Europe ses lumières ».

LÉOPOLD LEVAUX.

Les mille et une voix

M. Francis Ambrière va publier très prochainement à la librairie Flammarion *La Vie secrète des grands magasins*, étude sur les grands magasins parisiens, leur organisation et les mille choses que le public, qui les visite, ne pénètre pas. C'est là un des aspects, les plus curieux du temps présent, dont nous sommes heureux de donner la primeur à nos lecteurs par l'extrait ci-dessous :

— Monsieur, je représente la maison W. Clifton and Co., et je viens...

— C'est inutile, Monsieur, aucun besoin pour l'instant.

— ... et je viens vous demander la date précise de votre anniversaire, à vous et aux membres de votre famille.

— Par exemple! Et pourquoi?

— Vous allez comprendre, Monsieur. Cette année, la maison W. Clifton and Co., fondée le 27 septembre 19... , fête son vingtième anniversaire. A cette occasion, elle a décidé d'offrir une robe ou un complet, de façon absolument gratuite, à tous les habitants de New-England dont la date de naissance tombe un 27 septembre, de quelque millésime que ce soit. Alors, je note, Monsieur, voulez-vous? Vous êtes né...

Je jure que je n'invente rien. Ce jour-là, soixante démarcheurs ont visité les foyers de New-England. Tous les habitants ont entendu

(1) On verra, quand toute cette histoire sera écrite, que le cardinal Mercier, dans une circonstance absolument décisive qui suivit, et que je n'estime pas pouvoir rapporter ici, vint au secours du Père Lebbe et, par là, hâta certains actes solennels d'une importance incalculable.

l'éloge discret et chaleureux de la maison Clifton and Co. Tous ont eu une carte qui leur donnait droit à une paire de chaussettes ou à une cravate, au choix, pour les hommes, et pour les femmes, à une paire de bas ou à une chemisette.

Le jour anniversaire de la maison, trois cent quarante-deux femmes reçurent une robe, cent cinquante-sept hommes un complet. C'est cher! direz-vous.

Mais tout New-England avait défilé dans les magasins, to te la région était avertie, et à la fin du mois, si coûteuse qu'elle ait paru, cette publicité originale avait largement « payé ».

C'est un peu plus tard que les États-Unis tout entiers, cette fois, furent émus par un mystère insondable.

Sur les murs, dans toutes les villes, et même les plus infimes, de grandes affiches portaient cette formule énigmatique :

S. T. 1860. X.

La même inscription se retrouvait aux dernières pages des journaux, dans les subways, dans les trains, sur les écrans, enfin, partout.

Qu'est-ce que cela voulait dire? Les plus avisés cherchèrent en vain.

Les hypothèses les plus insensées couraient les rues. On disait : — C'est l'œuvre d'un fou.

Mais ce fou avait de la suite dans les idées et une singulière puissance de rayonnement!

Les amateurs de Van Dine et de Conan Doyle y voyaient le signe de ralliement d'une bande secrète.

Mais les hors-la-loi sont généralement plus discrets!

C'est Andrew Carnegie qui veut se débarrasser de sa fortune, insinuaient les humoristes.

Mais le grand Carnegie avait tant d'autres moyens plus intelligents de dépenser ses dollars!

Les Américains sont orgueilleux. Il s'entêtèrent à chercher la solution. Dans les rues, dans les théâtres, dans les salons, on ne s'abordait plus qu'en disant :

— Vous avez deviné?

Il n'était pas besoin de spécifier quoi; une seule énigme irritante passionnait l'opinion.

On en eut enfin la clef, après cinq mortelles semaines, par de nouvelles affiches posées sur les premières, et d'insolents placards dans les journaux.

La formule mystérieuse se lisait ainsi :

STARDED TRADE
IN 1860 WIRTH TEN DOLLARS

A commencé le commerce en 1860 avec dix dollars!

C'est le moyen qu'avait trouvé un grand fabricant de liqueurs pour attirer sur ses produits l'attention du public. Dans l'année, son chiffre d'affaires, dit-on, décupla. Ce commerçant remarquable a dû plus que tout autre maudire la loi de prohibition.

Tous les procédés publicitaires d'Outre-Atlantique n'ont pas cette puissance de fantaisie qui n'est pas loin d'être poétique. Mais il en est mille autres qui mériteraient d'être cités. Ainsi celui du dentiste qui usait du phonographe : c'étaient des cris de joie, des rires, des plaisanteries sans fin.

— De quel artiste est ce monologue? lui disait-on.

— Mais ce n'est pas un monologue! Ce sont mes clients quand je leur arrache une dent.

Et il arrachait cinq cents dents par jour.

Ce bijoutier n'était pas un sot non plus, qui, une fois l'an, exposait dans ses vitrines dix mille bijoux de strass et de plaqué : broches, bagues, épingles de cravate, boutons de manchette, etc. Mais dans la quantité il y avait une broche, une bague, une épingle, une paire de boutons qui étaient d'or et de diamants véritables. Chaque bijou était vendu un demi-dollar. Le client choisissait un numéro et recevait l'objet correspondant : c'était à qui tomberait sur les bijoux précieux. Certains clients, pour augmenter leurs chances, achetaient jusqu'à cinquante numéros.

Il faut mentionner enfin le procédé des Objets Perdus, qui a moins d'efficacité en Amérique depuis que tout le monde l'emploie, mais qui serait d'un joli rendement en France où il est encore inconnu, — à condition toutefois que l'intention publicitaire y apparaisse moins grossièrement que dans ce texte, recueilli dans un journal américain :

Il a été perdu, entre les magasins du gantier Hixon et la station

du chemin de fer, une paire de gants ainsi qu'une bourse contenant cent dollars en or et une bague ornée de diamants. Prière à qui les retrouvera de garder l'argent et la bague, à condition de rapporter les gants aux magasins susdits, où leur propriétaire, depuis vingt-cinq ans client de la maison, viendra les chercher. Ces gants, en simple cuir tanné, sont facilement reconnaissables à leur solidité et à la perfection de leur coupe.

Comme on voit, l'Europe est bien en retard sur l'Amérique au point de vue publicitaire, et nos grands magasins n'en sont pas encore à ces débauches d'imagination. Mais voici longtemps déjà qu'ils ont reconnu et commencé d'appliquer la grande maxime chère au businessman américain : *Les gens pratiques pratiquent les annonces.*

* * *

Dans le budget et dans l'esprit du commerçant de 1840, la publicité ne tenait pas une très grande place.

Elle se faisait, pour ainsi dire, automatiquement, car elle était surtout verbale. Elle émanait principalement des salons, des offices, des loges de concierges. Aujourd'hui encore, cette publicité spontanée demeure la plus probante, et, sans doute, la plus efficace; mais sa portée est restreinte.

Elle s'avérait suffisante pour le boutiquier du règne de Louis-Philippe.

Paris, à cette époque, n'était guère qu'une agglomération de petites cités indépendantes, dont on ne sortait pas volontiers. Chaque quartier avait sa vie propre, et ses fournisseurs attirés.

Une ménagère de Montmartre n'aurait pas eu l'idée d'aller faire ses provisions rue du Temple. Un habitant du parc Monceau ignorait totalement le quartier de la Villette. C'est que les voies publiques étaient mal pavées, mal éclairées, les moyens de communication pour ainsi dire inexistant. Quarante ans plus tard, M. Paul Bourget pouvait encore écrire dans le *Disciple*, parlant du quartier de la Glacière : « *La Boulanger, le Boucher, l'Épicier, la Blanchisseuse, le Pharmacien, — tous ces noms sont prononcés au singulier par les domestiques qui vont aux emplettes.* » Le commerçant n'avait donc pas de concurrence à redouter, et pas davantage il n'avait besoin de faire savoir son existence : la rue le connaissait, et les nouveau-venus s'enquéraient eux-mêmes de son adresse.

Tout allait lentement changer avec l'avènement des grands magasins, qui ne pouvaient vivre sans le concours de la ville entière. Pour décider les consommateurs à quitter leurs habitudes, il fallait qu'on leur apprît l'existence de ces établissements universels, les avantages qu'ils offrent et le choix abondant qu'on y trouve. La publicité était née... Si les quartiers parisiens, depuis un demi-siècle, ont perdu de leur individualité, la responsabilité en incombe pour une bonne part aux grands magasins, qui ont aboli ces petites frontières, unifié le goût de Paris avant que d'unifier le goût de la France.

Tout s'enchaîne. Dès qu'un magasin eut usé de la publicité, il força les autres d'en user pareillement. Peut-on laisser un rival assurer impudemment qu'il vend « *les meilleurs articles aux meilleurs prix* » sans faire connaître aussitôt qu'on présente soi-même, « *à des prix défiant toute concurrence* » des marchandises d'une indécible qualité? La première déclaration nécessitait une réplique, qui en soulevait une autre, qui en provoquait une autre à son tour.

D'ailleurs, la concurrence trouvait dans le même temps une autre raison de s'accroître. Multipliés, les moyens de communication invitaient aux déplacements. Les omnibuses répandus dans Paris, les chemins de fer comme un réseau veineux sur tout le territoire, décuplaient la circulation. Tel, qui se servait depuis dix ans chez un mercier du Quartier latin, en prenant la voiture publique pour la place Pigalle remarquait d'autres merceries mieux achalandées, ou moins chères. Ainsi le petit commerçant, autrefois maître de ses prix et libre de les fixer en tout arbitraire — le consommateur n'ayant aucun point de repère — se trouvait menacé dans sa tyrannie et dans sa quiétude. La clientèle, jadis assurée, devenait problématique. Entre les divers boutiquiers, elle prenait position d'arbitre. On commença d'avoir pour elle des égards et des soins, afin de mériter ce qu'on obtenait autrement sans peine. Les grands magasins, les chemins de fer, et plus tard l'automobile, ont balayé les méthodes douteuses du vieux commerce pour leur substituer ces deux principes, sur quoi précisément

Aristide Boucicaut avait assis le *Bon Marché* : la loyauté et l'ingéniosité.

La loyauté, on n'y reviendra pas.

Quand à l'ingéniosité, elle se manifesta dans les moyens publicitaires.

* * *

Jadis, selon l'expression chère à nos grand-mères, on « rangeait » l'armoire : le compte de draps n'y était plus, ou de bonnets de coton pour monsieur, ou de chemises de nuit pour madame. On décidait :

— Demain, il faut compléter le trousseau!

Et c'était une expédition concertée au magasin, avec une liste des achats en poche, — expédition qu'on n'organisait guère que deux ou trois fois l'an...

Quelle est la Parisienne 1932 qui reste plus de quinze jours sans visiter au moins son magasin favori?

Ce changement dans les mœurs de la femme est imputable à la vitrine.

Cette boutique sombre, étroite et laide, aviez-vous envie d'y entrer? Non, quel plaisir y eussiez-vous trouvé? On n'y pénétrait que par nécessité, avec un dessein déterminé en tête.

Mais aujourd'hui, voyez! Sur des coussins élégants, des dentelles, des flacons, des bijoux reposent; ici des mannequins gracieux exhibent des robes nouvelles, là un choix d'ombrelles étale ses couleurs vives. Comment ne pas jeter au moins un coup d'œil à tout cela? On s'en accorde un, furtif, en passant; puis un second, qui se prolonge; puis on s'arrête; puis... on entre; et l'on ressort avec un paquet sous le bras.

La vitrine, elle aussi, a son histoire.

Elle ne répondait d'abord qu'au désir d'honnêteté des grands magasins : voilà ce que nous vendons, et à quel prix.

Pour la disposition des articles, on n'en connaissait point d'autre que celle dont usent les ménagères dans l'ordonnance de leurs armoires; draps, linge et vêtements, dûment pliés, s'empiétaient avec une symétrie inexpressive et rigoureuse.

Un jour, on eut l'idée de déployer les draperies.

Un autre jour, on s'avisa que les habits feraient meilleur effet sur des formes.

L'art de la vitrine était né dans ses deux grands éléments : la draperie et le mannequin.

Désormais, on vit les étoffes épouser des mouvements ingénieux. On les tendit, comme un écran; on les fronça, comme un rideau de théâtre; elles s'élançèrent en haut des plafonds comme des flèches; elles retombèrent mollement comme la traîne d'une robe de féerie. Les soies rutilèrent; les velours composèrent des ensembles majestueux; les cretonnes évoquèrent la bonhomie champêtre. On combina les couleurs, on opposa les chatoiements, on accorda les nuances. Et sur ces toiles de fond changeantes à l'infini, on campa des scènes vivantes avec des mannequins.

Bons vieux mannequins de nos grand-mères, simples bustes bourrés de son, vous n'évoquiez qu'assez pauvrement la structure humaine. On fit mieux, quoique avec lenteur.

En province et dans les faubourgs, aux étalages, on trouve encore la jolie femme aux rondeurs abondantes, aux yeux célestes, aux joues roses, aux lèvres en ailes de papillon, qui fut longtemps adoptée par le commerce comme l'image type de la beauté.

Si conventionnelle qu'elle fût, elle réalisait un progrès notable sur le buste sans tête. Mais on finit par réfléchir que ce ravissant spécimen d'une race bien nourrie allait humilier les femmes maigres, les matrones trop courtes et les vieilles filles trop longues. C'est alors qu'on vit naître aux devantures la boulotte et la « perche », flanquées de l'obèse réjoui et de l'intellectuel incommensurable à lunettes. L'humanité, d'abord réduite à un grossier symbole, s'exprimait par ses mille visages, et c'était doublement habile. Car d'une part les vitrines prenaient un accent de réalité qu'elles n'avaient jamais eu; et d'autre part les badauds, le long des rues, se reconnaissant au passage dans des personnages confortablement vêtus, se piquaient d'émulation; des passants et de leurs sosies de cire, c'était à qui l'emporterait en élégance.

Mais ces mannequins trop caractérisés risquaient de manquer à leur fin, qui est de mettre en valeur les articles dont on les habille. Leurs traits occupaient l'œil du promeneur au détriment de leur vêture. Par réaction, en 1923, deux hommes inventifs et hardis, MM. René Herbst et Le Son, bientôt soutenus par M. Siegel, créèrent la silhouette, qui devait connaître une si éclatante fortune,

Sur ces personnages stylisés, l'étoffe et la coupe conservent toute leur importance.

Ce sont aujourd'hui de véritables comédies muettes que les vitrines nous présentent. Décors, acteurs, attitudes, — et parfois mouvement — tout y est : les meubles si c'est un salon; les skis et les alpenstocks s'il s'agit d'une scène hivernale, et jusqu'à la neige; ou les ombrelles, les tentes, les rafraîchissements, si l'étalagiste a voulu rendre un aspect de la vie estivale. Grâce à la vérité des accessoires, à la justesse des teintes, au naturel hallucinant des gestes, on obtient une illusion de vie saisissante.

Ainsi l'organisation de la vitrine rejoint l'art de la mise en scène. Art composite, où la technique des matériaux, la sûreté dans le dessin, le goût dans les lumières, la perfection dans l'agencement, se combinent selon les lois d'une mystérieuse chimie. Mais la vitrine est si bien artistique qu'elle admet cette consécration, la caricature! Qui n'a vu, en passant sur les grands boulevards, le facies populaire de Boucot, la tête hilare et naïve du pauvre Maurice Chevalier, la silhouette, fixée dans sa trépidation, de Joséphine Baker?

Chaque magasin a son équipe de dessinateurs et son service des étalages qui étudient sans cesse de nouvelles présentations. Toute idée de vitrine, aussitôt que conçue, donne lieu à l'établissement d'une maquette. Si elle est acceptée, on la réalise et on l'éprouve dans un studio. Puis un soir, après la fermeture, des étalagistes arrivent pour poser leurs décors. Ils travailleront toute la nuit s'il le faut, mais le lendemain à l'ouverture, c'est un nouveau visage du grand magasin qui sourira au public.

A quoi peut aboutir l'ingéniosité des décorateurs, on s'en forme une idée par les scènes animées qui font accourir, en décembre, tous les enfants de Paris et de la banlieue. C'est un Guignol plus vaste, et aux personnages plus nombreux : ici des régiments de pantins articulés présentent les armes et vont à l'assaut, là des Esquimaux dressent leur campement, ailleurs ce sont des marquis et des marquises très XVIII^e siècle, qui donnent un concert applaudi.

Certaines vitrines sont si réussies qu'elles survivent à l'exposition pour quoi elles étaient préparées. En 1924, les vendeurs d'un rayon du Printemps eurent la fantaisie de dresser un éléphant constitué d'un bâtis sommaire recouvert de serviettes éponges. Ce fut un tel succès que le Printemps a créé une marque de blanc qui se nomme *A l'éléphant*. Et chaque année, au mois de janvier, nous voyons des caravanes d'éléphants blancs, opinant de la trompe et des oreilles, revenir de régions lointaines avec des chargements de linge immaculé.

Cependant la vitrine ne touche que ceux que leurs affaires ou leurs plaisirs amènent à passer devant les magasins. Pour atteindre les autres, on a recours à des moyens chaque jour multipliés.

Le plus simple et le plus ancien de tous, c'est le placard de journal. Sur un quart de page, une demi-page, souvent sur une page entière, le *Bon Marché*, les *Galeries*, le *Printemps*, le *Louvre*, convient à leurs expositions et à leurs soldes. Ils poussent même l'amabilité jusqu'à répéter l'invitation. « *Demain...* », disait l'*Intran*, la veille. « *Aujourd'hui...* », lit-on dans les quotidiens du matin. Et *Paris-Midi*, à l'heure du déjeuner, insiste : « *Aujourd'hui...* », ce qui veut dire : « Vous étiez prévenue depuis hier. Vous avez manqué de temps ce matin. Mais à présent, que diriez-vous d'un petit tour? »

Ce n'est pas tout! Vous prenez l'autobus; au dos des tickets, vous lisez : « *Le Printemps est le plus élégant* ». Vous achetez des cigarettes : sur le paquet, le Louvre a son image.

L'affiche, dans la rue, vous accroche l'œil, elle vous poursuit dans le métro, elle vous précède, le long des routes, à des centaines de kilomètres de Paris. Dans votre compartiment de chemin de fer, les femmes ont des cartons aux armes du Bon Marché, ou de la Samar. Des voitures parcourent les provinces d'Amiens à Orléans, d'Alençon à Troyes, qui portent en lettres géantes le nom des grands magasins. Il n'est pas jusqu'à la T.S.F. qui, le soir, ne clame leur louange! On peut envisager sans crainte d'erreur le temps où la publicité asservira l'avion. Quant au cinéma...

Mais le grand magasin possède encore deux armes bien à lui : l'agenda et le catalogue.

L'agenda constitue une publicité admirable, et d'autant plus habile qu'elle est payée par le public. On y trouve, certes, des gravures, des textes agréables, des adresses utiles, la nomenclature des rues de Paris suivie d'un plan, ... mais aussi, aux bons endroits, des avertissements de ce genre :

Mercredi 6. Sainte Dorothee. Coupons et occasions.

Ou bien :

Mois d'août. Soldes après inventaire.

Ainsi la ménagère soigneuse, qui fait chaque jour ses comptes, se trouve-t-elle amenée à vivre, du 1^{er} janvier à la Saint-Sylvestre, dans l'intimité perpétuelle du grand magasin. Elle n'ignore aucune de ses manifestations, elle ne cesse pas de subir moralement sa présence, comment pourrait-elle l'oublier?

Le catalogue est encore un plus grand personnage que l'agenda. Cet envoyé extraordinaire exerce une autorité prestigieuse, plus encore sur la province que sur Paris. M^{me} Marcelle Tinayre ne déclarait-elle pas récemment à M. Rousseaux (1) que la transformation de la province est due à l'automobile et aux catalogues des grands magasins?

Les catalogues sont un moment capital dans l'élaboration d'une campagne publicitaire.

On a dit aux chefs de rayon :

— Messieurs, voici : la Bonnetterie a droit à deux pages, la Tapiserie à deux, la Bijouterie à une et demie, les Manteaux à trois, les Couvertures...

C'a été aussitôt une protestation générale :

— Deux pages seulement! C'est impossible!

— Mais votre chiffre de l'an dernier ne justifie pas...

— Mon chiffre de l'an dernier? Justement! Il prouve que mon rayon a besoin d'être soutenu. Si vous le laissez tomber...

Et chacun a intrigué pour obtenir une page supplémentaire, ou une demi-page, ou cent lignes...

Avec des concessions, de la diplomatie et des promesses, on a mis tout le monde d'accord. Les chefs vont rejoindre leurs seconds et tâchent d'établir avec eux la composition de leurs pages.

Grave opération qui divise en deux camps le personnel de chaque magasin; c'est presque une affaire de génération.

Les vieux sont pour la formule ancienne, celle qui consiste à reproduire les articles avec une fidélité photographique, puis à les disposer, comme des quilles, selon un ordre rigoureux. Chaque figurine se trouve noyée dans un texte serré, abondant en renseignements techniques et minutieux dans sa description.

Les jeunes préconisent au contraire la page claire, aérée, artistique :

— Moins de texte et moins de figures, disent-ils, mais des textes plus riants et des figures plus belles.

Généralement, le chef de la Publicité s'en tire par une formule intermédiaire, mais qui tend plus ou moins vers l'un ou l'autre des extrêmes, selon l'âge du magasin et celui du personnel. Le Louvre, sagement, compose à mi-chemin; la Samaritaine et l'Hôtel de ville sont plutôt rétrogrades; le Printemps marque nettement sa sympathie pour la méthode nouvelle, et les Trois-Quartiers s'y abandonnent sans retenue.

Remplies par les chefs de rayon, les pages disséminées se rassemblent, forment un cahier qui est envoyé à l'imprimerie.

Quand il en revient, le travail des dessinateurs commence.

Alors le bureau du chef de la Publicité ressemble à une salle de rédaction : les tables débordent de croquis et d'anciens catalogues découpés; la colle et les ciseaux font leur office; des typos arrivent avec leurs épreuves, des clichés avec leurs clichés; les coups de téléphone donnent des sœurs froides aux seconds venus là pour surveiller les pages de leur rayon.

— Bret n'a pas encore livré ses modèles. Ils ne seront jamais arrivés à temps.

— Les vingt dernières pages sont encore à la composition. Le patron veut les voir, comment faire?

Et pourtant, au jour dit, la maquette définitive est prête, chaque page revêtue de la griffe approbative du chef de rayon responsable.

Définitive? Pas encore.

Les bonnes feuilles du futur catalogue sont soumises à un dernier examen.

Telle figurine, échappée à l'imagination d'un dessinateur trop fantaisiste, jure avec les autres. A changer! La fillette de la page vingt est plus grande que la femme de la page quatre. A changer! La casserole de la page cinquante-sept est aussi grosse que le fauteuil de la page quarante-trois. A changer! On revoit les textes de la Haute Mode, on ordonne autrement les modèles de l'Hygiène, on renonce au To bodoni pour l'Ameublement...

(1) *Candido* du 12 février 1931.

Est-ce fini, cette fois?

Peut-être, mais on attend.

On attend le dernier moment.

Dans un mécanisme où les minutes ont la valeur de confortables bank-notes, pourquoi cette perte de temps?

La mise en vente est pour le vingt avril. On a besoin de répandre le catalogue trois jours à l'avance; l'imprimeur demande trente-six heures pour tirer les cent premiers mille. Il faut donc mettre la machine en branle le quinze au plus tard. Nous sommes le dix. Pourquoi perdre cinq jours?

C'est que, malgré ses efforts, le Service de Comparaison n'a encore rien trouvé.

Le Service de Comparaison? Ce nom pudique désigne une organisation mystérieuse. Partout où j'en ai parlé, on m'a répondu vivement :

— Le Service de Comparaison? Ici nous n'en possédons pas. Mais, tenez, les magasins X...

Et l'on me soufflait un nom.

En réalité, chaque grande maison de nouveautés possède ses agents secrets. Ils se promènent en clients dans les établissements rivaux, surveillent discrètement la vente, et, le soir, rapportent à leur chef ce qu'ils ont vu :

— Le Louvre a créé une pochette assortie à l'ombrelle. Gros succès!

Huit jours après, le concurrent exhibe à son tour des pochettes assorties à l'ombrelle.

Ou bien l'observateur remarque une écharpe en mousseline de soie qui semble connaître un vif succès.

Il achète l'article et le porte à son magasin :

— Voilà ce que les Galeries vendent 55 francs. Chez nous, on ne trouve cette qualité qu'à 59,50. Pourquoi?

Quarante-huit heures plus tard, le chef de rayon a vu son fournisseur, exigé et obtenu une réduction qui lui permet de vendre ses écharpes à 55 francs, sinon à 54,50.

Ou bien encore, — c'est le cas le plus rare, mais il s'est vu — tel employé des magasins X... est en réalité à la solde des magasins Y... Et c'est lui qui annonce, dès qu'il a pu savoir :

— Chez X... pour le Blanc, il y aura des chemises madapolam à 14,90. Des nappes damassées à 38,50.

Ce sont précisément des renseignements de ce genre qu'attend la maison X... avant de signer le « bon à tirer » du catalogue. Ses nappes sont à 38,25 : elle exulte! Mais ses chemises madapolam étaient annoncées 15 fr. 20. Vite une rectification sur la maquette, un coup de téléphone à l'imprimeur, un ordre au service de l'étiquetage! Quand s'ouvrira la Grande Quinzaine de Blanc, la maison X... vendra ses chemises aussi bon marché que la maison Y...

Ne vitupérons pas trop ce petit espionnage. Il tempère utilement la tendance à la hausse, et dans cette course au bon marché, le public, pour une fois, trouve son compte.

Enfin, le grand jour est arrivé. Depuis l'avant-veille les catalogues arrivaient à flot des presses et du brochage.

« Ah! vous ne sortez pas, et vous n'avez jamais vu nos vitrines! Ah! vous ne lisez pas les journaux, et nos annonces ne vous ont pas frappé! Vous n'allez pas au cinéma, vous n'avez pas la T. S. F., aucun de nos moyens publicitaires n'a réussi à vous atteindre!

» Qu'à cela ne tienne, nous irons vous trouver chez vous. C'est à votre intention que vous avons édité le catalogue que voici. Prenez, nous vous l'offrons. Feuillotez-le. Et à l'occasion, Monsieur, Madame, nous serons très heureux... »

Tel est le langage du grand magasin à Paris, à la France, à l'étranger. Il n'est pas un client de l'univers qu'il ne prétende séduire, pas un point du monde où il n'ambitionne d'aller. En 1892, un voyageur qui visitait les îles Marquises a vu, dans la cabane d'un chef océanien, des figurines du Louvre orner la natte! On ne peut pas songer à donner des catalogues une édition papoue, mais c'est chose faite depuis plusieurs années pour l'espagnol et l'anglais. L'édition espagnole touche l'Amérique du Sud, l'édition anglaise toutes les colonies.

Fait remarquable, les catalogues ne sont pas distribués anonymement et au petit bonheur. Ils sont nominalement adressés à des centaines de milliers de gens.

Ces noms, ces adresses, comment le grand magasin les sait-il?

Il les sait parce que vous les lui avez donnés. Parce qu'un jour vous avez fait livrer à votre domicile une chambre à coucher en palissandre, ou une robe, ou cinquante centimètres de ruban.

Parce que vous avez écrit pour avoir un renseignement. Parce que votre concierge a bavardé.

Pour Paris et la proche banlieue, en effet, les catalogues ne sont pas confiés à la poste, mais distribués par des livreurs qui sont aussi des recenseurs. Entre livreurs et concierges, on se renseigne : « Mme Dufaut? Oh! elle est partie depuis six mois. — Mme Quantin? Elle est morte, voyons! C'est le ménage Curnier qui a pris son appartement. »

Et voilà comment le grand magasin établit ses listes et les tient à jour.

Il les consulte en moyenne huit fois par an. Car ce travail montre qu'est la confection d'un catalogue se renouvelle huit fois en douze mois, pour les huit expositions périodiques : le Blanc, en janvier; en février, les Parfums, Gants et Dentelles; en mars, les Nouveautés de printemps; fin avril, les toilettes d'été; les costumes de Plage en juin; puis, après la solution de continuité des vacances, les Tapis et Ameublements de septembre, les Toilettes d'hiver de la mi-octobre, enfin les Jouets, qui occupent tout le mois de décembre. Exception faite pour les Jouets, les grands magasins français sont les seuls du monde à pratiquer les expositions; c'est que, dans ce pays qui est sans doute le plus cohérent de tous en dépit des apparences, nous avons tous les mêmes façons d'ordonner notre vie et nous sentons en même temps la nécessité des mêmes objets.

Dans ces expositions, d'ailleurs, ne faut-il pas voir comme une survivance des foires d'autrefois? Elles créent la même atmosphère de fête, et le spectacle des vitrines est peut-être ce qui subsiste des manifestations foraines et des réjouissances auxquelles le Lendit donnait lieu.

Calculons.

Bien que sur ce point — comme sur quelques autres — la plupart des chefs de Publicité soient demeurés assez mystérieux, j'ai pu savoir par M. Maria, administrateur des Galeries Lafayette, le tirage d'un catalogue. Voici :

1,000,000 d'exemplaires pour Paris.

1,800,000 pour la province.

150,000 à 200,000 pour l'étranger.

Et le grand magasin édite huit catalogues par an!

Bien entendu, tous ne sont pas d'égale importance, et plusieurs n'atteignent pas ces chiffres imposants. Certains, pour l'ameublement de luxe, par exemple, ne sont guère répandus qu'à 100,000 exemplaires. C'est qu'ils s'adressent à une clientèle riche.

Comment les grands magasins évaluent-ils la fortune de leurs clients? Par leur loyer. Par le chiffre de leurs dépenses. On sait aussi leur rang social. A telle fermière beauceronne qui chaque année, pour elle-même, son mari, ses enfants et ses domestiques, dépense une quinzaine de mille francs, on n'aurait pas idée d'envoyer le catalogue des articles de Paris. C'est une question d'expérience et de doigté : il y a des employés dont la tâche est de classer les noms par catégories : luxe, demi-luxe, classe modeste. Gageons que le grand magasin connaît les revenus de ses clients beaucoup mieux que le percepteur! Ce n'est pas que dans un service aussi considérable, il n'y ait jamais d'omissions ni d'erreurs; mais elles se trouvent réduites au minimum, et le catalogue, neuf fois sur dix, va toucher celle ou celui qu'il doit toucher.

* * *

Stentor couvrirait à lui seul le bruit de cinquante guerriers, la Renommée avait cent bouches.

Mais Stentor et la Renommée souffrent d'une extinction de voix, comparés à la Publicité moderne.

Elle parle, elle chante, elle flamboie; elle se manifeste par la surprise ou la douceur; elle s'impose ou elle s'insinue. Par mille moyens forts ou subtils, elle nous poursuit, elle nous traque, l'homme d'aujourd'hui ne lui échappe pas.

D'impénitents individualistes l'ont traitée de barbare. Combien raffinée, au contraire! La publicité a dépassé le stade des appels grossièrement racoleurs. Elle procède à présent d'un art complexe et délicat. Elle a ses écoles, ses théoriciens, je dirais presque ses philosophes. Comme les branches les plus hautes de l'activité humaine, elle a sa morale et ses lois.

Car le problème n'est plus, comme il était, simpliste. Remarquez que les commerces indispensables, l'épicerie, la boulangerie, la boucherie, ont, hygiène mise à part, assez peu évolué depuis

trois-quarts de siècle. Pour les grands magasins, dans bien des cas, il s'agit de vendre des objets superflus. Le rôle de la publicité est précisément de convaincre les gens que ces objets leur font défaut. Vendre devient donc une affaire d'autorité morale, de puissance suggestive. Ce n'est pas tout : car il ne suffit pas qu'un client fasse l'acquisition d'un article nouveau; on veut que le désir fugitif devienne une habitude, cette habitude une nécessité. C'est toute une éducation à faire, ou mieux à imposer, et cette tâche ne va pas sans une science très subtile.

Que la publicité soit devenue une affaire de psychologie et de goût, qui le nierait? Des spécialistes, M. Louis Augé, MM. Lepain et Grandville, vous apprendront qu'il s'agit de savoir frapper le public au point sensible, et quand il est dans un état de réceptivité favorable. (Je prends ces termes dans leurs manuels.)

Ils vous diront aussi, — mais cela, l'Ecclésiaste l'avait dit avant eux : Tentez la femme, cherchez la femme! Il n'est pas d'exemple qu'une entreprise ait périéclité, qui avait les femmes à sa dévotion.

FRANCIS AMBRIÈRE.

Le Père Delattre

Le Père Delattre est mort.

Débarqué, voici près de soixante ans en Afrique avec les premiers compagnons du cardinal Lavigerie, seul survivant des temps héroïques où le grand Africain posait les premiers jalons de la conquête du continent noir, il n'avait plus quitté Carthage où il avait trouvé sa voie d'apôtre et de savant.

Cette noble et originale figure était devenue inséparable du cadre de la vieille cité punique; il en avait remué toutes les pierres éparses sous les oliveraies; et lorsque passait dans les rues de Tunis cet octogénaire à barbe blanche, alerte et trapu, haut en couleur sous le tarbouche écarlate, le manteau blanc piqué de la rosette de la Légion d'honneur, Européens et indigènes le salueaient avec respect, comme un vieux patriarche qui aurait circulé parmi les tentes de sa tribu.

Il avait compris toute l'importance qu'attachait le cardinal Lavigerie à la résurrection de Carthage. N'est-ce pas un paradoxe que cette cathédrale mauresque dont la blancheur miroite sur la colline de Byrsa, l'ancienne acropole punique? Accolée au vaste scolasticat des Pères Blancs, elle règne sur des ruines. Carthage s'est endormie sous les oliveraies grises; les décombres, patinés par le temps, ont pris la teinte fauve du sol, qui semble se dorer sur l'azur du ciel et de l'eau.

Mais, pour Lavigerie, le passé était un symbole, et un gage de résurrection.

Ces ruines évoquaient la colonie phénicienne qui domina toute la Méditerranée occidentale et faillit assurer aux Sémites l'hégémonie sur le monde. Rome l'emporta. La ville fut rasée, et la nouvelle Carthage, rebâtie sur le type des camps de légionnaires, rivalisa en splendeur avec Rome, Byzance, Antioche et Alexandrie. Les temples de la Grèce furent dépouillés par ordre des empereurs; la flotte ravitaillait en bronzes et en marbres les sanctuaires et les palais de la nouvelle capitale. L'ancien port — deux étangs circulaires, minuscules à nos yeux adaptés à d'autres mesures — furent agrandis; et c'est par là que pénétra le christianisme en Afrique.

Carthage fut la terre des Martyrs avant de devenir la capitale chrétienne de l'Afrique. Son amphithéâtre et ses cimetières rendent témoignage aux confesseurs du Christ. Ses splendides basiliques, orgueil de l'Afrique chrétienne, étaient dignes du rayonnement de la métropole. Aujourd'hui encore, dans la cathédrale reconstruite se lit cette inscription tirée de la bulle *Materna Caritas*, de

Léon XIII : *Ab ipsis Ecclesiae primordiis praestitisse Carthaginem nemo dubitat.*

Secouée par les remous des invasions barbares, la ville fut submergée définitivement sous la vague de l'Islam. Elle servit encore une fois de carrière aux constructeurs de Tunis. Et c'est cette morne et séculaire solitude que l'audace de Lavigerie entreprit d'arracher à son sommeil, pour en faire la capitale de l'Afrique régénérée.

Pareilles tâches ne sont pas à la mesure des petits calculs humains.

Pour Lavigerie, les hommes et les années ne comptaient pas; il opérât sur les générations et les siècles. Son œuvre date d'il y a soixante ans à peine; à en voir les prodigieux résultats, qui pourraient prédire ce qu'elle sera à la fin de ce millénaire?

Resurgat gloriosa aliquando! Ces paroles de saint Léon IX, reprises par son successeur Léon XIII, sont à elles seules tout un programme. Le Père Delattre en a réalisé le premier point : il a exhumé l'ancienne Carthage.

Il l'a littéralement défrichée; disposant de moyens de fortune, aidé de quelques indigènes munis de pioches et de couffins, il a remué des tonnes de terre, exploré des nécropoles d'hypogées puniques et de tombeaux romains, mis à jour l'amphithéâtre, identifié une vingtaine de basiliques chrétiennes dont plusieurs ont été entièrement déblayées.

Le butin recueilli est disposé dans les deux grandes salles du Musée Lavigerie qui forme, aujourd'hui, une collection incomparable. Statuettes, sarcophages, ossuaires, bijoux, objets de toilette et de ménage, monnaies, stèles funéraires et votives, nous renseignent sur la religion et la culture puniques, bien mieux que tout ce que nous en disent les classiques latins. Les inscriptions dédiées à « la Dame Tanit », déesse tutélaire de la cité, et à Baal Hammon, l'un des vieux Baals phéniciens qui avait partagé la fortune de la colonie naissante, font revivre les pratiques religieuses de ces Sémites qui avaient gardé jalousement les traditions de leurs ancêtres.

L'époque romaine y est représentée par des fûts de colonnes, des chapiteaux, des statues, quelques scènes rustiques sur mosaïques, d'une merveilleuse vivacité de couleurs.

Mais c'est surtout Carthage chrétienne qui a passionné l'infatigable archéologue. Le jardin du scolasticat des Pères Blancs est littéralement pavé d'épithèques qui conservent la mémoire d'une multitude de chrétiens appartenant à tous les degrés de la hiérarchie. On y lit fréquemment la formule propre à l'Eglise de Carthage : *Fidelis in pace*.

Avec les lampes, les reliefs, la céramique variée déposés au Musée Lavigerie, elles proviennent des basiliques disséminées dans les oliveraies : Damûs el-Karita (*Domus caritatis*), aux nefs multiples, au baptistère hexagonal; le Père Delattre y a exhumé une vingtaine de mille textes épigraphiques, la plupart des débris que sa patience éclairée a ajustés et reconstitués. Plus loin, la *Basilica Majorum*, où il fit la découverte la plus précieuse de toute sa carrière : il y trouva, brisée en trente-cinq morceaux, l'épithèque qui recouvrait la tombe des saintes Perpétue et Félicité. Dans les sous-sols de l'amphithéâtre où elles furent exposées aux bêtes, une chapelle leur est dédiée. Depuis 1881, le Père Delattre travailla avec une infatigable ardeur à dégager ce monument que sa piété rêvait de reconstituer à la mémoire de la multitude des martyrs qui y rendirent témoignage à leur foi. La Providence a en grande partie réalisé ce rêve. La structure de pierre de l'amphithéâtre, exploitée comme carrière, avait presque entièrement disparu. La munificence d'un Américain a permis de la remplacer par des blocs de béton.

Lorsque, en 1930, des milliers d'enfants vêtus de blanc et portant des palmes, s'avancèrent dans l'amphithéâtre au milieu d'une

foule frémissante, escortant le légat du Pape, les cardinaux, les évêques venus de tous les continents pour célébrer l'apothéose eucharistique sur ce sol africain arrosé du sang des martyrs; lorsque dans les ruines de la splendide basilique de Saint-Cyprien, vaisseau de mosaïque et de marbres, en éperon sur un promontoire, l'abside orientée vers le golfe d'azur, le légat célébra la messe pontificale de clôture du Congrès, le vieux missionnaire, à son rang d'humble religieux, a dû chanter son *Nunc dimittis*.

Il était parvenu à l'extrême vieillesse, comblé d'honneurs, jouissant d'un prestige indiscuté dans le monde savant. La liste de ses publications exigeait un volume; l'Académie des Inscriptions l'avait élu correspondant dès 1890. Devançant les directives de Pie XI, il avait souci de faire, dans l'activité du missionnaire, la part aux choses de l'esprit, et sa Congrégation lui doit en grande partie la faveur dont elle jouit dans les milieux intellectuels.

Deux années durant, il poursuivit encore ses travaux et son ministère. Car il était resté prêtre et missionnaire avant tout. Il exerçait depuis de longues années les fonctions de curé de Carthage. Mais son action s'étendait bien au delà de sa modeste paroisse. De toutes parts, on recourait à son expérience dans les situations délicates. On venait à lui pour obtenir un conseil, un réconfort, une aide à une misère physique ou morale. Les indigènes le vénéraient à l'égal d'un saint. D'une gaieté juvénile, d'une courtoisie et d'une finesse qui révélaient un cœur généreux et un esprit toujours en éveil, il inspirait une confiance qu'il n'a jamais démentie. Sa plus belle découverte, la basilique de Damûs el-Karita, lui fut signalée par de petits bergers, un jour où il passait dans ces parages pour aller visiter un malade.

Sa piété était celle d'un enfant. Il a restauré avec un amour vraiment filial l'antique dévotion africaine à Marie, attestée par de nombreuses inscriptions qui ornent aujourd'hui la chapelle de la Sainte Vierge dans la primatiale. La statue de marbre érigée sur l'autel porte la vieille invocation en dialecte local : *Sancta Maria, aiuba nos*.

La Mère de Dieu et tous ses chers Martyrs de Carthage l'auront accueilli et lui auront fait escorte jusqu'en la sainte cité de Jérusalem. Son corps repose dans la terre africaine qu'il a tant aimée. Nous osons espérer que sa tombe aura été creusée dans un humble coin de la crypte de l'amphithéâtre, où il a fait revivre la mémoire de ceux qui y ont répandu leur sang, semence des nouvelles générations chrétiennes de l'Afrique.

GONZAGUE RYCKMANS,
Professeur à l'Université de Louvain.

La reprise de la persécution mexicaine

On se rappelle les événements qui mirent fin, en 1929, à la résistance soutenue par les catholiques mexicains pendant trois ans contre les lois de persécution. Avec l'agrément du Saint-Siège, deux prélatés s'étaient entremis auprès du président Portes Gil afin d'obtenir une solution du conflit qui permit à l'évêque d'ordonner la reprise du culte dans les églises. Ce sont, en effet, les autorités religieuses elles-mêmes qui, en 1926, avaient de commun accord interdit aux prêtres la célébration des saints offices dans les conditions outrageantes pour la dignité de l'Eglise que venaient de prescrire les lois Calles.

Les négociations aboutirent et, le 21 juin, simultanément, le président et les évêques qui avaient « causé » avec lui firent des déclarations concordantes. M. Portes Gil affirmait, en sub-

stance, que les lois sur l'exercice du culte ne devaient pas être appliquées en méconnaissance de l'identité de l'Eglise, que les prêtres qu'il s'agissait d'« enregistrer » ne le seraient que dûment désignés par la hiérarchie catholique; il disait encore que l'enseignement religieux, interdit dans toutes les écoles, demeurerait autorisé dans les églises et enfin que les catholiques jouissaient du droit de pétition aux Chambres pour la révision des lois. De leur côté, Mgrs Ruiz y Flores et Diaz déclarèrent que, en présence des dispositions conciliantes ainsi manifestées en haut lieu, les catholiques avaient pour devoir de cesser la résistance active. Ceux-ci le firent avec un grand esprit de soumission. Les insurgés « cristeros » étaient alors environ 20.000; ils rendirent les armes. Les organisations de défense pacifique suspendirent leur propagande. Et les églises furent solennellement rouvertes, au milieu de l'enthousiasme populaire.

Quelle était, en somme, la situation nouvelle? Les lois subsistaient intactes, et les solennelles condamnations proclamées à maintes reprises tant par le Souverain Pontife que par les évêques contre leur esprit et contre leur lettre gardaient pleine force. Il n'y avait de modifié que les dispositions morales du gouvernement touchant l'application des lois. Etaient-elles même profondément changées, ces intentions? On pouvait en douter : à aucun moment, en effet, le président Portes Gil n'a promis que le moindre article du code de persécution serait suspendu. Tout au contraire, après avoir parlé aux évêques, le président s'adressait aux franc-maçons, le 27 juillet, dans un banquet resté mémorable au restaurant *El Reliro*, et c'était dans les termes que voici : « Aussi longtemps que je resterai au pouvoir, je proteste que je veillerai soigneusement à ce que les lois du Mexique, les lois constitutionnelles qui garantissent pleinement la conscience libre, mais qui soumettent les ministres des Cultes à un régime déterminé, je proteste, dis-je, que tant que je serai au gouvernement, cette législation sera strictement appliquée. »

Par ailleurs, le président avait pris soin de ne conclure avec les évêques aucun accord de nature juridique. Aucun acte n'a été publié qui fut signé en commun par les négociateurs catholiques et par l'autorité civile. M. Portes Gil s'est borné à faire à la presse une déclaration unilatérale, de caractère purement personnel, qui ne devait pas être l'objet d'une ratification des Chambres et qui, au surplus, n'engageait pas nécessairement ses successeurs.

Cette promesse n'en revêtait pas moins une importante signification de fait. Derrière la personne de Portes Gil, président intérimaire et éphémère, il y avait celle de Calles, le président à peine sorti de charge, qui restait le maître de la situation. Il y avait aussi les influences américaines, qui, sous tous les gouvernements, font au Mexique la pluie et le beau temps. Un revirement de pensée dans ces milieux-là pouvait annoncer, en effet, un changement de cours au sein de la politique générale, et il convenait, pensait-on, d'en accueillir l'augure.

C'est ainsi qu'une interprétation optimiste du *modus vivendi* prévalut de la part des autorités ecclésiastiques. Mgr Ruiz y Flores, archevêque de Morelia, se vit confirmé dans sa charge de délégué apostolique, à laquelle ne correspondait d'ailleurs aucune espèce de reconnaissance diplomatique, et Mgr P. Diaz fut nommé archevêque de Mexico.

* * *

Les choses en restèrent là jusqu'en 1931. Sans doute, depuis les « accords », bien des incidents surgirent. Bon nombre de « cristeros » qui avaient réintégré paisiblement leurs foyers furent assassinés en violation de l'amnistie proclamée, des prêtres furent molestés, la propagande antireligieuse s'exerça systématiquement dans les écoles et des institutions officielles elles-mêmes n'hésèrent pas à vilipender l'Eglise, comme le ministère de la Guerre, par exemple, en éditant une feuille basement calomniatrice qui s'appelait *La Patria*. Ces écarts, cependant, ne furent pas attribués par les autorités religieuses à un dessein systématique du gouvernement et l'on attendit du nouveau président, Ortiz Rubio, élu celui-ci pour six ans, le renforcement de la paix.

Les évêques, entretemps, donnaient une trempe nouvelle à l'action catholique et l'engageaient dans une vaste campagne d'enseignement religieux. C'était une tâche fondamentale, assurément, et surtout en présence de la déchristianisation totale des écoles. Les associations de jeunesse et d'adultes furent réorganisées en ce sens; l'énergie qui s'était longtemps dépensée dans la

résistance s'employa à répandre la doctrine et à nourrir les âmes. C'est au cours de l'été dernier qu'apparurent de nouveau, dans les milieux officiels, certains symptômes inquiétants. Le gouverneur de l'Etat de Veracruz, Adalberto Tejeda, qui avait été ministre de Calles au plus fort de la persécution, manifesta son intention de réglementer dans son ressort le nombre des prêtres.

Dans l'état actuel des lois, le pouvoir civil a, en effet, la faculté de s'occuper de cette matière. L'article 130 de la Constitution de 1917 attribue aux législatures des divers Etats composant la confédération mexicaine le droit de fixer le nombre des ministres des Cultes qui seront autorisés à exercer leurs fonctions. Seulement, la plupart des Etats avaient négligé l'usage de cette faculté ou même, depuis les accords de 1929, l'exécutif ne s'y était plus soucie de faire appliquer une réglementation portant la date et l'empreinte des années sanglantes.

Or, depuis que le gouverneur Tejeda a fait sonner le réveil de l'anticléricalisme, la situation générale s'est retournée. On en jugera par les faits que voici.

Dans l'Etat de Veracruz, par une loi du 18 juin 1931, le nombre des prêtres se trouve limité à un par cent mille habitants. C'est-à-dire, ainsi que s'exprime Mgr Guizar y Valencia, évêque de Veracruz, que « si cette loi vient à être appliquée, en défalquant les trois évêques auxquels ces âmes sont confiées, il resterait huit prêtres pour administrer les sacrements; si l'on en laisse deux pour le diocèse de Papantla et deux pour celui de Tehuantepec, il en resterait quatre seulement pour desservir notre diocèse, qui compte huit cent cinquante mille habitants ». Un peu plus tard, l'Etat de Chiapas emboîta le pas à celui de Veracruz. Le 31 août, le gouverneur de cet Etat avisait Mgr Anaya qu'à partir du 1^{er} septembre entrerait en vigueur la loi qui fixe le nombre des prêtres catholiques à un par quarante mille habitants; il lui ordonnait en même temps de désigner ceux qui resteraient en fonctions. A son tour, l'Etat de Yucatan s'empressait de suivre cet exemple et la législature locale votait précipitamment, le 8 septembre, une loi réduisant à neuf, pour trois cent soixante mille habitants, le nombre des prêtres autorisés. Cette loi ajoute une interdiction spéciale aux enfants de moins de treize ans d'entrer dans les églises. Pareille mesure rappelle, par son sectarisme draconien, celle qui est demeurée en vigueur depuis le début de la persécution dans l'Etat de Tabasco et qui empêche tout exercice légal du culte catholique : cette loi oblige les prêtres à se marier!

L'épidémie de réglementation n'a fait que s'étendre. Au début d'octobre, la presse libérale de l'Etat de Tamaulipas annonçait que la loi de 1926 qui fixe à douze le nombre des prêtres serait incessamment appliquée, par ordre du gouverneur. Pour tout le district pétrolier de Tampico et pour les districts voisins de Altamira et Ciudad Madero, dans le même Etat, deux prêtres seulement étaient autorisés, et le gouverneur les nommait lui-même sur-le-champ : l'un d'eux se trouvait aux Etats-Unis. Tout autre prêtre qui se hasarderait à célébrer les saints offices serait puni d'une amende de 1,500 pesos ou de quinze jours d'emprisonnement.

Dans l'Etat de Querétaro fut également remise en vigueur une loi de 1928, plus « tolérante », celle-là, qui se borne à réduire les prêtres à un par huit mille habitants. Mais en attendant de désigner lui-même les ministres « compétents », le gouverneur Orsonio jugea bon de suspendre le culte. Ceci date de la mi-novembre.

* * *

Une dernière intervention vient de couronner cette vaste campagne en lui conférant une signification exceptionnelle. C'est la loi votée le 23 décembre 1931 par le Parlement fédéral pour le territoire placé sous sa juridiction immédiate : le District fédéral, qui est constitué principalement par la ville même de Mexico. Cette mesure fixe à cinquante mille la proportion d'habitants par prêtre autorisé. Il y avait quatre cent vingt-trois prêtres enregistrés dans le District fédéral. Il en restera vingt-quatre. Le nombre des églises est également limité à vingt-quatre; en conséquence, cent quatre-vingt-quatre édifices du culte devront être fermés.

Pareille décision, prise à Mexico pour Mexico, implique à l'évidence la responsabilité des hommes qui tiennent actuellement entre leurs mains la politique générale du pays. Ces hommes, quels sont-ils? Officiellement, c'est le président Ortiz Rubio. Ce personnage assez incolore, que l'on a été chercher à l'étranger pour en

faire le successeur de Portes Gil, a su donner des gages aux éléments anticléricals. Il a tenu la main à l'application des lois antireligieuses même dans leurs côtés accessoirs. C'est ainsi que, selon ses propres termes, « il a cru bon d'interdire de façon absolue l'entrée du Mexique aux prêtres étrangers, même comme directeurs ou comme membres de groupes excursionnistes ». Il a poursuivi avec fermeté la politique de nationalisation des biens du clergé et « maintenu invariablement pour ligne de conduite de ne pas restituer les immeubles déjà occupés par des services publics ».

Mais il apparaît de plus en plus nettement que le véritable maître de l'heure, c'est encore et toujours Calles. Le Bloc révolutionnaire, qui forme la grosse majorité des députés, est sa créature; on voyait ce parti, tout récemment, s'en remettre purement et simplement à Calles du soin d'opérer dans sa direction les renouvellements de personnel qu'il jugerait nécessaires. Il est difficile qu'une initiative comme la dernière loi des cultes ait pu passer au Congrès sans l'assentiment de Calles, et bien des indices font croire qu'il en fut en réalité l'inspirateur. Depuis quelque temps, les éléments callistes mènent une politique militante et exclusive, qui s'en prend aux hommes-liges du président Ortiz Rubio (plusieurs gouverneurs de province ont dû se retirer par suite de leurs manœuvres) et qui ébranle fortement la position personnelle du chef de l'Etat. On assure que celui-ci songerait même à céder la place.

Quoi qu'il en soit, la reprise de la persécution religieuse se dessine d'une façon toujours plus générale et plus ouvertement officielle.

* * *

Dans ces tragiques conjonctures, que font les catholiques?

Les évêques ont retrouvé, pour stigmatiser les infamies légales, leurs accents des grands jours de 1926. Parlant de la loi Tejeda, l'évêque de Veracruz, Mgr Guizar y Valencia, a déclaré : « Jamais je ne me soumettrai à cette loi; j'ordonne de même à mes prêtres de ne pas s'assujettir à une disposition anticonstitutionnelle et tyrannique qui tend à réduire le peuple catholique au rang d'un corps d'esclaves. » Dans une lettre au président de la République, le même prélat parle en ces termes poignants : « Je sais fort bien qu'à la lecture de cette lettre écrite avec toute la franchise et la clarté nécessaires, on réitérera une fois de plus la sentence de mort qui pèse sur moi, cette sentence décriée par les gouvernants dont je viens de parler et qui fut sur le point d'être exécutée par les policiers secrets envoyés de Jalapa à cette seule fin; mais il me semble juste que l'évêque de Veracruz sacrifie sa vie pour sauver ses enfants de la mort éternelle et suive le magnifique exemple de Notre-Seigneur Jésus-Christ. » (8 septembre). L'énergie de cette attitude se résume en l'apostrophe fièrement lancée par l'évêque à la face du tyran Tejeda : « Jamais je ne céderai, dussé-je sacrifier ma vie une et mille fois. »

Mgr Diaz, qui fut l'un des négociateurs du *modus vivendi* de 1929, s'était efforcé depuis lors avec un soin extrême de susciter, du côté catholique, l'atmosphère de conciliation nécessaire pour que cet accord portât ses fruits, sans que les catholiques livrassent à leurs ennemis des armes contre eux-mêmes. Mais cette fois, l'agression est trop forte et le pasteur outragé reprend à son tour le ton de l'anathème. Dans une lettre au président Ortiz Rubio, écrite le jour même du vote de la loi, l'archevêque de Mexico représente que cette mesure viole la Constitution, à la fois en son article 24 qui établit pour tous les Mexicains la liberté de professer la religion de leur choix dans les églises et les foyers, et en l'article 130 lui-même, qui n'autorise la fixation du nombre des prêtres que « conformément aux nécessités locales ». Mgr Diaz rappelle la promesse du président Portes Gil de veiller à ce que les lois soient appliquées sans esprit sectaire; à ceux qui se prétendent les représentants du peuple, l'évêque signale que « durant la première quinzaine du même mois, le Mexique et le monde entier ont été les témoins de ce qui, mieux qu'un plébiscite, démontre catégoriquement quelle est la pensée de toute la nation et quelle est la volonté du peuple ». C'est une allusion aux fêtes grandioses du IV^e centenaire de Notre-Dame de Guadeloupe, qui attirèrent le 12 décembre près de Mexico des centaines de milliers de pèlerins venus du Mexique entier et de toute l'Amérique centrale. Mgr Diaz ajoute que « le peuple entier, avec ses pasteurs et ses prêtres à sa tête, regarde cette loi comme un attentat inouï de la force publi-

que contre la Religion, une ingérence de ce pouvoir dans les choses de la conscience et l'intolérable intrusion d'une faction politique dans une affaire extrêmement épineuse ». A ses prêtres, l'archevêque ordonne de rester à leur poste et il enseigne à tous que « la loi qu'il s'agit d'imposer ne mérite pas, en vérité, le nom de loi ».

Celui qui fut le chef des négociateurs de 1929, Mgr Ruiz y Flores, ne tient pas un langage différent. Il avait espéré présenter aux Chambres, en septembre dernier, une pétition pour la réforme de la Constitution. La recrudescence de mauvais vouloir témoignée par diverses autorités officielles, « l'hostilité manifeste de certains éléments maçonniques et sectaires qui ont agi sur les Chambres fédérales à l'occasion des faits lamentables de Veracruz » l'ont fait renoncer à ce dessein. « Comment serait-il possible, ajoute le Délégué apostolique, de demander au peuple catholique du Mexique d'estimer ses gouvernants, de respecter les lois, de coopérer sincèrement avec les autorités lorsqu'il ne trouve dans les lois, chez les législateurs, auprès des autorités subalternes qu'hostilité et persécution? »

Dès ce moment, à la date du 12 septembre, le Délégué apostolique recommandait aux catholiques, avec la plus grande instance, d'user de leurs droits civiques. Il faut se préoccuper, dit-il, « de la défense légale et pacifique que les catholiques sont obligés d'entreprendre et de soutenir contre la campagne antireligieuse des sectes et même contre l'arbitraire de certaines autorités locales ». Les pères de famille, notamment, doivent user des recours légaux pour empêcher les attaques contre la religion de se reproduire à l'école.

« Les groupements de défense de la liberté, dit expressément Mgr Ruiz y Flores, jouissent de l'approbation et de la bénédiction de l'épiscopat, puisqu'ils concrétisent leur action dans l'instruction, l'éducation et l'activité civique du peuple. Nous n'hésitons donc pas à recommander à tous les catholiques de contribuer efficacement, de la manière qui leur sera possible, à la propagande de l'éducation civique, qui se trouve à charge de ces groupements. Dans les autres espèces d'activités exercées par n'importe quels éléments, ni l'épiscopat, ni le clergé ne peuvent et ne doivent s'immiscer. »

Ces avis concernent la *Ligue de Défense de la Liberté*, qui n'a pas interrompu son action depuis la persécution et dont les chefs continuent avec une admirable ténacité à stimuler la vigilance des catholiques sur le terrain civique. Ces lutteurs étaient secondés depuis un an par un hebdomadaire, *La Palabra*, que dirigeait un ancien collaborateur de la *Revue catholique des idées et des faits*, M. Andres Barquin y Ruiz. Cet organe de ralliement a été supprimé par la police, à la suite de la loi de Noël.

La défense catholique, on en peut être assuré, ne fera que grandir en proportion de l'offense infligée à la foi et de l'énergie que mettront les évêques à affirmer les droits de l'Eglise. Ce n'est pas l'heure de reprendre les armes. Mgr Ruiz y Flores proteste d'avance contre ce procédé et déclare le réprouver dans les circonstances actuelles. Il n'aurait d'ailleurs guère de chances de succès. Mais, pour le reste, l'exhortation du Délégué apostolique est toute frémissante d'impatience. Il faut agir, dit-il. « Il faut nous convaincre que, tant que le peuple ne s'occupera pas de ces affaires et ne connaîtra ni ses droits ni la manière de les garantir par les voies pacifiques et légales, nous serons à la merci de factions sectaires qui voudront s'imposer sans aucun titre et au mépris de nos droits. »

Voilà en quels termes s'ouvre la persécution nouvelle et comment s'annonce la résistance. Rome aussi s'est émue. Le Saint-Père, qui naguère salua le *modus vivendi* comme « une lueur d'espérance », manifesta déjà son désappointement dans l'allocution de Noël 1930, en comparant, pour l'âpreté de la situation religieuse, le Mexique à la Russie. Il vient de protester en termes plus vigoureux encore et d'attirer, comme aux jours de l'encyclique *Iniquis afflictisque*, l'attention du monde catholique sur une situation intolérable.

Que nous réservent les jours prochains? Dans leur obstination, les persécuteurs feront-ils de nouveaux martyrs? Déjà la police fouille les maisons, recherche les prêtres et ferme les églises. L'histoire du Mexique est une tragédie sans fin (1).

GIOVANNI HOYOIS.

(1) Nous n'insistons pas ici sur des vexations de moindre importance qui, prises en leur ensemble, dénotent cependant quelle est l'atmosphère du jour. Ainsi, dans leur accès de rage, les Chambres fédérales ont décidé de changer

Pourquoi il faut être optimiste

Depuis des mois que dure la crise de la librairie combien d'auteurs avons-nous vu déplorer l'injustice du temps, sa désaffection progressive pour les ouvrages de l'esprit, combien de libraires nous ont affirmé, la mort dans l'âme, la fin du roman, celle de l'essai, celle de tout livre littéraire... A ces doléances, dont certaines semblaient s'appuyer sur des expériences éprouvées, nous avons toujours répondu par un sourire quelque peu sceptique. « Rien n'est perdu, assurions-nous, ce n'est pas demain qu'on réussira à étouffer le besoin de vivre deux vies, de nourrir l'esprit de pensées, la sensibilité d'images, que seule la lecture satisfait. » Et nous chantions, sous les regards scandalisés de la troupe des docteurs Tant-pis, les louanges d'une crise bienfaisante, mieux expliquée par des raisons psychologiques et spirituelles que par des contraintes économiques. Le moment est venu peut-être de faire le point, et de marquer les résultats déjà obtenus par une révision des valeurs menées par le public lui-même. On verra que la situation des lettres, que leur avenir sont loin d'être aussi noirs que certains, de très bonne foi, avaient pu le penser d'abord.

* * *

En premier lieu, il faut dégager les raisons générales et permanentes qui forcent le public à ne pas abandonner la lecture.

Imaginez une famille, le soir, groupée au salon aussitôt le dîner fini. Il y a là le père, exténué par les durs soucis de la journée, les discussions et les bilans, les démarches et les accords; la mère, qui sent la gêne familiale, qui a redoublé de besogne; une grande jeune fille, pleine du désir de rêver et voyager, un garçon de quinze à seize ans, qui est en seconde au lycée et commence à lire les poètes. Que feront-ils par ces temps de crise?... Ils aiment, d'un amour qu'on connaît encore dans des milliers de familles, le beau loisir où l'esprit peut prendre son vol et se nourrir d'une substance choisie. Ils ont une vraie curiosité, un goût inné d'être au courant, de vivre la vie de leur temps. Ils sont simples, sans désirs de luxe, mais chérissent au fond d'eux-mêmes cette petite pointe de vanité qui distingue un homme du monde d'un abruti ou d'un inculte. D'autre part, ils ont peu d'argent à dépenser pour leurs plaisirs. Les valeurs, en bourse, ont baissé, le portefeuille s'est aplati et les affaires restent difficiles! Encore une fois que feront-ils?

Aller au théâtre... Evidemment, ils pourraient y voir la *Judith* de M. Giraudoux, d'une subtilité si charmante, d'une si noble perspicacité; ils pourraient rire à la *Fanny* de M. Pagnol, applaudir la troupe des *Quinze*, siffler *Maya* chez M. Baty et y apprendre ce que peut être une pièce stupide et insignifiante. Mais le théâtre, c'est quatre fois vingt francs qu'il faut sortir d'une bourse serrée. Dix francs de taxi pour partir, vingt francs (avec le tarif de nuit!) pour regagner son domicile; ajoutez à cela le vestiaire, les ouvreuses et le programme, vous ne serez pas loin de cent trente francs évanouis en une seule soirée. Dans combien de familles actuelles peut-on faire de telles dépenses, dont il ne subsiste qu'un souvenir? Reste le cinéma de quartier. Tout le monde n'aime pas le cinéma (surtout depuis qu'il est « beuglant »!) et nos gens : oit gens distingués qui fuient certaines promiscuités. Et puis les films venus d'Amérique sont trop souvent insipides et sots. De les avoir vus, n'apporte rien qu'un peu de dégoût sur les lèvres, et parfois un remords au cœur.

Comment passera-t-on la soirée? Ni théâtre, ni cinéma... Va-t-on s'ennuyer mollement ou renoncer aux prérogatives d'une société qui respecte un certain nombre de traditions? Non, on lira. Un livre charmera une soirée. Celui du père passera au fils le lendemain, et le jour suivant à la fille, arrivant enfin à la mère — toujours dernière pour faire plaisir! Le même volume acheté quinze francs, servira ainsi quatre soirs et pourra être placé ensuite

le nom de Villa de Guadalupe, la bourgade où l'on vénère la Vierge célèbre, en Gustavo Madero, nom d'un président de la République qui y fut exécuté en 1913. Dans d'autres Etats, les localités portant des noms de saints ont été également débaptisées.

sur un rayon de bibliothèque où s'il est fait de main d'écrivain on le retrouvera plus tard pour le lire plus profondément, rêver sur lui, s'en enchanter... Et quand on verra Mme X... dans le salon de M. Y... on montrera qu'on sait vivre encore et faire bon visage sous le malheur en parlant de la nouveauté « si extraordinaire, vous savez... ».

Voilà pourquoi le livre ne meurt pas. Il y a bien dans une ville de cent mille âmes cinq cents familles où l'on achète deux livres par semaine. Cela fait un millier de volumes. Le seul secret consiste à plaire. Or que cherche-t-on par ces temps de crise. Une courte enquête menée auprès de quelques libraires parisiens après la fièvre des journées d'étranges vous renseignera peut-être utilement.

* * *

Visitez d'abord, voulez-vous, le grand libraire de *Montparnasse*... Une longue boutique, des vitrines spacieuses, la nuit, un éclairage qui tire l'œil et contraint presque le passant distrait à entrer. Située non loin de *La Coupole*, cette librairie a vu affluer, aux beaux temps de l'avant-garde et du surréalisme florissant, de petits jeunes gens pommadés et calamistrés qui constituaient l'escorte de M. Cocteau ou l'équipe de M. Breton.

Finis les jours de prospérité! J'ouvre la porte. Sur la table des « nouveautés », une vieille dame examine les livres. Elle semble vivement s'intéresser aux œuvres de M. Paul Reboux *Savoir vivre et savoir s'habiller*, *Cent Leçons de cuisine nouvelle*, *L'Art d'accueillir les bananes*, *Recettes de publicité*... (Voyez-vous où en est réduite la maison des « fauves » d'hier?). La table chargée de livres d'art est solitaire, presque poussiéreuse. On y trouverait des ouvrages sur *Picasso*, des reproductions de *Chagall*, des planches de dessins de *Cocteau*. On ne les feuillette même plus. Les Américains sont partis après le krach de Wall Street, les Anglais après celui de la Livre, les Allemands surveillant Hitler... tous les clients ont disparu. Ici ou là, un Levantin à la face verte erre encore dans le quartier, mais sa bourse est creuse comme ses yeux! *La Révolution surréaliste* s'ennuie dans un coin, invendue. Un portrait de Blaise Cendrars bâille entre deux piles de « retours ». Un silence inquiétant, étrange, qui sent l'Edgar Poe et le Balzac, plane sur la maison assoupie. La vieille dame n'ose plus bouger.

J'interroge le maître de céans, un jeune homme blond, timide et calme, qui fut naguère le secrétaire de M. Raymond Gallimard (... de la *Nouvelle Revue Française*) et se trouve être de mes amis :

— Eh bien! mon cher, et les affaires...

— On ne vend rien, c'est à désespérer de tout. Une nouveauté de temps en temps, mais le stock ne s'écoule pas.

— Le stock, peut-on voir, s'il vous plaît?

Le jeune homme m'entraîne dans un sous-sol, spacieux, large et bien ordonné.

— Voyez vous-même, me dit-il d'une voix lassée.

J'examine, attentivement, les piles rangées et sans poussière. Peu de livres courants, de ces pauvres livres à douze francs dont on a tant mérité depuis dix ans (les gens qui préfèrent les « tirages restreints » quand ils s'écoulaient facilement, ayant brusquement changé d'avis et inondé le marché de vieux titres recouverts à six francs!), peu de ces hun bles livres quelconques et qui constituent néanmoins le fonds de toute bibliothèque et la nourriture nécessaire à une vie intellectuelle. Des piles entières de demi-luxe : la collection *Une Œuvre*, un *Portrait* de la « Nouvelle Revue Française ».

— On n'en vend plus un seul exemplaire, me dit le libraire d'un ton chagrin.

Voici sous de belles couvertures bleues et repliées la collection du *Sans-Pareil*. Stock inutile! Acheté trente francs et qu'on ne solderait pas quarante sous!

Des grands papiers de M. Gide, des œuvres rares de M. Cocteau, des éditions originales de M. Delteil et des volumes illustrés des œuvres du marquis de Sade.

— Pauvre vieux, dis-je à mon ami tout interdit d'une moue de dédain que j'esquissais, tout cela ne vaut pas grand-chose. Vous avez acheté bien imprudemment des sonnettes ou des superfluités coûteuses parce qu'elles étaient à la mode. La mode passée, voici qu'elles vous restent sur les bras! Comment un stock de librairie qui ne contient pas un Colette, pas *La Brière*, de Chateaubriant, peu de Mauriac, de Bernanos, d'André Maurois, pas de livres d'histoire!! Mais à quoi pensait votre honorable prédécesseur? Se figurait-il par hasard qu'on vendrait le *Grand Ecart* dix ans après

sa parution et qu'*Opium* vaudrait plus de dix francs quelques mois après son lancement. On est naïf à Montparnasse!

Et ce disant, je fouillais toujours le sous-sol pour y faire des découvertes et pouvoir consoler un peu mon malheureux ami atterré.

— Pas de *Maria Chappeleine*? Pas de *Tristan et Iseult* dans l'adaptation de Bédier? Et les œuvres complètes de Barrès? et Balzac? et Dostoïevsky? et Dickens?... A chaque question un silence pénible répondait.

Je voulais briser la glace et passer à d'autres propos.

— Qu'avez-vous vendu cette année?

— *La Grande Peur*, de Georges Bernanos; *Claire*, de Chardonnet; *Les Cahiers*, de Barrès; *La Princesse blanche*, de Maurice Baring; *Les Evocations*, de Massis; *Sarn*, de Mary Webb, et *Les Essais critiques d'Arland*.

— Mais de quoi donc vous plaignez-vous, ce sont les meilleurs titres de l'année.

— Se vendent aussi les ouvrages d'histoire et les volumes où le public apprend quelque chose. Ainsi le dernier livre de Baumann *Marie-Antoinette et Fersen* part avec une remarquable célérité.

— Heureuses dispositions, répondez-je, mais non prévue... Refaites un stock dans ce sens-là et soldez le reste à vil prix.

Mon ami eut un sourire triste vers les rayons de demi-luxe et les poèmes d'avant-garde... et nous nous quittâmes là dessus.

* * *

J'ai visité d'autres librairies, l'une, rue Vaneau, petite et noire, vue de l'extérieur, propre et bien tenue à l'intérieur. Elle semble inviter le lecteur par je ne sais quel air de mystère, par une allure secrète et vivante qui doit plaire aux vrais initiés. Elle est à l'enseigne du *Dauphin*. C'est une jeune fille qui m'y répond d'une voix sage et bien posée, comme quelqu'un qui sait son métier et dont l'expérience est précieuse.

— Très contente de cette fin d'année! Il faut vous dire que le quartier est sérieux et d'une suffisante aisance. Je n'ai pas vendu un livre de luxe, mais le quinze francs a très bien marché! Tenez cette collection complète de *La Grande Légende de la Mer*, on en vend au moins quarante exemplaires de chaque titre. Les gens aiment ça! Ça les instruit et ça les distrait. Ils aiment aussi les livres d'histoire (et sur ce point tous les témoignages concordent) le *Lamennais* de Robert Valléry-Radot est à son quatorzième réassortiment et trente trois clients nous ont pris le *Napoléon* de Bainville.

— Et la critique, pensez-vous qu'elle fasse vendre un livre?

— Il n'y a plus que cela qui compte. La publicité voit son pouvoir de jour en jour en décroissance, alors qu'un article de *Candida*, de *l'Œuvre* ou de *l'Action française* influe plusieurs jours sur la vente.

Aux Gobelins, autre son de cloche, quartier populaire, ouvrier, petite librairie qui pour faire un chiffre suffisant, écoule des journaux, des cahiers et des cartes postales! La tenancière est une matrone, puissante et hilare, qu'on s'attendrait bien davantage à rencontrer chez une repasseuse que dans une bibliothèque. Cinq minutes de conversation suffisent cependant à convaincre que le bon sens ne lui manque pas.

— Ce que je vends... des policiers aux mininettes et aux vieux messieurs. Pour le reste, un peu de Maurois, un peu de Mauriac le prix *Goncourt* et le *Fœmina* (un très gros succès, cette année).

— Et les auteurs à gros tirages. Les Pierre Frondaie, les Dekobra, les André Dahl?

— De moins en moins, répond la bonne femme, tenez *Iris perdue et retrouvée*, le dernier livre de Pierre Frondaie, j'en ai reçu douze d'Emile Paul; je n'en ai pas vendu un seul.

Encore un indice rassurant...

* * *

Donc, dans l'ensemble, nul ne se plaint d'une sérieuse mévente (sauf les librairies d'avant-garde qui doivent changer leur politique et leurs achats!).

— C'est le seul commerce qui, au jour de l'An, ait maintenu son chiffre d'affaires me disait, voici quelques jours, un commis-libraire de chez *Flammarion*, sous les galeries de l'Odéon. La crise a le résultat prévu, le résultat normal, bienfaisant. Moins de livres

paraissent, les médiocres ne se vendent plus, les bons trouvent toujours des lecteurs. Et ce que le public appelle « un bon livre », c'est une œuvre humaine qui l'aide dans les mauvais jours, enrichit son esprit et son cœur, n'est pas un travail hâtivement bâclé, mais le fruit d'un labeur honnête, la conquête d'un talent certain.

Faits et raisons imposent donc un optimisme motivé, mais non point cette facilité béate qui fit le malheur des écrivains et des éditeurs pendant les quelques années dernières. L'optimisme qu'il faut professer doit être une vertu active. Pour l'auteur, il doit l'inciter à produire des œuvres mûries qui tiennent à l'homme et à l'événement. Pour le lecteur, il doit le mener à savoir de plus en plus, loin de se livrer au hasard, réfléchir, peser et choisir.

JEAN MAXENCE.

Le troisième entretien sur l'esthétique, de M. E. De Bruyne : L'ŒUVRE D'ART ET SES CARACTERES, paraîtra dans notre prochain numéro.

M. Winston Churchill et le front oriental

Les volumes consacrés par M. Winston Churchill à la « Crise mondiale » (il ne s'agit pas de la crise économique, de la « Crise » tout court, de la « Crise » par excellence, mais bien de la guerre mondiale, de ses péripéties, de ses tenants et aboutissants); les volumes, disons-nous, que ne cesse d'enfanter la plume aussi féconde que vigoureuse et talentueuse de M. Winston Churchill sont en train de devenir une histoire complète de la Grande Guerre. Le sixième vient de paraître (1), et ce n'est certes pas le moins empoussiéré de tous. Il a pour titre « Le Front oriental » (*The Eastern Front*). A un certain moment — l'auteur nous l'apprend dans les pages qui servent de préface à son nouveau livre (elles sont datées du 13 août 1931) — M. Churchill avait pensé l'intituler : *The Unknown War*. Car, nous dit-il, bien qu'il eût occupé au cours de la Grande Guerre des postes susceptibles de lui fournir les meilleurs renseignements, il a été surpris de constater à quel point « les impressions par lui reçues du conflit entre la Russie et les deux empires teutons étaient vagues et souvent imparfaites. » Aujourd'hui encore, nous dit le colonel John Buchan dans *l'Observer*, ce sont surtout ceux qui étudient l'histoire militaire qui savent quelque chose de ce front. Et pourtant, que d'événements gigantesques, tant par leur propre envergure que par leurs incalculables conséquences se déroulant de 1914 à 1917 sur les champs de bataille de l'est et du sud-est européen!... Que d'océans de sang versé! Que d'incommensurables souffrances humaines! Que de centaines de milliers d'enfers au petit pied! Que de sanglants lauriers cueillis tantôt d'un côté, tantôt de l'autre (surtout « de l'autre »)! Que d'atrocités, de cuisantes défaites!...

Le récit de ces défaites, de ces victoires, de ces immenses remous humains entrecroquant des armées innombrables, l'auteur a eu raison de l'entreprendre à peu près comme si ses lecteurs n'avaient jamais entendu parler de ces formidables événements. Cela est vrai tout au moins pour ce qui est de la majeure partie de ces trois cent cinquante-trois pages; à la fin, les faits sont pour ainsi dire télescopés, comprimés, et le récit qui d'abord coulait à pleins bords, devient un résumé précipité, succinct — trop succinct. Nous en citerons plus loin des exemples.

Je viens d'écrire « est et sud-est européen ». C'est que, à côté des théâtres russo-allemand et austro-russe, M. Churchill nous narre aussi les émouvantes péripéties de la tragédie serbe. Des victoires retentissantes d'abord (et qui passent presque inaperçues en Europe occidentale) : celle du Jadar (août 1914), celle de la Kolubara (décembre 1914), Mais moins d'un an après, c'est l'atrocité

ruée austro-allemande d'une part, c'est la Bulgarie félonne, de l'autre, poignardant dans le dos l'héroïque petit peuple qui succombe déjà. Ici, je reprocherai à l'auteur de ne rien nous dire des efforts désespérés tentés par la Serbie au moment de la mobilisation bulgare pour ouvrir les yeux aux « grands » Alliés, leur arracher l'autorisation de se jeter sur Sofia avant qu'il ne fût trop tard, y provoquant peut-être une révolution, changeant par là de façon radicale le cours des événements, sauvant la Serbie déjà saignée à blanc d'un désastre sans nom. Mais Grey et Sazonoff veillent; ils prodiguent à Pachitch les assurances les plus formelles, répondent à ses instances, à ses objurgations, à ses supplications par des *non possumus* absolus. Et après que la catastrophe s'est déclenchée, après que la Serbie a sombré provisoirement sous la meurtrière avalanche, ils restent impassibles à leurs postes, conscients d'avoir agi en gentlemen!! Delcassé, alors ministre des Affaires étrangères français, a du moins donné sa démission...

Mais revenons au beau livre de M. Churchill. L'intérêt du « Front oriental » est surtout militaire; il ne l'est pas exclusivement. Il commence par une assez longue et excellente étude sur la politique étrangère de l'Autriche-Hongrie et se termine par un chapitre moins réussi peut-être sur l'offensive Brousiloff (1) et l'abdication de Nicolas II; les multiples causes de cette abdication sont, je le trouve, résumées beaucoup trop brièvement. Tant d'encre a été répandue là-dessus que l'ancien chancelier de l'Echiquier et « Premier lord de l'Amirauté » aurait fort bien pu se dispenser d'en parler; mais puisqu'il en a parlé, il aurait dû être moins laconique. Ces causes n'ont-elles pas été, après tout, d'une importance capitale, ayant contribué à déclencher une révolution d'une envergure presque sans précédent dans l'histoire, révolution qui, par surcroît, mit à un certain moment les Alliés à deux doigts de leur perte?

Les chapitres intitulés « Le crépuscule des Habsbourg », « L'annexion de la Bosnie », « Vers l'abîme » déroulent devant nous un tableau magistral de la situation intérieure de l'Autriche-Hongrie, puis de sa politique balkanique. Le crime de Sarajevo fait l'objet du quatrième chapitre, l'ultimatum autrichien aux Serbes celui du cinquième.

Sous nos yeux défille une série de portraits brossés de main de maître. Voici François-Joseph, « vieux gentleman courtois, sagace, acariâtre, ayant perdu ses illusions, élevé dans la pourpre, harassé dès sa jeunesse par de terribles responsabilités publiques », devenu dans la phase finale de son règne « presque un automate ». « Jamais il n'employait de lift, il ne cachait pas son antipathie pour les appareils électriques, détestait le téléphone. Une fois seulement il fait une promenade en auto pour faire plaisir au roi Edouard et désapprouve l'aviation. » Mais, somme toute, il n'est pas encore prouvé, ajoute M. Churchill imperturbablement, qu'il ait eu tort d'entretenir les opinions aussi *unfashionable!* Voici François-Ferdinand. « Son mariage fut le plus grand, le plus heureux, le plus grandiose événement de sa vie. Couple profondément uni, inséparable dans la vie — et dans la mort. » « Le Tout-Puissant ne permet pas qu'on le défie impunément... Une puissance supérieure a rétabli l'ancien ordre de choses que, malheureusement je n'aurais pu maintenir. » Telles sont les paroles que le vieil Empereur adresse au comte Paar en apprenant que François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg, née comtesse Chotek, viennent de succomber sous les balles d'un assassin. Il n'avait jamais pu surmonter entièrement la répugnance que lui inspirait cette union si heureuse — mais morganatique! Et cette répugnance, il ne pouvait s'empêcher de la manifester même au moment où on lui apportait la nouvelle de l'affreuse tragédie.

Voici Conrad von Hötendorff. Quel drame que cette lutte acharnée entre le soldat clairvoyant qui sent, qui sait le rôle que l'Italie « alliée » va jouer si la guerre européenne éclate et Aehrenthal, le ministre des Affaires étrangères, qui s'obstine à rester fidèle au chiffon de papier de la Triple Alliance! Lorsque, en octobre 1911, sans l'ombre d'une provocation l'Italie se jette sur la Turquie, pour lui enlever la Tripolitaine et la Cyrénaïque, le chef du grand état-major adresse un long mémoire à l'empereur dans lequel, une fois de plus, il épanche son angoisse patriotique et insiste pour que l'Autriche-Hongrie fasse à l'Italie une guerre préventive. Il se heurte à la résistance d'Aehrenthal. C'est à François-Joseph à décider. Le Souverain n'hésite pas : il se range aux

(1) L'auteur écrit « Brusilov ». Je désespère de voir jamais prendre corps un système unique et raisonné d'orthographe des noms russes à l'aide de l'alphabet latin!

(1) Chez Thornton Butterworth, à Londres. Prix : trente shillings.

côtés de son ministre, et Conrad essuie une défaite complète. Relevé de son poste, il est nommé inspecteur général de l'armée. Le *Ballplatz* s'empresse d'informer l'Italie de la victoire remportée par Aerenthal « et toute tension immédiate entre les deux Alliés cesse ». Point n'est besoin d'être italophile pour sympathiser avec l'inquiétude patriotique et la clairvoyance du grand soldat qu'était Conrad von Hötzenborff. L'entretien décisif entre lui et François-Joseph, entretien qui précéda de quinze jours sa démission, eut lieu le 25 novembre 1911. Trois ans et demi plus tard, l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche-Hongrie...

A Aerenthal, mort en février 1912, succédait comme ministre des Affaires étrangères le comte Berchtold, ancien ambassadeur à Saint-Petersbourg, le Berchtold de l'ultimatum austro-serbe. C'était, nous dit M. Churchill, « un des plus petits hommes qui eussent jamais occupé un grand poste ». Définition aussi lapidaire que juste. Comme calibre et comme mentalité, il n'est qu'un employé intelligent du ministère des Affaires étrangères habitué à beaucoup fréquenter la haute société. Pour imposer à François-Joseph une déclaration de guerre à la Serbie, il n'hésite pas à lui affirmer que les troupes serbes ont déjà attaqué, à Temes-Kubin, un détachement austro-hongrois. Le fait est faux; aussi la déclaration de guerre arrachée, Berchtold supprime-t-il la phrase relative à l'incident de Temes-Kubin, purement et simplement, la nouvelle « n'ayant pas été confirmée »!! Mis enfin à la retraite, en janvier 1915, sur les instances du comte Tisza, Premier Ministre de Hongrie, il se retire dans ses terres. « Laissez-moi en paix », déclare-t-il naïvement en 1916, « j'en ai assez de cette guerre depuis longtemps »!! Sans commentaires...

* * *

La partie la plus absorbante du livre est cependant peut-être celle où M. Churchill nous narre les campagnes de Prusse, de Pologne et de Galicie. Les cartes qui accompagnent le récit sont très nombreuses et d'une grande simplicité; sans elles, ce récit serait de beaucoup moins intelligible. Est-il nécessaire de rappeler que dans l'Est européen la guerre portait un caractère très différent de celui qu'elle avait sur le front occidental? Ici guerre de tranchées, la guerre de manœuvres avec avances et retraites portant sur des dizaines, voire des centaines de kilomètres.

Les batailles devenues classiques de Tannenberg et des lacs Masures en Prusse orientale (août-septembre 1914) sont admirablement décrites (c'est, paraît-il, la première description complète de ces remarquables faits d'armes parue en langue anglaise). Ah, que ce nom de Tannenberg (1), où toute une armée russe était pulvérisée et 93,000 soldats russes faits prisonniers, retentit douloureusement à mes oreilles! Cela ne m'empêche pas de m'incliner devant l'envergure (j'allais écrire : l'incomparable envergure) de cet épouvantable coup de masse avec un sentiment qui n'est pas très éloigné de l'admiration. Je note que pour M. Churchill le vrai mérite de cette surprenante victoire germanique, venant oblitérer à cinq siècles de distance le souvenir d'une autre bataille de Tannenberg (Grunewald), désastreuse celle-là pour le germanisme (15 juillet 1410) (2), n'est ni Ludendorff, ni, à plus forte raison, Hindenburg, mais le général von François qui, en désobéissant — ou en n'obéissant qu'avec une extrême mollesse — aux ordres de Ludendorff, fit de Tannenberg la « bataille de Cannes » du front oriental. Le terrain avait du reste été préparé déjà par un autre général allemand : Hoffmann, corrigeant les effets funestes — pour les Allemands — de la nervosité d'un autre général encore : von Prittwitz. La justesse du jugement porté par l'auteur sur le rôle de von François lui paraît ressortir de la photographie reproduite à la page 206, et qui nous montre un groupe de généraux allemands réunis à l'occasion du dixième anniversaire de Tannenberg. Sur cette photographie, on voit von François assis au centre avec Mackensen à sa droite et Hindenburg à sa gauche. Elle est probante, je le reconnais.

La campagne de Galicie d'avril-mai-juin 1915 et celle des Russes dans les Carpathes sont décrites un peu trop succinctement peut-être. La formidable percée de Gorlice-Tarnow avec toutes ses conséquences désastreuses pour l'Empire des tsars, méritait vraiment d'être narrée avec de plus amples détails.

(1) Les Russes l'appellent bataille de Soldau.

(2) L'Ordre teutonique y fut écrasé par les Polonais, les Lithuaniens et les Russes de Smolensk.

De temps en temps, l'auteur nous reparle brièvement du front occidental : il le fait chaque fois qu'il le trouve indispensable pour l'intelligence de toute la situation militaire. D'un intérêt tout particulier sont les pages où M. Churchill nous montre les péripéties de la lutte entre *Easterners* et *Westerners* allemands : soit entre Hindenburg-Ludendorff qui voulaient chercher la « solution » en Russie et Falkenhayn qui s'obstinait à courir après une victoire décisive et écrasante sur le front occidental. Au commencement de 1915, les premiers, encouragés par les retentissantes victoires allemandes en Prusse orientale et les succès en Pologne, paraissent l'emporter. C'est alors qu'ont lieu la percée de Gorlice-Tarnow, la reconquête de la Galicie, la prise de Varsovie; le front russe est rejeté à des centaines de kilomètres dans l'intérieur du pays. La défaite russe est désastreuse, mais ce n'est pas une catastrophe irrémédiable. Et à la fin de septembre 1915, le nouveau front russe se stabilise à peu près de Dvinsk sur la Düna, jusqu'aux marais du Pripiet (*Pripyat*) et de là, à travers un morceau de la Galicie orientale, jusqu'à la frontière roumaine. C'est alors le tour de la Serbie d'être écrasée. Voici comment l'auteur (dont les « sympathies » — si on peut parler ici de « sympathies »! — sont nettement pour les *Easterners*) résume la situation militaire des empires centraux à la fin de l'année 1915 :

« La Russie était brisée, presque partout le front oriental se trouvait sur le territoire russe. Tout l'appareil stratégique de la défense russe : forteresses, voies ferrées, cours d'eau avait passé entre les mains allemandes. Les énormes armées qui, un an auparavant, avaient menacé d'envahir la Prusse orientale, la Silésie et la Hongrie, étaient en retraite, défaites après un carnage épouvantable. L'Autriche, avec ses territoires libérés, ses armées épaulées par des interpolations allemandes, était de nouveau capable de prendre part à la lutte contre la Russie; plus que cela : de tenir tête assez aisément à l'agression italienne, crainte naguère. Le danger d'une confédération balkanique hostile n'existait plus. La Serbie avait été matériellement détruite comme facteur militaire et en tant qu'Etat. La Bulgarie, convaincue que l'Allemagne allait vaincre, était devenue son alliée. La route de la Turquie était ouverte. Un train pouvait se rendre de Hambourg à Bagdad, une distance de 2,200 milles (plus de 3,500 kilomètres) entièrement contrôlée par l'Allemagne (1). »

« La seule perspective de voir les munitions affluer aux Dardanelles et à Gallipoli avait suffi à pousser les Anglais à évacuer la presqu'île, malgré tous les espoirs et tous les sacrifices. Les puissants contingents qu'ils avaient envoyés dans la Méditerranée, les Bulgares pouvaient maintenant les contenir devant Salonique. Vingt divisions de l'armée turque redevenues disponibles, la lutte autour de Gallipoli ayant pris fin, étaient en mesure de menacer l'Égypte, de renverser la situation en Mésopotamie et de faire pression sur les Russes au Caucase et en Galicie... » Et dans l'Ouest, toutes les attaques françaises et anglaises avaient été repoussées avec des pertes effroyables et 2,250,000 Allemands semblaient en mesure de tenir en échec 3 1/2 millions d'ennemis alliés. Falkenhayn, depuis quinze mois commandant en chef, avait les meilleures raisons d'être fier de ce qu'il avait fait.

Westerner convaincu il chercha la solution à l'Ouest et échoua. A la suite de l'épopée de Verdun et de la bataille de la Somme, il dut s'effacer devant Hindenburg et Ludendorff, cette fois, définitivement. C'est ici que s'arrête le récit détaillé de M. Churchill. L'offensive Broussiloff (été de 1916) n'est décrite que brièvement. Pour ce qui est des « ignominieuses tragédies de l'offensive Kerenski » et de la fuite éperdue de l'armée russe démocratisée devant Riga (1917), l'auteur estime que ces épisodes ne méritent pas une place dans son récit. Alors qu'en octobre 1917 encore, il y avait dans l'Est européen 80 divisions « teutoniques », Ludendorff demandait à Hoffmann, dès la fin de cette même année, de transporter de Russie sur le front occidental un million d'hommes et 5,000 canons. « Le front oriental avait vécu. »

* * *

Comme Russe, comme monarchiste russe, je suis reconnaissant à M. Churchill du langage qu'il tient sur la Russie impériale et sur ses armées. « Eu égard à l'état de leurs armées et de leur orga-

(1) Ceci est inexact : aujourd'hui encore (janvier 1932) le railway venant de l'Ouest n'a pas atteint Bagdad.

nisation, la résistance et la constance des Russes sont dignes » nous dit-il, « du plus grand respect. La stratégie et l'attitude du Grand Duc (Nicolas), qui tenait bon malgré des insuccès incessants, des fronts qui s'effondraient, des voies de communication congestionnées et menacées, malgré d'autres sujets d'inquiétude encore qui font défaut à la majorité des chefs militaires, constituent un chapitre d'histoire militaire auquel une génération future de Russes ne refusera pas sa gratitude. » Et à propos de l'interruption qui se produisit dans les communications incessantes anglo-russes au moment de la Révolution de mars 1917 :

« Et maintenant, soudain, il y eut ce silence. La grande Puissance avec laquelle nous avions entretenu des relations de camaraderie si intime, sans laquelle tous nos projets perdaient leur raison d'être, était devenue muette. Avec l'efficace aide russe, tous les fronts alliés pouvaient attaquer à la fois. Sans cette aide, la guerre pouvait fort bien être perdue. Aussi est-ce avec l'attention la plus soutenue que nous attendions la réouverture des communications télégraphiques avec Pétrograd. »

Ces communications rouvertes, ce fut une avalanche de belles paroles, noterai-je. Mais, hélas, ce ne furent que des paroles. Jamais les Russes ne bavardèrent autant qu'après la chute de Nicolas II. Mais le bolchévisme vint qui leur ferma brutalement la bouche. Ceux qui bavardent encore là-bas ne sont que des thuriféraires du régime...

Dans la Russie d'avant 1917, il se publiait une feuille de chou d'orientation ultra-réactionnaire qui avait nom *Zemchtchina* : assemblage de consonnes — tout au moins en transcription française — à peu près impossible à traduire. Il s'y imprimait d'innombrables sottises, dont quelques-unes fort malfaisantes. Cette feuille de chou était largement subventionnée par le gouvernement et ne jouissait dans l'opinion d'aucune considération. Et pourtant... Je me souviens d'un certain article paru en 1916, glorifiant comme d'habitude l'autocratie russe et se terminant ainsi :

« Sans l'autocratie, l'Europe ne pourrait tenir. »

Le *Samoderjavié* personifié par Nicolas II! Inutile de dire les sentiments qui furent les miens à la lecture de cette phrase. Et cependant... Que dit aujourd'hui M. Winston Churchill?

« Les critiques qui n'ont jamais subi pareilles épreuves ont beau jeu pour énumérer les occasions perdues. Ils parlent à la légère de la nécessité de remplacer en pleine guerre les principes fondamentaux de l'Etat russe, la monarchie absolue (1) par quelque système parlementaire britannique ou français. Tâche ingrate que de s'attaquer à des convictions exprimées avec tant d'assurance. Et cependant l'œuvre militaire et nationale accomplie par la Russie au cours des trois terribles campagnes décrites dans le présent volume, constitue un prodige non moins frappant que l'envergure de l'effondrement russe subséquent. La rigidité même du système lui donnait sa force, et, une fois brisée, empêchait tout relèvement. En dépit des lacunes lamentables qui lui étaient propres, un tsar absolu commandait à la Russie. Impossible de prouver qu'un Tsar aux trois-quarts ou un demi-Tsar, avec un Parlement pour tout le reste, eussent, au cours d'une telle période, gouverné quoi que ce fût. Et de fait, une fois le Tsar parti, aucun Russe ne commanda plus. Et pour qu'une forme quelconque d'ordre ou de plan émergât à nouveau, il fallut qu'un groupe épouvantable (*fearsome*) d'internationalistes et de logiciens érigeât une structure sub-humaine sur les ruines de la civilisation chrétienne. »

Voilà qui est très bien dit. Mais l'argumentation de M. Churchill ne nous paraît pas complète. Certes, même Nicolas II fut un meilleur chef d'Etat que les intellectuels qui le renversèrent et que les bolchéviks chassèrent huit mois après. Mais il y a autocrate et autocrate. Nicolas II fit certainement de son mieux pour compromettre de façon terrible le *Samoderjavié*.

Certains lecteurs russes du *Eastern Front* en voudront peut-être à M. Churchill de mettre le soldat russe nettement au-dessous du soldat allemand comme valeur militaire. Je ne suis pas du nombre. J'ai toujours été ennemi des réputations surfaites et me rallie sans hésiter au jugement de l'auteur. N'oublions pas, cependant, combien l'organisation militaire allemande était supérieure à celle de l'Empire des Tsars et ne perdons pas de vue qu'il se commet-

(1) La monarchie russe n'était pas, à proprement parler, absolue depuis la création de la Douma d'Empire (1906). Le tsar n'en avait pas moins gardé le titre d'autocrate.

tait, au sein de cette dernière, des bévues — je ne veux pas employer un terme plus fort — véritablement ahurissantes. Que dire par exemple de ce simple fait : à la veille de Tannenberg deux messages russes de T. S. F. *non-chiffrés* sont envoyés qui spécifient exactement ce que les généraux russes Rennenkampf et Samsonoff (commandant respectivement la I^{re} et la II^e armées russes qui ont envahi la Prusse orientale) feront ou ne feront pas le 25 et le 26 août 1914. Ces radiogrammes sont naturellement interceptés par la station de T. S. F. de Königsberg. M. Churchill qualifie le fait d'*astounding event* : le mot n'est pas trop fort. La même « imprudence » — que ce terme est inadéquat! — est commise d'autres fois encore, et Hindenburg lui-même reconnaît combien cette circonstance facilita aux Allemands la connaissance, non seulement des dangers qui les menaçaient, mais aussi des intentions de l'ennemi. Dans le jugement que nous porterons sur le soldat russe — et je suis loin de vouloir l'idéaliser comme « guerrier » — comment ne pas tenir compte de tels éléments?

Comment ne pas frémir intérieurement à la lecture d'un passage tel que le suivant (il s'agit des batailles sur le Stokhod en juillet, août et septembre 1916) :

« Les généraux russes s'efforçaient d'obtenir les effets qu'obtient l'artillerie à l'aide de chair et de sang. Là où il n'y avait pas de projectiles pour les briser, on franchissait les enchevêtrements de fil de fer sur les monceaux de cadavres entassés dessus par les mitrailleuses allemandes. »

Quelle chose doublement atroce qu'une guerre menée dans de telles conditions? Cauchemar interminable, souffrances incalculables et presque toutes anonymes et au bout — le bolchévisme grimaçant et ensanglanté et la honte de Brest-Litovsk! Pauvre Russie...

Cependant M. Churchill n'exagère-t-il pas un peu en appliquant le mot de *hideous tragedy* à la guerre sur le front oriental en bloc? Dans cette tragédie lugubre, épouvantable, il y a cependant quelques éclaircies. Si elles échouent presque invariablement contre les forces allemandes, les armées russes font reculer les Autrichiens à maintes reprises et battent les Turcs. Je note que l'auteur ne souffle mot d'une de ces éclaircies : la prise d'Erzeroum (février 1916) au cœur de l'hiver. Un beau fait d'armes tout à l'honneur des soldats du général Youdenitch. Il est vrai que sur ce front caucasien aussi, ces succès sont sans lendemain, mais ici la faute en est à la Russie non plus impériale, mais « démocratique » d'abord, puis bolchéviste. On ne pourra jamais évaluer les souffrances qui se sont abattues sur le malheureux peuple arménien à demi libéré par la Russie tsariste, mais abandonné par les armées en décomposition du Gouvernement provisoire et définitivement sacrifié à Brest-Litovsk...

Soyons reconnaissants à M. Churchill de reconnaître l'importance du prélèvement de deux corps d'armée sur les forces allemandes qui avaient envahi la France, après avoir foulé aux pieds la neutralité belge, prélèvement nécessité, croyait-on, par l'invasion des Russes de Rennenkampf et de Samsonoff en Prusse orientale. Ces deux corps arrivèrent, il est vrai, trop tard pour prendre part à la bataille de Tannenberg, mais « l'aile tournaute prévue par le plan Schlieffen était ainsi affaiblie au moment le plus critique » : deux semaines plus tard, les deux corps en question auraient pu combler « la fatale lacune » présentée par le front allemand sur la Marne...

N'est-ce pas le moment de rappeler ce que le maréchal Joffre écrivait à la date du 5 avril 1929 :

« C'est avec le plus vif empressement que je saisis toute occasion de rendre hommage à la vaillance des armées russes et de leur témoigner ma profonde gratitude pour l'aide efficace qu'elles ont apportée à notre armée, aux heures tragiques où l'Allemagne jetait la presque totalité de ses forces vers l'Ouest, afin d'écraser d'un premier élan la Belgique, l'Angleterre et la France. »

En lançant contre la Prusse orientale ses forces disponibles, avant même qu'elles fussent prêtes et réunies et passant outre de la sorte à la plupart des principes de la guerre pour n'en retenir qu'un seul, le principe de la solidarité des fronts, le grand duc Nicolas, généralissime des armées russes, s'est acquis des titres impérissables à la reconnaissance de la France.

Je n'oublierai jamais les sacrifices très lourds que l'armée russe a héroïquement consentis en cette circonstance pour forcer à tout prix l'ennemi à se retourner contre elle. »

Ce qui fait l'attrait du nouveau livre de M. Churchill, c'est, outre l'intérêt poignant du sujet et la limpidité d'un style excellent, l'objectivité de l'auteur. Un exemple : nul doute pour lui (comme pour moi) : c'est à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne qu'incombe la responsabilité de l'affreuse tuerie. Mais que penser cependant de l'attentat de Sarajevo et de l'impression produite par ce crime en Autriche ?

« Supposons l'Irlande devenue une république, république dont la puissance et l'hostilité ne feraient que croître : supposons qu'elle ne soit pas une île, mais ait des frontières contiguës au pays de Galles et à l'Écosse ; supposons l'existence de projets pan-celtiques, véhéments et actifs, ayant pour objet d'unir l'Irlande, l'Écosse et le pays de Galles en une fédération étrangère séparée de l'Angleterre et hostile à cette dernière. Supposons le prince de Galles arrivé à Carnarvon en mission officielle et abattu par une bande d'assassins organisés et envoyés par une société secrète irlandaise, bande munie d'armes provenant de l'arsenal de Dublin ! Cela aurait

été un parallèle non dépourvu d'objectivité à la situation créée (par l'assassinat de Sarajevo) dans l'Empire des Habsbourg. »

Voilà qui est parfaitement juste. Je regrette seulement que, en fixant les responsabilités, M. Churchill ait négligé — le ministre britannique des Affaires étrangères de 1914. Car si sir Edward Grey avait tenu au prince Lichnowsky un langage net et énergique, la guerre aurait bien pu ne pas éclater. Ne l'oublions jamais.

* * *

Avant de dire adieu à une œuvre magistrale admirablement écrite, souhaitons à l'*Eastern Front* de paraître le plus vite possible en traduction française. Une bibliothèque tant soit peu sérieuse sur la guerre mondiale ne saurait désormais s'en passer. C'est un livre à lire, à méditer, à conserver, à consulter — et qui durera.

Comte PÉROVSKY.

Les idées et les faits

Chronique des idées

Histoire militaire des Belges

par le vicomte Charles Terlinden

Je n'ai pas à présenter ici au public — je l'ai fait ailleurs — le magistral ouvrage du vicomte Charles Terlinden, professeur à l'Université de Louvain, *Histoire militaire des Belges*, publié par la Renaissance du livre et déjà consacré par un éclatant succès. Je veux me borner à en préciser la portée et à en marquer rapidement quelques points saillants qui en donneront une juste idée.

On a tant écrit sur la Belgique, la littérature de ce sujet s'est copieusement enrichie en ces derniers temps et voici que s'achève l'*Histoire de Belgique*, de M. Pirenne. Nul historien, cependant, jusqu'à présent, ne s'était avisé d'écrire notre histoire nationale du point de vue strictement militaire. Cet aspect a été généralement effleuré ou à peine esquissé, ou partiellement envisagé dans des monographies particulières, visant telle période ou tel personnage. La technique de l'Armée belge avait été spécialement étudiée par le colonel Rouen mais, en utilisant ces précieuses données, il restait à montrer par une grande synthèse la place que les guerres et les hommes de guerre occupent dans l'histoire d'un pays dont la situation géographique a fait un couloir d'invasion, un champ clos international et qui a fourni des légions de héros. C'est donc un livre neuf qu'a entrepris d'écrire le vicomte Charles Terlinden et qu'il donne aujourd'hui au public. Depuis longtemps attentif aux faits militaires, étroitement attaché à l'armée par les traditions d'une famille qui a produit une lignée de soldats d'élite, extraordinairement versé par ailleurs dans la connaissance de l'histoire générale où il est un maître reconnu, il était comme prédestiné à exécuter ce grand dessein d'une histoire militaire des Belges. Il y pensait depuis longtemps sans doute, il a jugé que l'heure actuelle lui en intimait le devoir. Il est de ces sages, en effet, qui s'associent de plein cœur aux aspirations de notre époque vers l'avènement de la paix perpétuelle par l'abolition des guerres, ne peuvent fermer les yeux sur les périls du présent et faire litière d'un immense passé. Rappeler à la jeunesse surtout les immortelles leçons qui dérivent de notre position même dans le monde et que nous dictent toutes les pages de notre histoire ; ne pas laisser tomber en oubli mais réveiller au contraire la mémoire de ces grands hommes de guerre, Godefroid de Bouillon, Charlemagne, Charles-Quint, de tant de capitaines fameux qui ont illustré la Belgique et recueillir jalousement ce patrimoine de gloire : c'est le but poursuivi par l'auteur et admirablement réalisé.

De son écriture calme, placide et régulière qui aurait fait de lui autrefois un calligraphe distingué, le Roi a parfaitement dégagé en manière de préface la portée capitale de l'ouvrage. « C'est à la lumière du passé, écrit Sa Majesté, qu'une nation prend conscience du présent et prépare les voies de l'avenir. Il ressort de

la lecture du beau travail du vicomte Ch. Terlinden que si les Belges ont souvent manqué de prévoyance, lorsque le danger n'était pas immédiat, ils ont toujours su se ressaisir en présence du péril et ont trouvé dans les qualités de la race les moyens de réagir. » Et de fait, c'est à notre impréparation qu'est dû l'échec de la Révolution brabançonne : c'est elle qui a failli faire périr au berceau notre indépendance nationale par la campagne des Dix Jours ; c'est elle qui nous eût gravement exposés, à la dernière guerre, si le péril n'avait été en partie conjuré par la prévoyance et la ténacité de Léopold II.

* * *

Par le savant exposé des faits, sans aucune déclamation belliqueuse, en laissant la parole aux événements tout le long de notre histoire, Ch. Terlinden a rendu un éclatant service à la Patrie. Il n'y a pas à le contester, notre Belgique est née à l'ombre de l'épée, elle ne peut être gardée que par l'épée qui garde le droit. Mauvais Belges, ceux-là qui se font les propagandistes sans doute inconscients du *refus de servir*. Ils renversent l'ordre des valeurs, ils érigent en norme suprême l'individualisme et lui subordonnent la patrie. Ah ! je le conçois, si on ne veut voir dans l'autorité qu'un fait purement humain et non pas une délégation d'en haut, de quel droit pourrait-elle réclamer l'impôt du sang, le sacrifice absolu, le tout de l'homme, si cette autorité ne peut parler au nom du Maître suprême de la vie et de la mort, de Celui-là seul, arbitre des destinées, qui peut garantir la surabondante compensation de l'au delà.

C'est ce qu'ont compris, confusément, à travers la nuit de l'idolâtrie, clairement, à la lumière du christianisme, ces héros qui, depuis la bataille de la Sambre jusqu'à l'offensive de 1929, ont prodigué leur sang pour la patrie, ceux-là même qui, dans le naufrage de leurs croyances, l'ont en quelque sorte déifiée. C'est une épopée nationale en prose, belle prose, ferme et limpide, que Ch. Terlinden a composée et il faut souhaiter qu'elle soit largement vulgarisée.

Il serait regrettable toutefois que sa diffusion populaire entraînât le sacrifice de l'illustration, qui est de tout premier ordre. Sans répéter ici les éloges que je lui ai décernés ailleurs, je ne puis me défendre d'y insister un instant. C'est qu'enfin, elle sort du banal, du conventionnel, du faux romantique, pour tirer ses ressources de l'ordre monumental, de nos dépôts d'archives, cabinets d'estampes, musées royaux. Le texte se trouve ainsi éclairé, commenté par des témoins irrécusables, habituellement contemporains des événements relatés, ou utilement postérieurs, parce qu'ils reflètent l'idée qu'on se faisait à telle époque, la manière dont on se représentait tel fait, notamment telle bataille. Entre les deux cents gravures, je citerais tous les hors-texte, spécialement le Chapitre de la Toison d'or sous la présidence de Charles le Téméraire, et parmi les portraits, un buste de Charles-Quint de l'atelier Leone Leoni qui est une merveille de statuaire psychologique dont je rapprocherais volontiers le célèbre auto-portrait

de Rubens vieilli qui est au Musée de Vienne. La griffe du temps, les rides creusées par les soucis, l'expression mélancolique d'un suprême détachement : toute l'âme du vieillard s'y accuse en traits inoubliables.

Bossuet a dit dans l'oraison funèbre du prince de Condé que ce qui fait le malheur des hommes fait aussi paraître la puissance du génie humain. On sera frappé de constater par la lecture de cet ouvrage monumental qui déroule les fastes de la guerre, la vérité de cette parole du grand orateur et grand historien. C'est là que l'esprit dompte les corps et fait servir la puissance matérielle à la grandeur intellectuelle et morale. Il ne s'agit pas de glorifier les tueries, il les faut même exécuter; mais comme je comprends César nous racontant la bataille de la Sambre. Le chef nerveux Boduognat y a balancé la fortune de César, sa tactique d'attaque de masse aurait réussi sur un ennemi dispersé, sans la survenue de Labienus qui ramena la victoire par la supériorité de la tactique romaine sur la bravoure inexpérimentée de ces Belges dont le courage désespéré arrachait au Romain un cri d'admiration. Tout de même, quelle lutte grandiose qui décida des destinées du monde antique.

Comment n'être pas subjugué par cette figure colossale de Charlemagne, cette moitié de Dieu, qui s'est taillé un empire avec son épée, en qui Jomini a reconnu l'intelligence de la guerre et qui, sans faire revivre la tactique de Rome, inférieur même en cela à Clovis, mena trente-deux expéditions victorieuses et fut le grand civilisateur de l'Occident.

Il faut, à la suite du maître si averti, étudier les armées féodales, les voir à l'œuvre, par exemple, à Bouvines, le 27 juillet 1214, où la chevalerie flamande et hennuyère, alliée d'Othon IV, fut sur le point d'abattre la royauté française sous la masse des goedendags. Si elle fut vaincue, c'est que chacune des forces alliées opérait pour son compte, et qu'à partir du moment où Philippe-Auguste fait porter le poids de sa contre-attaque sur le centre ennemi, il est devenu impossible de rétablir l'ordre de bataille.

Même à la fameuse journée des Eperons d'or dont fut constellée la voûte de Notre-Dame de Courtrai, malgré la victoire où les difficultés du terrain eurent si grande part d'ailleurs, l'infériorité stratégique et tactique des milices communales est manifeste. Comme il est intéressant de voir entrer en scène la troisième arme,

l'artillerie, — grossières bombardes d'abord suivies par les coulevrines de petit calibre — qui fit probablement son apparition chez nous, à Scheut, le 17 avril 1356, dans un combat que Bruxelles livra à Louis de Maele.

Il est manifeste que le progrès de la civilisation est lié au progrès des armées. C'est sous la maison de Bourgogne, au XV^e siècle, que la Belgique s'unifie et grandit, c'est alors que Charles le Téméraire organise ces *Bandes d'ordonnance*, avec un effectif de 4.000 cavaliers et de 3.000 piétons, qui mettent à la disposition du prince une force permanente, instruite, exercée, prête à servir « envers et contre tous ». Philippe le Beau la restaurera, après les terribles défaites de Charles le Téméraire; Charles-Quint, notre gloire la plus haute, la portera à sa perfection, il en fera une des meilleures cavaleries de l'Europe. C'est lui qui, novateur en fortifications, a voulu qu'Anvers ne fût pas seulement la métropole du commerce mondial de l'époque, mais une des places fortes les plus puissantes.

Là est l'intérêt majeur de ce grand livre : c'est que l'histoire militaire y est soudée à l'histoire politique et force est de reconnaître, à mon sens, que l'une fournit la clef de l'autre, que l'évolution de la puissance armée met en jeu un facteur souvent prépondérant. On le sait, c'est des intérêts économiques que M. Pirenne a fait le ressort principal des événements, en se laissant, peut-être, influencer par l'idéologie marxiste. On estimera cette vue des choses un peu courte et on sera tenté de faire aux armes une part plus large de leur assigner une influence plus déterminante.

L'auteur poursuit ce parallélisme des faits de guerre et de la politique générale dans la grande tourmente du XVI^e siècle, dans les guerres du siècle de malheurs où tant de Belges se sont illustrés, Bucquoy, Tilly, Mansfeld, Aldringen, Jean de Weert, Mercy; dans les campagnes entreprises « pour l'aigle et pour les lys », à travers les révolutions brabançonne et liégeoise de 1789 à 1791, dans la grande épopée révolutionnaire et impériale, sous la Cocarde orange, dans la conquête de l'indépendance, pendant la campagne des Dix-Jours, sous le signe de la neutralité belge, jusqu'à la tragédie de 1914, durant la longue marche vers la victoire.

Il y aura lieu de dégager les leçons de ces derniers chapitres et d'en tirer la conclusion.

J. SCHYRGENS.

ANCIENNE BANQUE
G. DE KINDER

800. ANONYME

ANVERS

835

BANQUE DE SAINT-PHALLE
BRUXELLES ANVERS
18, rue Treurenberg — 19, Place de Meir

TOUTES OPÉRATIONS DE BOURSE SUR MARCHÉS
EUROPÉENS ET AMÉRICAINS
PLACEMENT ET GESTION DE PORTEFEUILLE
RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET DOCUMENTATION
INTERNATIONALE

Correspondants à l'Étranger
PARIS — LONDRES — ZURICH — BERLIN

New-York Représentant à Rome
de Saint-Phalle & Company Commandatore Giovanni Mazzoni
Membres du New-York Stock Exchange Via Sallustiana, 41 900

Caisse Hypothécaire Anversoise

Société Anonyme — Fondée en 1881 — Register du Commerce d'Anvers n° 1158

CAPITAL : frs. 40.000.000
RESERVES : frs. 58.384.198 33
FONDS SOCIAL : frs 98.384.198 33

Siège Social : ANVERS
35, rue des Tanneurs - 24 place de Meir
Tél. N° 302.30-302.91

Siège de Bruxelles
44, Boulevard du Régent, 44
Tél. Nos 12 44 97 - 12 84 64

SUCURSALE DE LIÈGE : Boulev. d'Avroy, 40 - Tél. 29.101

PRÊTS SUR IMMEUBLES ET POUR BATIR

Obligations Foncières
Caisse d'Épargne Intérêts 3.60 % : 5 % et 5.50 %

Agences dans les villes et les principales communes du Pays

LOCATION DE COFFRES-FORTS

672

BANQUE
DE
l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME
Longue rue Neuve, 107-108-111, Anvers
Succursales

38, Longue rue Loobroek — 2, rue Th. Roucourt, Berchem
93, Chaussée de Turnhout, Bergerhout

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Caisse d'Épargne Location Coffres-forts